

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 12–16 juin 2006

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2006/4
16 mai 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2005

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).



NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de la Division axée sur les résultats (OEDR): M. M. Usnick tél.: 066513-2043

Analyste principale de la mesure des résultats, Bureau de l'évaluation des résultats et des rapports (OEDP): Mme D. Hines tél.: 066513-2032

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Le nombre et l'ampleur des catastrophes naturelles qui ont marqué l'année 2005 constituent un douloureux rappel: partout dans le monde, les populations sont exposées à des crises soudaines qui peuvent menacer leur survie même. Ces dévastations ont touché presque toutes les régions du globe: le tsunami massif dans l'océan Indien, la sécheresse et l'infestation de criquets pèlerins en Afrique, les tremblements de terre au Pakistan et en Inde, les cyclones qui ont déferlé sur l'Amérique centrale et les États-Unis et les inondations en Europe et en Asie. Ces catastrophes ont fait des centaines de milliers de morts et ont annihilé les moyens de subsistance de millions d'êtres humains; innombrables sont ceux qui restent traumatisés par les séquelles des destructions qu'elles ont causées.

Les événements de 2005 ont rudement sollicité les moyens et les ressources de la communauté internationale. Le PAM a été appelé à faire face simultanément à de multiples crises majeures – parfois avec des ressources insuffisantes – tout en poursuivant au même rythme ses opérations dans des régions de crise comme l'Afghanistan, l'Iraq et la République démocratique du Congo. Le Programme a néanmoins réussi à intervenir pour secourir les victimes de certaines des catastrophes humanitaires les plus éprouvantes jamais connues et les aider à reconstruire leurs vies. Dans le même temps, les activités de développement se sont poursuivies à un niveau à peine inférieur à leur niveau de 2004 et ont ainsi aidé à atténuer la faim et à mitiger les risques provenant de chocs extérieurs.

Le Soudan a été en 2005 le pays où a été menée la plus vaste des opérations du Programme. Au Darfour seulement, le PAM a secouru environ 3,4 millions de personnes en dépit d'une sécurité extrêmement précaire, dans le cadre d'une opération d'une valeur totale de 398,7 millions de dollars É.-U. Au Niger, l'opération d'urgence a permis au PAM de prêter assistance à plus de 400 000 enfants, dont beaucoup souffraient de malnutrition aiguë, et de nourrir environ 2,4 millions de personnes. En Asie du Sud, le Programme a, malgré d'énormes problèmes logistiques, fourni une assistance à 1,38 million de victimes des tremblements de terre et a simultanément mis sur pied une opération pour assister les personnes sinistrées par les cyclones qui ont affecté le Guatemala et El Salvador. À la fin de 2005, le PAM avait distribué 4,2 millions de tonnes de produits alimentaires et avait ainsi secouru 96,7 millions de personnes dans 82 pays.

L'année 2005 a également confirmé que la stratégie du PAM est orientée dans la bonne direction, la priorité la plus élevée étant de faire face aux situations d'urgence et de sauver des vies humaines. Nous avons pu constater de première main à quel point il importe d'améliorer la situation nutritionnelle et de renforcer la sécurité alimentaire des populations à haut risque et de consolider leurs mécanismes de survie avant la survenance d'une catastrophe. Les efforts déployés par le Programme pour renforcer ses moyens internes ont été un excellent investissement, particulièrement dans les domaines de la préparation des interventions en cas d'urgence, des évaluations des besoins et de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité. Tel a également été le cas des efforts déployés pour étoffer les moyens opérationnels, ce qui a aidé à réduire les délais d'intervention et à donner une plus grande souplesse aux responsables des opérations. Les initiatives prises pour renforcer nos petits bureaux de pays ont élargi nos moyens d'intervention dans les localités où notre présence est moins établie. La gestion axée sur les résultats a continué d'être intégrée à la planification, à la formulation des politiques et à la gestion au siège comme sur le terrain. Nous sommes également conscients du fait que nous devons continuer de renforcer nos capacités si nous voulons systématiquement atteindre notre groupe cible au moment

opportun en leur apportant les aliments appropriés, défi que nous ne perdons de vue à aucun moment.

Les généreuses contributions qui ont été mises à la disposition du PAM lui ont permis de faire face efficacement à la situation. Une fois de plus, les crises de 2005 ont apporté la preuve que la flexibilité est indispensable si l'on veut pouvoir réagir de façon efficace et efficiente. L'aide la plus flexible est celle qui n'est assortie d'aucune condition car elle permet au PAM de cibler ses efforts sur ceux qui en ont le plus besoin. Le PAM est reconnaissant de toutes les contributions qui lui ont été fournies – en espèces, en nature ou sous forme de personnel ou de services – et il continuera d'élargir sa base de donateurs et de resserrer ses partenariats avec le secteur privé.

Il y a encore beaucoup à faire pour éliminer la faim. Chaque jour, la faim et la pauvreté font quelque 25 000 morts, et 300 millions d'enfants affamés et souffrant de dénutrition ont besoin d'aide. Le nombre de personnes affectées par la faim chronique est en hausse —il est passé de 790 millions en 1995 à 852 millions aujourd'hui— mais le volume de l'aide alimentaire provenant des donateurs des différentes régions du monde a reculé de moitié au cours des cinq dernières années. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, nous risquons de perdre du terrain. Nous devons continuer de centrer notre attention sur les millions d'enfants qui, partout dans le monde, ont faim et ne reçoivent aucun secours, ainsi que sur cette injustice qu'est la faim.

En septembre 2005, les dirigeants mondiaux se sont réunis pour renouveler leur engagement unanime de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, percée indispensable pour faire reculer la faim et la pauvreté. Ils ont également déclaré haut et clair que le moment est propice à la création de partenariats larges et solides afin de mobiliser la volonté politique requise et le concours du public pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et éliminer la faim chez les enfants.

Le PAM demeure résolu à faire tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. En 2005, il s'est employé à faire bien comprendre que les meilleurs investissements dans l'élimination de la faim sont ceux qui tendent à s'attaquer à la malnutrition chez les enfants et à leur permettre d'aller à l'école. Le film *Tous les enfants invisibles*, présenté par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance au festival de Venise, a rehaussé la visibilité de la lutte contre la faim chez les enfants et Food Force, l'un des jeux vidéo éducatifs les plus populaires du monde, apprend à la jeune génération ce qu'elle doit savoir au sujet de l'élimination de la faim.

Nous ne négligeons aucune possibilité de mobiliser les gouvernements, les organismes d'assistance, le secteur privé et les particuliers pour les encourager à constituer des partenariats et nous permettre ainsi de faire face plus efficacement aux crises et de donner aux enfants une chance de grandir pour mener un jour une vie saine et productive. Les partenariats que nous avons forgés nous ont aidé à utiliser nos ressources plus efficacement dans la lutte contre la faim. Le PAM a également réaffirmé son engagement de combattre le VIH/sida et de réduire le fardeau que cette pandémie représente aussi bien pour les femmes que pour les enfants. Nous nous sommes également attachés à renforcer les effets de synergie avec les organismes de la famille des Nations Unies, et ce de différentes façons, notamment en resserrant la coordination entre le PAM et les autres organismes des Nations Unies en Afrique australe, où il a été entrepris de mettre en oeuvre à titre expérimental des approches novatrices de programmation conjointe et de participation aux coûts. Par ailleurs, le PAM s'est associé à la stratégie d'intervention élaborée au niveau de l'ensemble du système pour atténuer l'impact potentiel que la grippe aviaire pourrait avoir sur nos bénéficiaires et sur notre personnel.

L'année écoulée a montré une fois de plus que le PAM doit opérer dans certaines des situations les plus difficiles et les plus dangereuses qui soient au monde. Plus de 90 pour cent des ressources destinées aux activités de développement sont allées aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu et à déficit vivrier. Dans ces pays, le PAM a opéré dans les régions les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire afin de secourir les populations les plus vulnérables. En pareilles circonstances, il n'est pas toujours facile de mesurer les réalisations obtenues mais le PAM a accompli des progrès considérables dans le suivi et l'évaluation des résultats et a commencé à se transformer en une organisation déterminée à tirer parti de l'expérience et des connaissances acquises. Les événements de 2005 nous ont aidés à mieux cibler notre attention et à réaliser notre travail d'une manière plus systématique.

Nous sommes fiers d'exposer ci-après les résultats que nous avons obtenus pendant une année marquée par des défis sans précédent et de montrer que nos investissements ont contribué à sauver des vies humaines et à améliorer les moyens de subsistance des pauvres qui ont faim, partout dans le monde.



James T. Morris
Directeur exécutif

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2005 (WFP/EB.A/2006/4), notant qu'il constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année.

RÉSUMÉ

Le Rapport annuel sur les résultats de 2005 mesure les efforts accomplis par le PAM conformément au cadre de résultats arrêté dans le Plan stratégique pour 2004–2007 et le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005. Il montre comment les ressources ont été utilisées pour aider les populations qui ont faim et mesure les résultats obtenus par rapport aux priorités stratégiques et aux priorités de gestion, notamment en affectant des dépenses opérationnelles aux priorités stratégiques et en mesurant les résultats. Les priorités stratégiques aident à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et représentent une approche globale de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire.

Les dépenses directes en 2005 ont atteint 2,9 milliards de dollars, chiffre qui n'a été égalé ou dépassé que deux fois dans le passé. Les interventions prolongées de secours et de redressement ont constitué la catégorie la plus importante. A la fin de 2005, le PAM avait distribué 4,2 millions de tonnes de vivres à 96,7 millions de personnes dans 82 pays. L'opération conduite au Soudan a été la plus importante intervention intéressant un seul pays en 2005: dans le seul Darfour, le PAM a secouru 3,4 millions de personnes malgré de sérieux problèmes de sécurité et l'opération s'est élevée à un total de 398,7 millions de dollars. Les catastrophes naturelles durant l'année ont contraint le PAM à faire face à d'énormes besoins imprévus dans des conditions difficiles. Les programmes de développement et les interventions prolongées de secours et de redressement en cours ont été d'une grande aide pour la mise en place des secours aux victimes de ces catastrophes naturelles et des autres crises de l'année.

Le PAM a continué de centrer ses efforts sur les enfants dans le but de mettre un terme à la faim dans ce groupe d'âge. En 2005, il a fourni une aide alimentaire à 58 millions d'enfants, dont 30 pour cent dans le groupe d'âge de 0 à 5 ans. Près de 52 pour cent des bénéficiaires de l'aide alimentaire étaient des femmes ou des adolescentes.

Le PAM a pu mobiliser 2,76 milliards de dollars pour faire face aux besoins des bénéficiaires tels qu'ils avaient été évalués; à la fin de l'année, 82 pour cent des besoins globaux avaient été satisfaits. Les événements de l'année ont montré que la souplesse est essentielle pour intervenir avec efficacité et efficience – mais seulement 3,3 pour cent des contributions reçues par le PAM en 2005 étaient totalement multilatérales, fournies en espèces et dépourvues de conditions. La maîtrise des coûts, rendue difficile par la complexité des opérations et les changements des besoins opérationnels, a été une préoccupation constante; l'augmentation des coûts de livraison et de carburant et les variations des taux de change ont également été une source de difficultés.

Les mesures prises pour corriger les faiblesses au plan de l'organisation et renforcer les mécanismes de gestion se sont poursuivies avec de bons résultats: 60 pour cent des cibles assignées aux indicateurs de résultats dans le domaine du renforcement des mécanismes de gestion ont été atteintes ou dépassées en 2005. Les enseignements tirés des principales opérations ont été analysés, et les décisions voulues ont été prises par l'administration. Ces enseignements ont été intégrés à chaque section du présent rapport.

De nouveaux progrès ont été enregistrés en ce qui concerne l'établissement des rapports et la présentation des résultats par priorité stratégique, ce qui permet au PAM de rapporter les résultats à court et moyen terme à ses priorités; il reste néanmoins à standardiser les rapports sur les résultats à moyen terme des opérations d'aide alimentaire. Le PAM s'emploie actuellement à améliorer l'établissement des rapports sur les indicateurs de résultats à moyen terme dans les urgences et collabore avec des organisations d'aide humanitaire et des donateurs à la coordination des méthodes et des normes. L'amélioration de la mesure des résultats et de l'établissement des rapports permet au PAM d'aider plus efficacement ceux qui ont faim, et de contribuer avec les gouvernements, le secteur privé et des particuliers à lutter contre la faim et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avant-propos du Directeur exécutif	5
Résumé	9
Introduction	14
Principaux chiffres et OMD	16
 PARTIE I: CONTEXTE, ORIENTATION STRATÉGIQUE ET DÉFIS	
Contexte	19
Orientation stratégique	20
Défis de 2005	24
 PARTIE II: PRINCIPALES RÉALISATIONS	
Cadre de résultats et principaux résultats	27
Comment l'alimentation a fait une différence en in 2005	31
 PARTIE III: ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2005	
Résultats à court terme et à moyen terme, par priorité stratégique	45
PS 1 – Sauver des vies dans des situations de crise	45
PS 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs	51
PS 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables	54
PS 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle	60
PS 5 – Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire	66
Recettes et dépenses	69
Résultats par priorité de gestion	74
 PARTIE IV: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE	
Préparation des interventions en cas d'urgence	101
Mécanismes de lancement rapide des opérations	103
Identification et ciblage des groupes vulnérables	105
Suivi des résultats en vue d'améliorer la gestion et l'obligation redditionnelle	107
Nutrition: expansion des programmes	108
 PARTIE V: LA MARCHE À SUIVRE	 111

ANNEXES

I.	Matrice des résultats du Programme 2004–2007	116
	A – Priorités de gestion et points faibles	120
II.	Personnel du PAM	121
III.	Achat de produits alimentaires par le PAM en 2005	122
IV.	Contributions totales confirmées pour 2005	125
V.	Tableau 1: Ventilation des dépenses opérationnelles par région et catégorie d'activités, 2002–2005	127
	Tableau 2: Ventilation des dépenses opérationnelles par pays, région et catégorie d'activités, 2002–2005	129
	Tableau 3: Ventilation des dépenses opérationnelles par catégorie de pays et région, 2002–2005	133
VI.	Initiatives de changement	134
VII.	Le PAM et le processus d'appels communs (PAC)	136
VIII.	Liste des sigles utilisés dans le présent document	137

NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD), le transport extérieur et les autres coûts opérationnels directs (COD) et ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent tous les pays à déficit vivrier (importateur net de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la construction et le développement (BIRD); appartiennent à la catégorie des PFRDV tous les pays des catégories I et II de la Banque mondiale. Le seuil de revenu national brut par habitant pour 2003, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 465 dollars É.-U. En 2005, 82 pays avaient été rangés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la catégorie des PFRDV.
- La catégorie des pays les moins avancés (PMA), telle que définie par l'Organisation des Nations Unies, comprend "les pays à faible revenu dont la croissance est entravée des handicaps à long terme, en particulier un niveau peu élevé de développement des ressources humaines et/ou de graves faiblesses structurelles". En 2005, 50 pays avaient été rangés dans la catégorie des PMA par le Bureau du Haut Représentant pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

INTRODUCTION

1. Le Rapport annuel sur les résultats est par excellence la manifestation de l'obligation redditionnelle du Programme, l'évaluation des performances et les rapports sur les résultats constituant la clé de voûte du système de gouvernance du Programme alimentaire mondial. Le présent Rapport annuel reflète les trois principes fondamentaux auxquels doivent obéir les rapports annuels du PAM sur les résultats: i) mesurer les résultats à la lumière des priorités stratégiques et des priorités de gestion; ii) étoffer les informations fournies au niveau des réalisations concernant les résultats à moyen terme et à court terme; et iii) présenter les principales conclusions et les principaux enseignements retirés des évaluations¹.
2. Le Rapport annuel sur les résultats de 2005 mesure les efforts entrepris sur la base du cadre de résultats énoncé dans le Plan stratégique (2004–2007) et dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal (2004–2005)². Les efforts déployés par le PAM pour mener à bien sa stratégie et pour s'acquitter de son mandat, qui est d'utiliser l'aide alimentaire pour satisfaire les besoins de ses bénéficiaires dans le cadre d'opérations d'urgence, d'interventions prolongées de secours et d'aide aux réfugiés, d'appuyer le développement économique et social et de promouvoir la sécurité alimentaire, sont guidés par les cinq priorités stratégiques (PS), appuyées par neuf priorités de gestion (PG)³. Les priorités sont au centre du cadre de résultats du PAM et sont esquissées dans la matrice des résultats des programmes (voir l'annexe I)⁴.
3. Cette matrice est la base de l'obligation redditionnelle au plan interne et la justification de l'allocation des ressources, tout en aidant à illustrer la contribution que le PAM apporte à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Plus spécifiquement, le Rapport annuel sur les résultats montre comment les ressources mises à la disposition du PAM ont été utilisées pour secourir ceux qui ont faim dans le cadre d'opérations d'urgence et d'opérations de redressement ainsi que de programmes de développement et expose les résultats obtenus. Il mesure les réalisations au regard des priorités stratégiques et des priorités de gestion, notamment en rattachant les dépenses opérationnelles aux priorités stratégiques et en mesurant les résultats à moyen terme, entre autres grâce à une amélioration des rapports normalisés sur les projets. En mesurant ces résultats d'une manière plus précise et en en rendant compte de façon plus claire, le PAM peut aider plus efficacement ceux qui ont faim et mobiliser les gouvernements, le secteur privé et les particuliers pour les encourager à collaborer étroitement pour combattre la faim et réaliser les OMD.

¹ WFP/EB.A/2004/4-D.

² WFP/EB.3/2003/5-A/1.

³ Article II du Statut du PAM (2004).

⁴ WFP/EB.3/2003/4-A/1.

4. Le Rapport annuel sur les résultats de 2005 se compose de cinq parties:
- **La Partie I, Contexte stratégique, direction et défis**, expose l'orientation stratégique du PAM et donne un bref aperçu de sa mission et de ses principaux domaines d'activités en indiquant comment les ressources ont été allouées et en décrivant les difficultés que le Programme a dû surmonter pour mener à bien ses opérations.
 - **La Partie II, Principales réalisations**, présente les réalisations obtenues au niveau de l'ensemble de l'Organisation, l'accent étant mis en particulier sur les principales opérations menées pendant l'année. Les résultats sont exposés par priorité stratégique de manière à indiquer comment, grâce à des interventions rapides, efficaces et efficaces, le PAM a sauvé des vies humaines et protégé les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables.
 - **La Partie III, Analyse des résultats de 2005**, rend compte des résultats par priorité stratégique, à moyen terme et à court terme, au regard des objectifs fixés dans le Plan stratégique et dans le Plan de gestion de l'exercice biennal. Les résultats à moyen terme sont fréquemment difficiles à mesurer, spécialement dans le cas d'opérations de courte durée, mais l'analyse montre que l'assistance du PAM a amélioré les conditions de vie de ses bénéficiaires. Les résultats par priorité de gestion indiquent comment le PAM a renforcé ses capacités pour promouvoir la réalisation de ses priorités stratégiques.
 - **La Partie IV, Enseignements tirés de l'expérience**, discute des leçons tirées des principales opérations menées en 2005 en indiquant quelles sont les activités qui ont été couronnées de succès et quelles sont celles qui appellent des améliorations. Conformément au système de gouvernance du PAM, les recommandations issues des évaluations réalisées par le PAM en 2005 sont reflétées dans l'ensemble du document.
 - **La Partie V, La marche à suivre**, fait la synthèse des principaux enseignements retirés des opérations menées pendant l'année et met en relief les efforts qu'il est prévu d'entreprendre pour améliorer les résultats et renforcer les capacités afin d'appuyer la réalisation des objectifs stratégiques du PAM pour 2006–2007.

LE PAM ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD) PRINCIPAUX CHIFFRES 2005

OMD 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

BÉNÉFICIAIRES

96,7	millions de personnes qui ont faim dans 82 pays
23,6	millions - projets de développement
35,0	millions - opérations d'urgence
- 10,5	millions - situations de conflit
- 6,0	millions – faillite économique
- 18,5	millions – catastrophes naturelles
38,1	millions – interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)
79,5	millions de femmes et d'enfants
2,1	millions de réfugiés
8,3	millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays
1,3	millions de rapatriés

PROJETS EN COURS EN 2005

Programmes de pays	35
Projets de développement	27
Opérations d'urgence	51
IPSR	49
Opérations spéciales	35
TOTAL	197

VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE

4,2	millions de tonnes de produits alimentaires distribués
2,5	millions de tonnes de produits alimentaires achetés

PROJETS APPROUVÉS EN 2005⁵

7	projets de développement, évalués à 31.7 millions de dollars
3	programmes de pays, évalués à 116 millions de dollars
28	opérations d'urgence /Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 461,9 millions de dollars
14	IPSR évaluées à 1,2 milliard de dollars
18	opérations spéciales, évaluées à 332 millions de dollars

RECETTES ET DÉPENSES

2,8	milliards de dollars de contributions reçues
2,9	milliards de dollars de dépenses directes
3,1	milliards de dollars de dépenses totales

PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM

67,4	pour cent des ressources de développement dans les PMA
78	pour cent des produits alimentaires achetés (en tonnes) dans 75 pays en développement
75	pour cent de l'aide au développement du PAM dans 41 pays africains

⁵ Non compris les coûts d'appui indirects.

OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

- 21,7** millions d'enfants scolarisés dans **74** pays ont reçu des repas scolaires/rations à emporter
 - **48** pour cent étaient des filles
- 14,0** pour cent d'augmentation de la scolarisation dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
- 94,0** pour cent des enfants suivent les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire

OMD 3 Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes

- 52,0** pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des jeunes filles
- 333** mille femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion des produits alimentaires
- 10,0** millions de femmes ont reçu des rations alimentaires pour le ménage aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
- 4,8** millions de cartes de droit à la ration du ménage ont été établies au nom de femmes dans le cadre des distributions générales de vivres

OMD 4 Réduire la mortalité infantile

- 58,2** millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
- 8,1** millions d'enfants victimes de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial

OMD 5 Améliorer la santé maternelle

- 2,5** millions de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
- 89,0** pour cent des femmes enceintes et mères allaitantes suivies ont reçu des aliments enrichis en micronutriments (ERF.1)⁶

OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

- 21** des **25** pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée ont reçu une aide du PAM
- 9,0** millions de personnes touchées par le VIH/sida dans **38** pays ont reçu une aide alimentaire du PAM
- 51** pays ont reçu une aide au titre de programmes de lutte contre la tuberculose et d'activités de prévention du VIH/sida

OMD 7 Assurer un environnement durable

- 5,8** millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à produire des actifs ou à suivre une formation
- 35,5** millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour apprendre à résister aux chocs climatiques et à préserver leurs moyens de subsistance

OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

- 14** Partenaires de réserve
- 25** Évaluations conjointes des besoins d'urgence, avec la FAO et le HCR
- 72** Entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature, pour une valeur de 119 millions de dollars
- 2 270** Organisations non gouvernementales ont travaillé avec le PAM en 2005

⁶ Enquête de base sur les Engagements renforcés en faveur des femmes.



PARTIE I: CONTEXTE, ORIENTATION STRATÉGIQUE ET DÉFIS

CONTEXTE

5. La Déclaration du Millénaire et les OMD ont défini l'orientation stratégique que doit suivre le PAM dans la lutte contre la faim. Lors du Sommet mondial de 2005, les dirigeants mondiaux ont réaffirmé leur engagement de réaliser les OMD et ont souligné la nécessité de mettre spécialement l'accent sur l'éradication de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, particulièrement chez les enfants, ainsi que sur l'expansion des programmes d'alimentation scolaire, au moyen, dans tous les cas où cela serait possible, d'aliments d'origine locale. Ils ont souligné que ces efforts revêtaient une "importance capitale" pour la réalisation des OMD⁷. Dans le document final du Sommet, les dirigeants mondiaux ont également mis en relief qu'il fallait avancer plus rapidement sur la voie de la réduction de la faim car, au rythme actuel, les efforts déployés par la communauté mondiale ne permettraient pas d'atteindre l'OMD 1, soulignant ainsi à nouveau l'importance de l'oeuvre menée par le PAM et la responsabilité commune qui incombe aux partenaires de développement et aux organismes de secours humanitaires en matière de lutte contre la faim.
6. Les catastrophes naturelles survenues en 2005, notables par leur gravité et par leur fréquence, ont constitué un défi pour l'Organisation, qui a dû faire face à de vastes besoins imprévus, mettre au point des opérations logistiques novatrices pour secourir les victimes dans des environnements difficiles et mobiliser ses agents et ceux de ses partenaires en attente pour pouvoir sans tarder déployer les ressources humaines requises. Simultanément, le Programme a dû, dans le cadre de ses IPSR, déployer des efforts accrus pour s'attaquer aux effets déstabilisateurs de la faim chronique et de crises prolongées. Au cours des cinq dernières années, le nombre de ceux qui ont faim s'est accru de 4 millions par an, et ce chiffre est actuellement de 850 millions, dont 30 pour cent d'enfants de moins de 15 ans.
7. Ces activités se sont traduites par 2,9 milliards de dollars de dépenses directes⁸, chiffre qui n'a jusqu'à présent été dépassé que deux fois. La principale catégorie d'activités a été celle des IPSR, suivie par celle des opérations d'urgence. L'aide publique au développement (APD) s'est accrue au cours des cinq dernières années, mais des besoins énormes subsistent en matière de secours humanitaires et de développement. À un moment où les donateurs sont de plus en plus sollicités pour faire face aux besoins de développement et aux besoins humanitaires, le PAM a entrepris de mobiliser des contributions accrues pour combattre la faim, de préférence sous forme de contributions multilatérales en espèces non liées et dépourvues de restrictions.

⁷ Organisation des Nations Unies. 2005. *Document final du Sommet mondial de 2005*. L'Assemblée générale a fait référence à la malnutrition et aux programmes d'alimentation scolaire dans les sections du document final consacrées aux initiatives de nature à produire des résultats rapides ainsi qu'au développement rural et au développement agricole.

⁸ Dépenses directes, à l'exclusion des CAI, pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2005.

8. Le Programme s'est continuellement attaché à maîtriser les coûts, en particulier les dépenses de TTEM, qui ont augmenté de 41 pour cent, ainsi que des autres coûts opérationnels directs (autres COD), qui ont progressé de 106 pour cent par rapport à 2004. Les hausses de coûts, résultant principalement de la complexité des opérations, de l'évolution des besoins opérationnels, de l'augmentation des dépenses de livraison et de la hausse des prix des carburants ainsi que des variations des taux de change, n'ont pas manqué d'avoir un impact sur les opérations. Les bureaux de pays ont réagi en appliquant des mesures d'économie, notamment en introduisant des mécanismes de participation aux coûts avec les partenaires.

9. Le PAM a également dû améliorer constamment ses capacités et ses performances même si, parfois, les moyens de l'Organisation ont été mis à rude épreuve. En rationalisant ses initiatives, le PAM a pu concentrer son attention sur ses activités de base et exploiter toutes les occasions qui se sont présentées pour programmer conjointement les activités, partager des services communs et fournir une enveloppe intégrée de secours humanitaires, les secours alimentaires étant combinés à d'autres formes d'assistance pour accroître l'impact global des opérations. Par ailleurs, le PAM a pris part aux efforts d'harmonisation et de collaboration menés dans les domaines des secours humanitaires et des activités de développement dans le cadre du Comité permanent interorganisations et du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM). Ces efforts ont été entrepris compte tenu des résultats de deux grandes conférences internationales tenues en 2005, à savoir le *Document final du Sommet mondial de 2005* et le cadre de suivi de l'efficacité de l'aide esquissé dans la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*⁹. Le rôle de premier plan que joue le PAM au sein du système des Nations Unies dans les domaines de la logistique et les processus de réforme des activités humanitaires en cours ont, dans le contexte des situations d'urgence complexes qui ont surgi en 2005, présenté à la fois des possibilités et des défis.

ORIENTATION STRATÉGIQUE

Secourir les plus vulnérables

10. Le PAM a concentré ses efforts et ses ressources sur les groupes les plus vulnérables et sur les pays les plus nécessiteux, conformément à la décision prise par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) en décembre 1994, selon laquelle au moins 90 pour cent de l'assistance devait aller aux PFRDV et au moins 50 pour cent aux PMA.¹⁰ Le PAM a dépassé cet objectif en 2005: il a fourni une assistance à 56 millions de personnes souffrant de la faim dans 43 PMA, en leur allouant 67,4 pour cent des ressources disponibles pour les activités de développement et à 91 millions de personnes dans 65 PFRDV, qui ont bénéficié de 95,5 pour cent des ressources de cette catégorie. Les investissements réalisés par le PAM en Afrique ont également reflété sa mission, qui est de secourir les plus vulnérables: 75 pour cent des ressources disponibles pour les activités de développement et de secours du PAM sont allés à 41 pays d'Afrique.

⁹ Les efforts d'harmonisation entrepris dans le contexte du processus d'élaboration des DSRP sont évoqués dans le document intitulé "Participation du PAM aux stratégies de réduction de la pauvreté" qui sera soumis au Conseil à sa session annuelle de 2006.

¹⁰ Selon la classification de la FAO, la catégorie des PFRDV comprend 82 pays.

11. Le Conseil a décidé que, d'ici à 2007, le PAM doit concentrer au moins 90 pour cent des ressources multilatérales à emploi non spécifique disponibles pour des activités de développement sur les PMA ou les pays à faible revenu (PFR)¹¹ ainsi que sur les pays affectés par la malnutrition chronique, c'est-à-dire les pays où l'incidence des retards de croissance dépasse 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans.¹² En 2005, 89 pour cent de ces ressources ont été allouées conformément à ces deux critères, soit une progression de 5 pour cent par rapport à 2004 et un chiffre à peine inférieur à l'objectif fixé pour 2007.
12. Le PAM s'est attaché de plus en plus dans ses activités, que ce soit sous forme de projets distincts ou en tant que partie intégrante de ses opérations, à **renforcer les capacités** de lutte contre la faim, conformément aux priorités nationales, et il a collaboré avec les gouvernements pour élaborer des stratégies de renforcement des capacités et de mobilisation des ressources. Quelques pays à revenu intermédiaire, comme le Guatemala et le Swaziland, ne sont pas à l'abri des problèmes de malnutrition car les ressources sont insuffisantes pour faire face aux problèmes liés à l'alimentation. Au Guatemala, il a été préparé une IPSR pour appuyer la campagne nationale menée par le Gouvernement pour combattre la faim et la malnutrition chronique. Le PAM a également collaboré avec les Gouvernements de la Chine et de la République dominicaine pour réorienter les programmes de sorte qu'ils mettent l'accent non plus tant sur les distributions de vivres mais plutôt sur le renforcement des capacités, tout en suscitant une prise de conscience accrue des problèmes liés à la faim, conformément à la PS 5.
13. Indépendamment de son aide alimentaire, le PAM a élargi ses activités d'appui dans les PMA et dans les PFRDV: 78 pour cent des produits alimentaires achetés en 2005 l'ont été dans 75 pays en développement.

Sauver des vies humaines et protéger les moyens de subsistance en période de crise

14. Les événements de 2005 ont confirmé que les efforts entrepris pour renforcer les capacités d'intervention en cas d'urgence ont constitué un bon investissement. Les budgets de 6 des 28 nouvelles opérations d'urgence approuvées pendant l'année ont dépassé 50 millions de dollars. En mars 2005, le PAM menait cinq nouvelles interventions d'urgence de caractère général et six opérations d'urgence de grande envergure lancées en 2004, toutes avec des budgets de plus de 50 millions de dollars.¹³ En 2005, 51 opérations d'urgence, axées principalement sur les priorités stratégiques 1 et 2, étaient en cours et le montant total des dépenses directes a atteint 1,046 milliard de dollars, soit 5 pour cent de plus qu'en 2004.

¹¹ Selon la classification de la Banque mondiale, la catégorie des PFR comprend 59 pays. Voir l'*Atlas de la Banque mondiale*, septembre 2004.

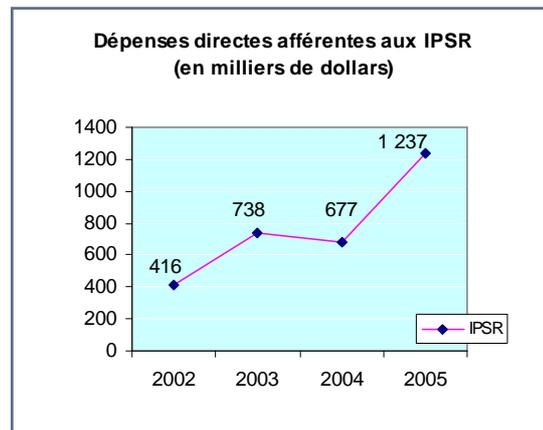
¹² Revenu national brut par habitant inférieur à 885 dollars.

¹³ Ces chiffres sont fondés sur les dates effectives de lancement des activités.

Opérations d'urgence concurrentes d'une valeur de plus de 50 millions de dollars

Projet	déc.-04	janv.-05	févr.-05	mars-05	avr.-05	mai-05	juin-05	juil.-05	août-05	sept.-05	oct.-05	nov.-05	déc.-05
Éthiopie 10030.3													
Érythrée 10261.1													
Bangladesh 10380.0													
Iraq 10360.0													
Kenya 10374.0													
RPD de Corée 10141.3													
Soudan 10339.1													
Soudan 10048.3													
Tsunami 10405.0													
Niger 10398.0													
Tchad 10327.1													
Pakistan 10491.0													

15. En 2005, il a été approuvé 14 nouvelles IPSR pour: i) resserrer les liens entre les secours et le développement; ii) assurer la continuité de l'assistance fournie aux populations vulnérables exposées à des crises; iii) rétablir les moyens de subsistance; et iv) réduire la vulnérabilité. Les IPSR ont constitué en 2005 la plus importante catégorie d'activités: 49 IPSR étaient en cours pendant l'année et les dépenses directes ont atteint 1,2 milliard de dollars, soit 83 pour cent de plus qu'en 2004, et l'aide alimentaire fournie a accru l'impact global des secours humanitaires.
16. Les cinq IPSR les plus importantes en termes de dépenses directes ont toutes été approuvées en 2004, plusieurs des contributions annoncées à cette fin ont été reçues en fin d'année. Environ 90 pour cent des ressources affectées à ces IPSR ont été allouées à des activités de protection et de reconstitution des moyens de subsistance, et le reste a été utilisé pour fournir des secours aux réfugiés et aux personnes déplacées dans leur propre pays.¹⁴ Soixante et onze pour cent des IPSR ont été réalisées dans des PMA.
17. Les programmes de développement et les IPSR en cours ont été une aide précieuse en permettant de mobiliser rapidement du personnel, d'emprunter des produits et d'agir de concert avec les partenaires et, ainsi, d'intervenir solidement dès les premiers stades des situations d'urgence. Les programmes menés au Pakistan et à Sri Lanka ont montré à quel point il importe de renforcer les capacités des bureaux de pays et de conserver la capacité d'élargir rapidement les opérations pour faire face à des crises soudaines.



18. Pendant toute l'année, le PAM a maintenu à l'examen ses moyens de préparation et d'intervention et a continué d'investir dans les mécanismes d'alerte rapide, la préparation des interventions, l'ACV, l'évaluation des besoins et la logistique. Pour

¹⁴ Afghanistan 10233.0: 76,4 millions de dollars de dépenses directes; Éthiopie 10362.0: 265,6 millions de dollars; Région des Grands Lacs 10062.1: 80,9 millions de dollars; Région de l'Afrique australe 10310.0: 240,8 millions de dollars; Ouganda 10121.1: 93,4 millions de dollars.

continuer à progresser dans ces domaines, des crédits pour le renforcement des capacités ont été prévus dans les budgets opérationnels pour 2006–2007, lesquels seront complétés par le soutien qui continuera d'être fourni sous forme de dons.

19. Les enseignements retirés des opérations de 2005 ont été analysés et la direction a pris un certain nombre de décisions pour améliorer les interventions. L'évaluation en temps réel de l'opération mise sur pied à la suite du tsunami, par exemple, a permis de recenser les domaines dans lesquels des améliorations pouvaient être apportées et a fait apparaître la nécessité de désigner un coordonnateur principal des interventions d'urgence. Dans le cadre de la réforme des mécanismes de secours humanitaires entreprise pour renforcer les moyens existants d'intervention, des chefs de groupe ont été désignés pour les neuf modules d'action groupée identifiés par le Comité permanent interorganisations, lequel a réaffirmé le rôle de direction qui incombait au PAM dans le secteur de l'aide alimentaire.
20. Selon le système de l'action groupée, le PAM a assumé la direction du module logistique pour resserrer la coordination interorganisations et il est devenu le prestataire de services de télécommunications d'urgence pour ce module, conformément à la répartition des tâches convenue avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'approche du module a été appliquée pour la première fois au Pakistan, où le PAM a lancé une opération spéciale pour fournir les services logistiques nécessaires aux opérations humanitaires.
21. Également en matière de coordination des interventions d'urgence au niveau interorganisations, le PAM a coprésidé les sous-groupes de travail du Comité permanent sur la planification des interventions en cas d'urgence et a dirigé les initiatives prises dans ce domaine en Érythrée, en Éthiopie, au Soudan et en Afrique de l'Ouest ainsi que la préparation d'un dispositif d'intervention pour le cas où éclaterait une épidémie de grippe aviaire. Pour améliorer le suivi de la sécurité alimentaire, le PAM a collaboré avec la FAO en qualité de coprésident du Groupe de travail sur l'information géospatiale du système des Nations Unies.

DÉFIS DE 2005

Financement

22. La confiance et la générosité d'un nombre croissant de donateurs publics et privés ont permis au Programme de mobiliser 2,76 milliards de dollars pour faire face aux besoins identifiés des bénéficiaires. En définitive, 82 pour cent des besoins ont pu être couverts. En 2005, 3,3 pour cent seulement des contributions reçues par le PAM ont été pleinement multilatérales, c'est-à-dire en espèces et sans restrictions quant à leur utilisation. S'il avait disposé de ressources additionnelles et plus flexibles, le PAM aurait pu plus facilement acheter les produits nécessaires pour faire face aux situations d'urgence, éviter plus de ruptures de la filière de produits, rembourser plus rapidement les avances de fonds et distribuer plus efficacement et plus régulièrement des rations aux bénéficiaires. L'imprévisibilité des ressources a également compromis la capacité du PAM de maintenir des partenariats solides et durables sur le terrain.

Encadré 1: Le programme du PAM en Zambie a été ralenti par le retard intervenu dans l'apport des contributions fournies à la suite de l'appel de secours d'urgence. Du fait des distributions tardives, 28 pour cent seulement des bénéficiaires visés par l'IPSR régionale 10310.0 ont reçu des vivres en juillet 2005, la majeure partie des contributions étant arrivées en décembre 2005 et janvier 2006.

Encadré 2: Il y a eu en Angola plusieurs ruptures de la filière de produits, non seulement parce que les ressources ont été insuffisantes et parce que les expéditions de produits ont tardé, mais aussi parce que 7 000 tonnes de céréales ont été réexpédiées au Niger, ce qui a obligé à réduire le nombre de bénéficiaires prévu. Les effectifs du personnel international et national ont dû être réduits et certains bureaux auxiliaires être fermés.

23. Outre que les ressources ont été insuffisantes et imprévisibles, le retard avec lequel les contributions ont été fournies a directement affecté les capacités du PAM de réagir efficacement lorsque des situations d'urgence ont surgi soudainement.

24. Pour l'exercice biennal 2004–2005, le PAM a mobilisé 4,97 milliards de dollars, dont 56 pour cent ont été reçus en 2005. Il a exploité toutes les

possibilités qui se sont offertes de mobiliser des ressources auprès de nouveaux donateurs et de donateurs privés ainsi que de diversifier sa base de donateurs. La base de donateurs a continué de s'élargir, et un appui a été reçu de 80 donateurs. Le PAM a également attiré un soutien direct et des ressources financières de donateurs privés: en 2005, 72 sociétés et entités privées ont apporté leur concours au PAM sous forme de dons en espèces et en nature d'une valeur de 119,5 millions de dollars.¹⁵

¹⁵ Y compris 45,4 millions de dollars de dons en nature de caractère exceptionnel.

25. Il a été mis sur pied des arrangements de jumelage au moyen des contributions en espèces du Fonds de contrepartie pour les donations des donateurs émergents ainsi que de donateurs publics et privés, qui ont été jumelées avec des contributions en nature de pays pouvant bénéficier d'une assistance. Ces arrangements ont eu pour effet d'accélérer des distributions et de permettre de fournir des quantités accrues de produits alimentaires à un plus grand nombre de bénéficiaires.

Encadré 3: Les arrangements de jumelage entre l'Algérie, qui a fourni une contribution en nature de 5 750 tonnes de riz, le Canada et le Fonds de contrepartie ont doublé la quantité de riz distribuée aux bénéficiaires de l'opération au Niger.

Un autre arrangement de jumelage entre le Bangladesh et le Ministère chargé du développement internationale du Royaume-Uni a permis de mettre plus de 135 000 tonnes de plus à la disposition du programme de pays.

Fluctuations des prix sur les marchés

26. Les tendances inflationnistes, la faiblesse du dollar des États-Unis et les prix élevés des carburants ont entraîné de sérieuses hausses des coûts, et surtout des frais de transport. En 2005, les coûts TTEM ont augmenté de

Année	Coûts des mesures de sécurité sur le terrain du système des Nations Unies (en millions de dollars)	Part revenant au PAM du coût des mesures de sécurité sur le terrain du système des Nations Unies (en millions de dollars)
2004	39,4	4,6
2005	73,7	8,6

31 pour cent par tonne et les coûts du transport externe se sont accrus de 32 pour cent. De ce fait, des révisions budgétaires majeures se sont avérées nécessaires pour l'Afghanistan, l'Angola, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Népal, la République démocratique du Congo et le Soudan. Les arrangements de participation aux coûts avec les institutions des Nations Unies, les partenaires d'exécution et les organismes de contrepartie ont aidé à compenser la hausse des CAD. Il a été entrepris de formuler une politique et une stratégie de gestion des opérations en devises pour maîtriser les hausses de coûts pouvant résulter des fluctuations des taux de change.

Sécurité

27. Dans le cadre d'un effort de l'ensemble du système des Nations Unies, le PAM a participé au système unifié de gestion de la sécurité. Les coûts des mesures de sécurité sur le terrain du système des Nations Unies et la part de ces coûts revenant au PAM, financés au titre du Fonds général, ont presque doublé entre 2004 et 2005. Le PAM a aussi dû encourir des dépenses substantielles pour les mesures de sécurité dans 31 pays où avaient été proclamées la phase III et la phase IV.

28. Plus de 60 pour cent des graves problèmes de sécurité ayant affecté le PAM se sont produits dans cinq pays: Afghanistan, Libéria, Népal, Somalie et Soudan.¹⁶ Dans le Darfour, les mesures de sécurité ont coûté 13 millions de dollars en 2005: 3 millions de dollars ont été versés directement au Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies (qui était précédemment l'UNSECOORD) et 10 millions de dollars ont été affectés aux programmes de sécurité du PAM, dont 70 pour cent pour les dépenses de personnel.¹⁷

Encadré 4: En Somalie, les opérations se sont déroulées principalement dans le contexte des mesures appliquées conformément aux phases IV et V, ce qui a affecté les distributions de vivres a accru les coûts opérationnels: pour l'IPSR 10191.0, 20 pour cent des CAD ont été utilisés pour financer des mesures de sécurité. Les services de transport aérien gérés par le PAM pour les secours humanitaires à partir de Nairobi à destination de la Somalie ont eu pour effet d'accroître nettement les coûts de déploiement. De même, presque tous les produits alimentaires destinés à la Somalie sont arrivés via Mombasa, au Kenya, ce qui a également accru les coûts. En 2005, deux navires affrétés ont été détournés, ce qui a perturbé les distributions de vivres aux bénéficiaires dans les régions côtières affectées par le tsunami.

En Tchétchénie, la proclamation de la phase V a limité les missions et a exigé le déploiement de gardes à bord de véhicules blindés. Les difficultés d'accès ont particulièrement compliqué le suivi et ont retardé les programmes Vivres contre travail (VCT).

29. Fin décembre 2005, le PAM avait atteint un taux d'application des normes minimales de sécurité opérationnelles de 90 pour cent, soit le plus élevé de tous les organismes des Nations Unies. Ce qu'il faudra, c'est veiller à ce que ces normes continuent d'être appliquées systématiquement en fonction de l'évolution du degré d'insécurité dans chaque pays.

¹⁶ Les problèmes majeurs signalés par le réseau de sécurité sont les problèmes liés aux activités, les actes hostiles à la suite desquels des fonctionnaires du PAM ont trouvé la mort, ont été blessés ou détenus, les évacuations pour raisons médicales ou la réinstallation ou l'évacuation des fonctionnaires pour des raisons de sécurité.

¹⁷ Le coût estimatif des mesures de sécurité qui ont dû être adoptées dans le Darfour était basé sur les chiffres des CAD de l'opération d'urgence 10503.0.

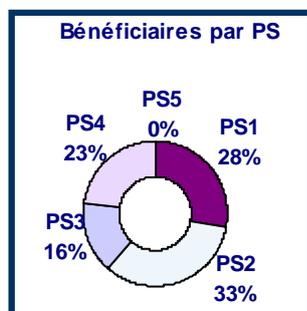
PARTIE II: PRINCIPALES RÉALISATIONS

30. Conformément au Cadre de résultats stratégiques du PAM, les résultats de 2005 sont alignés sur les priorités stratégiques et les priorités de gestion. Les priorités stratégiques contribuent à la réalisation des OMD et reflètent une approche intégrée de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire. Le PAM a continué à suivre et à analyser les indicateurs alignés sur les priorités stratégiques et a ainsi pu rendre compte des produits et des réalisations obtenues dans le contexte de chacune d'elles.

CADRE DE RÉSULTATS ET PRINCIPAUX RÉSULTATS

RAPPEL DES PRIORITÉS STRATÉGIQUES	
PS 1	Sauver des vies dans des situations de crise.
PS 2	Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs.
PS 3	Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables.
PS 4	Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle.
PS 5	Aider les gouvernements à élaborer et gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire.

31. En 2005, le PAM a distribué 4,2 millions de tonnes de produits alimentaires à 96,7 millions de bénéficiaires. Des ressources accrues ont été allouées aux activités visant à atteindre les objectifs de la PS 2, alors qu'en 2004, l'accent avait été mis surtout sur la PS 1.¹⁸ Cette réorientation résulte en partie des besoins immenses qui se sont présentés s'agissant de protéger les moyens de subsistance et de faciliter le redressement, ce qui s'est traduit par un portefeuille d'IPSR de plus grande valeur et d'une imputation plus précise des produits à chaque priorité stratégique. Plusieurs activités ont tendu à protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise, notamment au moyen de distributions générales de rations et d'activités VCT et vivres au profit de la formation entreprises dans le cadre d'IPSR et d'activités de développement, lesquelles ont accru la résistance aux chocs des bénéficiaires.

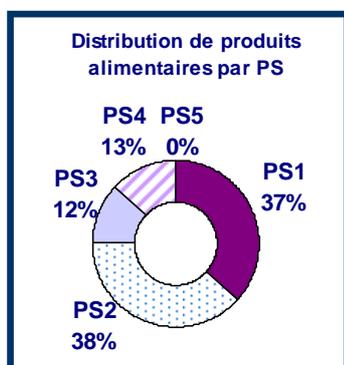
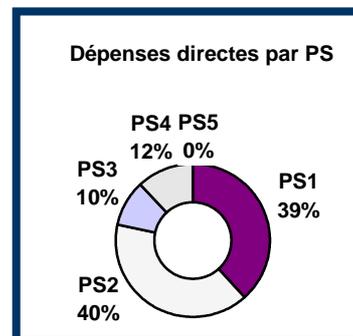


32. Pendant l'année, 33 pour cent des bénéficiaires du PAM ont reçu une aide alimentaire dans le cadre d'activités relevant de la PS 2, cette assistance représentant 38 pour cent des vivres distribués. Le PAM a, dans le cadre de cette priorité, distribué 1,63 million de tonnes de produits à 35,5 millions de personnes, à un coût direct de 1,088 milliard de dollars.

¹⁸ Les produits alignés sur les priorités stratégiques ont été calculés sur la base des données figurant dans les rapports normalisés sur les projets de 2005 et ne comprennent pas les contributions bilatérales.

33. Environ 40 pour cent des dépenses directes du PAM ont eu pour but de protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et d'accroître la résistance aux chocs.

34. Environ 39 pour cent des dépenses directes ont été consacrées aux activités tendant à sauver des vies humaines dans des situations de crise. Dans le contexte des efforts entrepris pour réaliser la PS 1, le PAM a distribué 1,6 million de tonnes à 30 millions de personnes, à un coût direct de 1,077 milliard de dollars. À titre de comparaison, les dépenses directes consacrées à la PS 1 en 2004 se sont montées à 988 millions de dollars et ce chiffre a été de 2,1 milliards de dollars en 2003.



35. Les chiffres de 2005 reflètent les progrès accomplis conformément à l'engagement qui a été pris d'élargir les activités relevant de la PS 3 en améliorant la qualité nutritionnelle des aliments et en ciblant l'assistance sur les personnes les plus exposées aux carences nutritionnelles. Le nombre de bénéficiaires secourus au moyen d'activités relevant de la PS 3 a atteint un chiffre record en 2005: 17 millions de personnes ont reçu des aliments nutritifs du PAM, dont 56 pour cent de femmes et de filles. Les efforts de programmation

liés à la PS 3 ont continué de s'intensifier: les dépenses directes sont passées de 153 millions de dollars en 2003 à 205 millions de dollars en 2004 et à 262 millions de dollars en 2005.

36. Le PAM a continué d'axer son assistance sur les enfants dans le but d'éliminer la faim parmi ceux-ci. En 2005, une aide alimentaire a été fournie à 58 millions d'enfants, dont 30 pour cent de moins de 5 ans, âge auquel il est indispensable d'intervenir pour empêcher que les troubles de croissance n'aient des conséquences irréparables. En tout, 15 millions d'enfants ont reçu une assistance dans le contexte des activités relevant la PS 1, 10 millions ont reçu un appui nutritionnel dans le contexte de la PS 3 et 21,7 millions ont reçu des repas ou des rations à emporter à la maison par le biais d'activités alignées sur la PS 4, contre 16,6 millions en 2004 et 15,2 millions en 2003. Dans 30 pour cent des pays où sont réalisés des programmes d'alimentation scolaire, au moins la moitié des élèves ayant reçu une assistance ont été des filles.

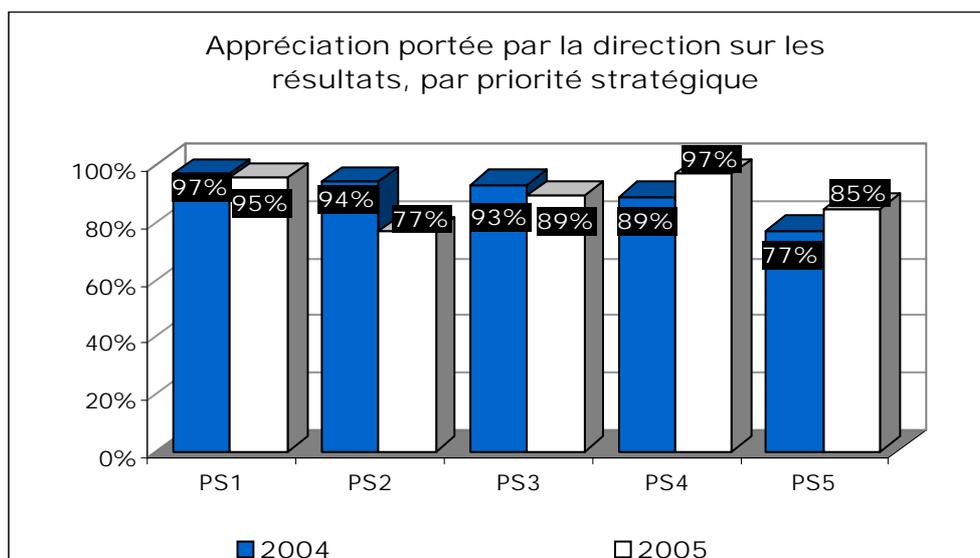
37. En 2005, 52 pour cent des bénéficiaires qui ont reçu une aide alimentaire ont été des femmes ou des filles. Le PAM a honoré ses Engagements renforcés en faveur des femmes et s'est attaché à promouvoir le rôle capital que jouent les femmes dans les activités de secours: 10 millions de femmes ont reçu des rations familiales dans le cadre des distributions générales de vivres.

Encadré 5: En Éthiopie, 21 millions de personnes souffrent chaque année de pénuries alimentaires, et environ 8 millions sont considérées comme vivant de façon chronique dans l'insécurité alimentaire: même les années "normales", elles ne peuvent pas se nourrir comme il le faudrait. Le sous-développement de la technologie, les pressions démographiques, une nutrition inadéquate, un accès insuffisant aux services de santé, le manque d'eau salubre et des maladies infectieuses comme le paludisme et le VIH/sida sont autant d'éléments qui contribuent à cette situation.

L'IPSR 10362.0 entreprise en Éthiopie pour protéger et promouvoir les moyens de subsistance est la plus vaste de toutes celles entreprises par le PAM. Le programme de protection sociale du Gouvernement, qui est fondé sur l'expérience tirée du programme de pays et qui est appuyé par d'autres organismes des Nations Unies ou par différents donateurs, constitue un effort novateur de sortir du cycle de crises. L'IPSR combine: i) une composante secours qui comporte des distributions générales de vivres et des activités Vives pour la création d'actifs (VCA) à l'intention de communautés souffrant de l'insécurité alimentaire et affectées par de graves pénuries alimentaires imprévisibles; et ii) une composante redressement qui prévoit des activités VCA pour les bénéficiaires des communautés menacées par l'insécurité alimentaire chronique.

Comme la composante redressement est conçue sur un horizon temporel à long terme, la plupart des réalisations liées à la PS 2 ne sont pas mesurables après une année d'activités seulement. Les résultats initiaux obtenus en 2005 sont encourageants: 580 agents de district ont participé à un programme de formation de formateurs et ont à leur tour formé 6 000 agents communautaires de développement. Il ressort des résultats à court terme liés à la PS 2 que le pourcentage de ménages participants pour lesquels la durée du déficit alimentaire a été réduite de deux mois ou plus est passée de 31 pour cent à 41 pour cent.

38. Outre qu'il a permis de mieux recenser les progrès accomplis et les réalisations obtenues, il ressort de l'examen de fin d'année des résultats de 2005 que le PAM a avancé de façon uniforme dans la réalisation de toutes les PS et est sur la bonne voie. Cet examen, qui a rassemblé des informations sur l'appréciation portée par la direction sur l'ensemble des résultats obtenus dans le contexte de chaque PS, a fait apparaître un certain nombre de difficultés en matière de programmation et de rapports pour les PS 2 et 5, mais a constaté que les résultats concernant les PS 4 et 5 s'étaient améliorés par rapport à 2004.



Encadré 6: En Bolivie, la mise en oeuvre de la politique tendant à favoriser le développement a démontré le rôle effectif et potentiel que peuvent jouer le PAM et l'aide alimentaire dans des situations qui ne peuvent pas à proprement parler être considérées comme "d'urgence" ou "de redressement". L'une des principales conclusions de l'évaluation conjointe de l'efficacité et de l'impact de cette politique en Bolivie a été que l'aide alimentaire est particulièrement efficace lorsqu'elle est intégrée à une stratégie de réduction de la pauvreté qui aide à réduire la vulnérabilité et qui élargit la gamme de possibilités offertes aux populations les plus pauvres qui vivent en marge de l'économie. Accroître les avoirs productifs individuels et communautaires, investir dans le capital humain, par exemple par des efforts de formation, d'éducation et d'alphabétisation, et garantir une protection en temps de crise peut aider à faire en sorte que les très pauvres deviennent simplement des pauvres et aient accès à de plus larges possibilités.

L'évaluation a également identifié les domaines appelant des améliorations: il fallait notamment intensifier les activités de plaidoyer pour rehausser dans le DSRP le rôle de promotion de la sécurité alimentaire que peut jouer le PAM et pour assurer un financement plus stable pour les activités de promotion de l'égalité entre les sexes ainsi que de suivi et de ciblage, soit au moyen de l'allocation de fonds spécifiques, soit grâce à une modification du système de financement par des CAD et des autres COD.

COMMENT L'ALIMENTATION A FAIT UNE DIFFÉRENCE EN 2005

39. En 2005, le PAM s'est attaché à relever les défis représentés par des crises complexes qui ont surgi pendant l'année en utilisant l'aide alimentaire dans le cadre d'une intervention coordonnée et il a dû à cette fin n'épargner aucun effort pour mobiliser les ressources humaines, financières et logistiques requises, tout en tirant de précieux enseignements de l'expérience acquise. L'on trouvera ci-après cinq exemples qui démontrent comment l'aide alimentaire a fait une différence en 2005.

Opération post-tsunami – Secours alimentaires d'urgence pour la survie, la reconstruction et le redressement des communautés sinistrées

40. Dans les 48 heures qui ont suivi le tsunami qui a déferlé dans l'océan Indien, le PAM a approuvé quatre opérations d'urgence financées au moyen de fonds provenant du CII; dans les 72 heures, des aliments avaient commencé à arriver à Sri Lanka et, dans la semaine suivant l'événement, 328 agents avaient été mobilisés dans différents bureaux du monde entier et 12 000 tonnes de riz étaient parties vers l'Indonésie. Neuf jours après le tremblement de terre, il a été approuvé une opération d'urgence dans le but de subvenir aux besoins nutritionnels des populations sinistrées et d'empêcher le déclenchement d'épidémies. Fin janvier, 18 000 tonnes de produits avaient été expédiées pour secourir 1,27 million de personnes en Indonésie, aux Maldives, au Myanmar, en Somalie, à Sri Lanka et en Thaïlande.

TABLEAU 2: L'opération post-tsunami: quelques dates (2004/05)	
26 déc. 04	TSUNAMI: Tremblement de terre d'amplitude 9.0 sur l'échelle de Richter et tsunami
28 déc. 04	PREMIÈRE DISTRIBUTION DE VIVRES: Sri Lanka – Début des distributions de riz, de lentilles et de sucre – le 3 janvier, 290 000 bénéficiaires avaient reçu des rations.
31 déc. 04	PREMIÈRES ÉVALUATIONS DES BESOINS: Sri Lanka – 750 000 personnes ont besoin d'assistance. Indonésie – 1 000 000 de personnes ont besoin d'assistance.
04 janv. 05	APPROBATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE RÉGIONALE: ¹⁹ Approbation de l'opération d'urgence 10405.0, d'une valeur de 200,8 millions de dollars.
31 déc. 05	BILAN DE FIN D'ANNÉE– Opération d'urgence régionale Ressources mobilisées à 100 pour cent. ²⁰ Dépenses totales de 155,5 millions de dollars. ²¹

¹⁹ Chiffres approuvés au 31 décembre 2005, tels que reflétés dans les rapports normalisés sur les projets.

²⁰ Le taux de mobilisation de ressources ne dépasse pas 90 pour cent selon les rapports normalisés sur les projets car certaines ressources ont été transférées à l'IPSR à la suite de consultations avec les donateurs.

²¹ Y compris les CAI.

41. Un appui logistique a été fourni dans le contexte de trois opérations spéciales d'une valeur totale de 73,6 millions de dollars.²² Entre janvier et décembre 2005, les services de transport aérien gérés par le PAM ont transporté 4 900 tonnes de secours et 48 400 agents humanitaires et représentants de donateurs et de gouvernements. TNT a aidé le PAM et ses partenaires à réagir rapidement en mobilisant 150 camions.²³
42. L'opération a contribué à juguler les menaces de malnutrition et d'épidémies. À Sri Lanka, par exemple, le taux de malnutrition est demeuré stable (32 pour cent); en Indonésie, une évaluation rapide de la situation nutritionnelle a montré qu'il n'y avait guère de différence à cet égard entre les personnes déplacées par le tsunami et les ménages qui n'avaient pas été affectés, et que l'incidence de la malnutrition aiguë était de 11,6 pour cent parmi les enfants déplacés et de 11,4 pour cent parmi les autres enfants.²⁴ On a considéré que ce résultat apportait la preuve du succès des opérations de secours. À Sri Lanka, l'intervention post-tsunami organisée par le PAM a été intégrée à un système temporaire de secours et de protection sociale mis sur pied par le Gouvernement pour assurer un transfert de revenus aux familles sinistrées jusqu'à ce qu'elles reçoivent une assistance dans le cadre des efforts mis sur pied pour reconstituer les moyens de subsistance.
43. L'opération régionale a touché 2,6 millions de bénéficiaires, plus que les 2,5 millions prévus. Le PAM a secouru environ 1,3 million d'enfants et d'adolescents de moins de 18 ans.
44. Aux Maldives, l'opération d'urgence 10404.0, financée au moyen du CII, a permis, au cours des premières semaines suivant le sinistre, de satisfaire les besoins alimentaires d'urgence de 54 000 personnes, qui ont ainsi reçu des biscuits à haute teneur énergétique. Par la suite, l'opération d'urgence régionale 10405.0 a continué de subvenir aux besoins alimentaires de 41 000 personnes déplacées, familles d'accueil, sans-abri et autres groupes vulnérables. Au Myanmar, le PAM a distribué des secours d'urgence à 22 000 bénéficiaires qui avaient perdu presque tout ce qu'ils possédaient. Des activités VCT axées sur le relèvement de l'infrastructure communautaire, comme routes et puits, ont été proposées à ceux qui avaient été plongés dans le dénuement par la catastrophe. À Sri Lanka, l'opération d'urgence 10401.0, également financée au moyen du CII, a initialement couvert les besoins alimentaires de 200 000 bénéficiaires et a été suivie d'une opération d'urgence régionale qui a secouru 919 000 personnes. En Indonésie, 200 000 personnes sinistrées ont reçu des secours alimentaires immédiats dans le cadre de l'opération d'urgence 10402.0.

²² Opération spéciale 10406.0 "Renforcement des services de logistique à l'appui de l'opération d'urgence 10405.0", 22,4 millions de dollars; opération spéciale 10407.0 "Appui aérien du PAM aux opérations de secours humanitaires à la suite du tsunami dans l'océan Indien", 45,5 millions de dollars; opération spéciale 10408.0 "Établissement d'un centre logistique commun des Nations Unies, y compris un centre de coordination des services de transports aériens pour la coordination des opérations logistiques et des mouvements et l'appui aux organismes humanitaires participant à l'opération post-tsunami", 5,6 millions de dollars. Les ressources nécessaires aux opérations spéciales n'ont pas été intégralement mobilisées, et l'opération spéciale 10407.0 a été prolongée pour une durée d'un an.

²³ World Vision a fait savoir que l'intervention rapide du PAM lui a permis de commencer à distribuer des vivres.

²⁴ Cette évaluation rapide de la situation nutritionnelle a été organisée par le Ministère indonésien de la santé, son Centre pour le développement et les recherches sur la nutrition de Bogor, en partenariat avec le PAM, l'UNICEF et différentes ONG.

Quelque 1,6 million de personnes ont reçu une assistance dans le cadre de cette opération régionale.

45. **Défis.** Alors même que les objectifs d'ensemble ont été atteints, l'opération s'est heurtée à un certain nombre de difficultés; les gouvernements locaux et les ONG ont eu peine à faire face à la situation, ce qui a ralenti la distribution des secours d'urgence et la transition vers le redressement. Beaucoup de partenaires coopérants n'avaient qu'une expérience et des capacités limitées face à une opération d'une telle envergure.
46. Dans la province indonésienne d'Aceh et à Sri Lanka, les premières estimations ont surévalué le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance et ont débouché sur des prédictions excessivement pessimistes quant à la rapidité du relèvement. Dans les deux pays, il y a probablement eu certaines erreurs d'inclusion, des personnes s'étant faites inscrire dans les camps de personnes déplacées dans l'espoir de recevoir des secours, alors même qu'elles n'y vivaient pas de façon permanente. Dans la province d'Aceh, il s'est en outre avéré difficile d'identifier avec précision les personnes déplacées qui vivaient avec des familles d'accueil et de leur distribuer régulièrement des secours.²⁵
47. Le financement reçu a été plus souple que dans la plupart des interventions d'urgence, mais aussi plus fragmenté. Le volume considérable des contributions privées et le rôle prééminent joué par les ONG ont suscité des difficultés de coordination, particulièrement dans la province d'Aceh.²⁶
48. **Enseignements.** Les conclusions sur lesquelles a débouché l'évaluation en temps réel menée par le PAM ont montré que le grand public, le secteur privé, les gouvernements, les forces militaires nationales et étrangères, les organisations de défense civile, les organismes des Nations Unies, les institutions semi-gouvernementales et les ONG ont réagi rapidement. Néanmoins, un plus grand nombre de dispositifs de secours préétablis, surtout en coordination avec les secteurs régionaux, y compris les forces armées, auraient facilité l'intervention initiale. L'un des principaux enseignements retirés est que le système des Nations Unies doit améliorer son mécanisme de préparation des interventions en cas d'urgence en y intégrant la coordination des services logistiques; l'action du PAM a été plus efficace dans les domaines de la logistique et des évaluations que dans ceux de la programmation et du suivi des activités. Un autre enseignement important a été qu'il n'a pas été possible, au moyen du fichier de personnel d'intervention en cas d'urgence, de mobiliser un nombre suffisant d'agents expérimentés dotés des compétences appropriées. Les enseignements retirés de l'évaluation en temps réel ont été analysés lors de l'étude entreprise pour renforcer les procédures de préparation et d'intervention en cas d'urgence du PAM.

²⁵ Évaluation en temps réel de septembre 2005 - *Full Report of the Real Time Evaluation of WFP's Response to the Indian Ocean Tsunami*. OEDE/2005/3. PAM, Rome.

²⁶ *Ibid.*

49. Il ressort de l'évaluation en temps réel qu'étant donné la santé en général des marchés de la province d'Aceh et de Sri Lanka, il conviendrait d'élargir l'approche consistant à distribuer des secours en espèces, même si l'on peut craindre que cette approche ne soit pas aussi efficace pour les groupes les plus vulnérables. L'évaluation est parvenue à la conclusion que les efforts de relèvement avaient été ralentis parce que des problèmes de capacités et d'autres problèmes locaux, y compris en ce qui concerne le régime foncier, n'avaient pas été résolus.

Séisme dans le sud de l'Asie - Secours alimentaires d'urgence pour la survie, la reconstruction et le redressement des communautés sinistrées

50. Grâce au mécanisme offert par le CII, le PAM a lancé une intervention immédiate dans les 48 heures qui ont suivi le séisme dans le sud de l'Asie. Sept jours plus tard, une deuxième opération d'urgence a été mise sur pied pour fournir des secours alimentaires d'urgence à 1 million de personnes afin d'éviter la faim et une dégradation de leur situation nutritionnelle.

51. Trois opérations spéciales, d'une valeur de 124,7 millions de dollars, ont fourni des services essentiels d'appui à la communauté des organismes humanitaires.²⁹ À la fin de l'année, les contributions confirmées pour ces trois opérations d'urgence se montaient à 72,3 millions de dollars, soit 60 pour cent du budget approuvé. Les dépenses totales étaient de 21,9 millions de dollars.³⁰

52. Le PAM a été désigné responsable du module logistique, qui comprend en particulier les transports aériens, la coordination, la manutention et l'entreposage. Il a été fourni cinq camps de base et 44 tentes-entrepôts mobiles; le premier camp de base était opérationnel dans la semaine suivant le tremblement de terre. Dans le contexte des services aériens humanitaires des Nations Unies, le PAM a mobilisé partout dans le monde des hélicoptères, dont le premier est arrivé au Pakistan 72 heures après la catastrophe. En décembre 2005, 15 hélicoptères opéraient dans les régions sinistrées et livraient chaque jour 270 tonnes de secours pour distribution immédiate.

TABLEAU 3: Séisme dans le sud de l'Asie – quelques dates (2005)	
08 oct. 05	SÉISME: 7,6 sur l'échelle de Richter dans le nord du Pakistan et au Cachemire.
12 oct. 05	PREMIÈRE DISTRIBUTION DE VIVRES: Distribution de biscuits à haute teneur énergétique.
15 oct. 05	APPROBATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE: ²⁷ Approbation de l'opération d'urgence 10491.0, pour une valeur de 59,6 millions de dollars; 105 286 tonnes de produits; 1 million de bénéficiaires.
27 oct. 05	ÉVALUATION DES BESOINS: 2,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance pendant 2 à 4 mois.
27 déc. 05	BILAN DE FIN D'ANNÉE – OPÉRATION D'URGENCE: 74 pour cent des ressources nécessaires ont été mobilisées. 22 millions de dollars de dépenses totales. ²⁸

²⁷ Chiffres approuvés au 31 décembre 2005, tels que reflétés dans les rapports normalisés sur les projets.

²⁸ Y compris les CAI.

²⁹ Opération spéciale 10493.0 (Soutien logistique du PAM aux opérations de secours à la suite du tremblement de terre au Pakistan), opération spéciale 10494.0 (Appui aérien du PAM aux opérations de secours humanitaires à la suite du tremblement de terre au Pakistan), opération spéciale 10495.0 (Établissement d'un centre logistique commun des Nations Unies à la suite du tremblement de terre au Pakistan).

³⁰ Une quatrième opération spéciale (opération spéciale 10505.0 "Services interorganisations de télécommunications d'urgence à l'appui de la sécurité du personnel à la suite du tremblement de terre dans le sud de l'Asie") a été approuvée le 28 décembre 2005.

53. En octobre 2005, l'évaluation conjointe rapide PAM-UNICEF de la sécurité alimentaire et de la nutrition est parvenue à la conclusion que 2,3 millions de personnes avaient besoin de secours alimentaires, et elle a identifié les risques potentiels en matière de santé et de nutrition. Le PAM a assumé la responsabilité de nourrir 1 million de bénéficiaires. À la suite d'une étude de marché rapide et d'une enquête auprès des négociants, le ciblage a été affiné et il a été décidé de poursuivre les distributions générales de rations, les activités d'alimentation complémentaire et les programmes d'alimentation scolaire.
54. L'opération d'urgence-intervention immédiate 10490.0 a secouru 324 000 bénéficiaires, soit un peu plus que prévu; par ailleurs, 1,06 million de bénéficiaires ont reçu une assistance dans le cadre de l'opération d'urgence 10491.0.³¹
55. Une étude de la situation nutritionnelle des populations réalisée en collaboration avec OXFAM en octobre 2005 est parvenue à la conclusion que l'incidence de la malnutrition parmi les enfants de 6 à 59 mois n'avait guère changé depuis le tremblement de terre, notamment parce que des aliments avaient été distribués rapidement. La prévalence des infections respiratoires aiguës représentait de 60 à 75 pour cent environ de celle constatée dans les camps.³² La diarrhée était plus fréquente dans les camps que parmi les communautés étudiées; la moitié des enfants de moins de 5 ans avaient souffert d'un épisode de diarrhée au cours des deux semaines avant l'enquête. Celle-ci a également mis en relief un certain nombre de problèmes de malnutrition chronique, reflétant la nécessité d'une assistance à plus longue échéance.
56. **Défis.** Dès les premiers stades de l'opération, le PAM a axé ses efforts sur les régions difficilement accessibles. Comme il fallait d'urgence prépositionner des produits alimentaires avant l'hiver, des hélicoptères, des convois de mules et des embarcations ont été utilisés pour atteindre 400 000 habitants des régions reculées, et il a également été déployé des équipes d'intervention directe composées de montagnards. Si le PAM avait pu compter pour l'exécution des activités sur un plus grand nombre d'ONG établies, il aurait été plus facile de parvenir jusqu'aux bénéficiaires aux premiers stades de l'intervention.
57. Le moment auquel sont arrivées les contributions a affecté l'intervention et, dans un premier temps, la presse a sous-estimé les besoins d'aide alimentaire et la difficulté extraordinaire que supposait de distribuer les vivres là où ils étaient nécessaires. Toutefois, à la suite d'efforts de sensibilisation soutenus, les comptes rendus de presse ont aidé à susciter une prise de conscience accrue de la situation et à mobiliser un appui en faveur des secours fournis par le PAM.

³¹ L'opération d'urgence-intervention immédiate 10490.0 a distribué 162 tonnes de produits alimentaires et l'opération d'urgence 10491.0, 23 900 tonnes.

³² La différence marquée entre les résultats de l'étude et la moyenne nationale en ce qui concerne ces infections respiratoires aiguës est sans doute due à des différences de définition de ces infections.

58. **Enseignements.** L'un des principaux enseignements retirés de l'opération au Pakistan est qu'il est extrêmement utile de disposer de moyens déjà en place dans la région. Les ressources disponibles dans le contexte du programme de pays et l'infrastructure mise en place dans le cadre de l'IPSR en Afghanistan ont facilité la mise en route de l'opération d'urgence. La création immédiate d'une Commission fédérale des secours a permis aux ministères du gouvernement central, aux gouvernements des provinces, à l'armée pakistanaise, au système des Nations Unies, aux ONG et à la société civile de s'attacher à satisfaire les besoins prioritaires et de mettre en commun leurs ressources pour produire l'impact maximum.
59. L'intégration de la cellule logistique commune à la Commission fédérale des secours a permis au PAM et aux forces militaires participant à l'opération de planifier et d'organiser ensemble les opérations de transport aérien, ce qui s'est traduit par des économies d'échelle et une meilleure efficacité. En outre, les délais d'intervention et les coûts des opérations ont pu être considérablement réduits grâce à une répartition rapide des tâches et des secteurs d'opérations entre les forces militaires pakistanaises, le PAM, les organisations semi-gouvernementales et les gouvernements des provinces.

Soudan – Sauver des vies humaines et améliorer la situation nutritionnelle

60. Deux opérations d'urgence de grande envergure ont dû être mises sur pied pour satisfaire les besoins nutritionnels de 6,6 millions de Soudanais: l'opération d'urgence 10339.1 a secouru 3,38 millions de personnes affectées par le conflit dans le Darfour, tandis que l'opération d'urgence 10048.3 a fourni une assistance aux communautés menacées par l'insécurité alimentaire, aux personnes déplacées ayant regagné leurs foyers et aux réfugiés dans le sud et l'est du pays et dans les zones de passage, soit au total 3,2 millions de bénéficiaires. Les dépenses engagées en 2005 ont atteint 621,9 millions de dollars pour ces deux opérations d'urgence, qui ont été appuyées par six opérations spéciales, à un coût total de 117,9 millions de dollars. La valeur globale des six opérations spéciales qui ont été approuvées a atteint 292 millions de dollars.³³
61. L'étude de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée dans le Darfour en septembre 2005 a confirmé que la situation nutritionnelle des bénéficiaires s'était considérablement améliorée. Le taux brut de mortalité était tombé de 0,75 à 0,46 décès par jour pour 10 000 personnes et l'incidence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans de 21,8 pour cent à 11,9 pour cent. Dans les régions de l'est du pays, la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans avait considérablement baissé: dans l'État de la mer Rouge, par exemple, ce taux était tombé de 19,4 pour cent à 11,5 pour cent tandis que, dans l'État de Kassala, la baisse avait été de 17,7 pour cent à 11,8 pour cent.
62. Dans le Darfour, le PAM a fourni 88 pour cent de la ration quotidienne recommandée de 2 100 kcal par personne au moyen de distributions générales de vivres dont ont bénéficié 3,38 millions de personnes, soit légèrement plus que le nombre prévu. En moyenne, 2 millions de bénéficiaires ont été secourus chaque mois. En octobre, 2,7 millions de personnes, chiffre record, ont reçu une aide alimentaire avant la récolte. Dans les régions méridionales de Lakes, de l'Équatoria occidentale, d'Unity et de Jonglei, les objectifs fixés en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires à secourir ont tous été atteints, essentiellement dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire, de programmes VCA et d'activités d'alphabétisation des adultes.
63. Les donateurs ont versé pour 481,5 millions de dollars de contributions pour l'opération d'urgence 10339.1, ce qui a permis de couvrir 86 pour cent des besoins en 2005 et de distribuer 438 804 tonnes de produits alimentaires dans le Darfour. Les ressources nécessaires pour l'opération d'urgence 10048.3 ont été mobilisées à

³³ Opération spéciale 10181.2 "Services de transport par avion des agents d'organismes humanitaires opérant au Soudan"; opération spéciale 10181.3 "Fourniture de services aériens humanitaires"; opération spéciale 10342.0 "Établissement d'un centre logistique commun des Nations Unies pour fournir une assistance en matière de coordination des services logistiques et de la préparation des interventions des organismes humanitaires opérant au Soudan"; opération spéciale 10364.0 "Fourniture de services interorganisations de télécommunications au service de la sécurité opérant au Soudan à la suite de la crise"; opération spéciale 10368.0 "Réparations d'urgence du réseau routier et déminage des principaux itinéraires de transport au Soudan à l'appui de l'opération d'urgence 10048.2/3"; opération spéciale 10371.0 "Renforcement des services logistiques à l'appui de l'opération d'urgence 10339.0 – Aide alimentaire aux populations affectées par la guerre dans le Grand Darfour".

concurrence de 71 pour cent, ce qui a rendu possible la distribution de 167 322 tonnes de produits dans le sud et l'est du pays et dans les secteurs de passage. Dans le cadre de l'opération d'urgence 10368.0, consacrée aux opérations de déminage, il a été réparé 1 244 km de routes reliant le Kenya et l'Ouganda à Juba et Rumbek, deux villes situées dans le sud du pays, ce qui a contribué à réduire le coût de la livraison des produits et des fournitures. Parallèlement à la baisse des coûts du transport, les prix des produits ont diminué et des marchés sont apparus le long des routes réparées.

64. Dans le sud du Soudan, le PAM a collaboré avec plus d'une centaine de partenaires, dont la FAO, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'UNICEF, le HCR et CARE International, et il a été signé plus de 90 accords au niveau du terrain. L'UNICEF, la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), CDC, le Gouvernement soudanais et plusieurs ONG se sont associés au PAM pour mener à bien l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Darfour, dont les résultats ont montré que la situation humanitaire s'était améliorée, les différences concernant la prévalence de la malnutrition étant directement liées aux services de santé et de nutrition fournis.
- Le taux de malnutrition aiguë était le plus faible (6,2 pour cent) dans le Darfour occidental, État le mieux desservi par les programmes d'alimentation supplémentaire, de services de santé et de traitement des maladies de l'enfance.
 - En revanche, l'incidence de la malnutrition aiguë était la plus élevée (15,6 pour cent) dans le Darfour septentrional, où le taux de couverture des services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement était le plus faible.
 - Les trois quarts des ménages interrogés en septembre consommaient du sel iodé, lequel avait été presque intégralement distribué par le PAM.
 - Les interventions et les programmes ont été individualisés en fonction des différences constatées au niveau de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle d'une région à une autre.
 - L'identification des erreurs d'inclusion et d'exclusion a permis de rectifier le ciblage de l'aide alimentaire fournie dans le Darfour à des groupes comme les personnes déplacées ou les résidents.
 - Les prévisions des récoltes et les études des marchés alimentaires ont aidé à déterminer les besoins d'aide humanitaire pour l'année à venir.
65. Un élément nouveau a été ajouté à l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle dans le Darfour pour examiner les sexospécificités: l'une des principales conclusions a été qu'une participation accrue des femmes à la conception et à la gestion des distributions de vivres avait pour effet de maximiser la durabilité et l'efficacité des programmes du PAM. Les femmes, dès qu'elles avaient voix au chapitre, jouaient un rôle accru au sein du ménage, comme en témoignait le contrôle qu'elles exerçaient sur les rations.

66. **Défis.** À la suite de l'accord de paix intervenu en janvier 2005 entre le Gouvernement soudanais et le Sudan People's Liberation Movement (SPLM), le PAM a pu procéder à des évaluations dans les secteurs contrôlés par le SPLM. En revanche, l'insécurité a continué d'entraver l'action du PAM dans le Darfour et a ralenti la livraison des produits alimentaires aux bénéficiaires. Trois chauffeurs de camions affrétés par le PAM ont été tués à la suite de différents incidents dans le sud du Darfour.
67. Au début de l'année, la lenteur de la réaction des donateurs a menacé les distributions de vivres, et le PAM a dû emprunter 116 millions de dollars à des mécanismes internes de financement (dont 20 pour cent devaient être remboursés à la fin de 2005) pour accélérer l'achat de 178 000 tonnes de produits destinés aux opérations dans le Darfour et d'éviter les ruptures de la filière de produits dans le sud et l'est du pays et dans les secteurs de passage.
- 15,2 millions de dollars ont été avancés par le Mécanisme d'avance au titre des CAD, montant qui a été intégralement remboursé.
 - 34,7 millions de dollars ont été empruntés sur le mécanisme de préfinancement, dont 82 pour cent ont été remboursés.
 - 28 millions de dollars ont été réaffectés dans le cadre du Compte des projets, dont 70 pour cent ont été remboursés.
 - 38 millions de dollars ont été prélevés sur le CII en deux versements, dont 20 millions de dollars ont été alloués en 2005; 30,8 millions de dollars ont été remboursés au CII avant la fin de l'année.
68. **Enseignements.** L'insécurité constante a amené le PAM à décentraliser les entrepôts et à prépositionner des produits, et il a ainsi pu distribuer des vivres même lorsque l'accès aux bénéficiaires était limité. Le PAM a adapté sa structure de gestion et a révisé ses délégations de pouvoirs pour tenir compte de la complexité et de l'envergure des opérations au Soudan.
69. L'aide alimentaire a continué à réduire la malnutrition et a découragé de nouvelles migrations économiques vers les camps. Toutefois, les résultats obtenus ne seront durables que si les services sont améliorés et que si, en définitive, il est trouvé une solution politique au conflit. Dans le sud, lorsque les rouages de l'administration ont été rétablis, le PAM et ses partenaires ont commencé à coopérer avec les organismes gouvernementaux de contrepartie pour appuyer le processus de paix.

Niger – Secours alimentaires immédiats et programmes de redressement axés sur le développement

70. L'opération d'urgence 10398.0 a été conçue de manière à compléter l'intervention mise sur pied dans le cadre du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger afin d'aider les populations vulnérables affectées par la sécheresse et l'infestation de criquets pèlerins. L'opération d'urgence avait pour principal objectif de protéger les moyens de subsistance et de stopper la dégradation de la situation nutritionnelle au moyen d'interventions sélectives d'aide alimentaire. En juillet, la situation s'étant dégradée, le PAM a réorienté son action pour faire face aux besoins d'urgence au moyen de distributions générales de vivres et de programmes sélectifs d'aide alimentaire.

71. Cinq avances du CII d'un montant total de 20,8 millions de dollars et des emprunts sur les produits alloués au programme de pays ont été nécessaires pour lancer les distributions initiales. L'opération d'urgence a été appuyée par l'opération spéciale des services aériens d'aide humanitaire 10481.0, mise sur pied pour assurer les déplacements du personnel humanitaire entre Niamey et le terrain; la valeur de l'opération spéciale approuvée était de 322 000 dollars et, à la fin de l'année, les dépenses avaient atteint 191 800 dollars.

TABLEAU 4: Niger – Quelques dates (2004/05)	
1- 31 oct. 04	ÉVALUATION DES BESOINS: Évaluation conjointe CILSS, FAO et PAM des cultures et des disponibilités alimentaires. Déficit céréalier: 223 448 tonnes, 7,5 pour cent des besoins nationaux.
25 nov. 04	DEMANDE DU GOUVERNEMENT: Appel portant sur 78 100 tonnes de produits alimentaires, dont 60 000 tonnes à des fins de vente subventionnée.
4 fév. 2005	APPROBATION DE LA PREMIÈRE AVANCE DU CII: ³⁴ 1,4 million de dollars.
17 fév. 2005	APPROBATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE 10398.0: ³⁵ 59,3 million de dollars.
20 avril 05	ENQUÊTE NUTRITIONNELLE: Publication des résultats de l'enquête nutritionnelle Helen Keller et PAM.
10 mai 05	PREMIÈRE DISTRIBUTION DE VIVRES: Première distribution de produits alimentaires empruntés sur des stocks destinés au programme de pays.
13 juil. 05	RÉORIENTATION STRATÉGIQUE, l'accent étant mis non plus tant sur les activités VCT et les banques de céréales mais plutôt sur des distributions générales accompagnées de produits sélectifs d'aide alimentaire (intervention nutritionnelle).
31 déc. 05	BILAN DE FIN D'ANNÉE: 84 pour cent des ressources nécessaires pour l'opération d'urgence ont été mobilisées. ³⁶ 39,6 millions de dollars de dépenses totales. ³⁷

³⁴ Chiffres approuvés au 31 décembre 2005 tels que reflétés dans le rapport normalisé sur l'opération d'urgence 10398.0 de 2005.

³⁵ Ibid.

³⁶ Ce chiffre comprend 13,7 millions de dollars de contributions multilatérales allouées à l'opération d'urgence.

³⁷ Y compris les CAI.

72. L'aide alimentaire a contribué à éviter une catastrophe humanitaire: le suivi après les distributions a confirmé qu'une aide alimentaire suffisante avait empêché les populations de récolter prématurément et de consommer les cultures. L'aide alimentaire a également contribué à stabiliser les mouvements de populations et a permis aux agriculteurs de semer à temps et d'engranger une récolte complète: dans deux régions du sud du pays, néanmoins, la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 13,4 pour cent en janvier à 16,0 pour cent en octobre. En août, le PAM avait établi 733 centres nutritionnels, 92 pour cent du chiffre prévu, et avait secouru 2,4 des 2,5 millions de personnes vulnérables prévus. Fin décembre 2005, il avait été reçu pour l'opération d'urgence 35,7 millions de dollars de contributions multilatérales à emploi spécifique et le PAM avait alloué 13,7 millions de dollars de ressources multilatérales, ce qui lui avait permis de distribuer 53 800 tonnes de produits alimentaires.
73. Les distributions générales de vivres dans 2 500 villages du pays ont été planifiées conjointement avec le Dispositif cité plus haut et les ONG associées, ce qui a aidé à intégrer les filières de produits alimentaires et à secourir à temps un nombre accru de bénéficiaires. La présence de plusieurs ONG internationales et locales a facilité la sensibilisation des communautés, le transport et la distribution de produits alimentaires, la sélection et l'enregistrement des bénéficiaires, le suivi et l'établissement des rapports.
74. **Défis.** La complexité de la crise liée à l'insécurité alimentaire a obligé à restructurer le bureau de pays pour lui permettre de faire face à une situation d'urgence de grande envergure. Les effectifs dont disposait le bureau pour exécuter le programme de pays ont été temporairement étoffés par l'affectation de 85 agents locaux et de 40 fonctionnaires internationaux en poste dans d'autres bureaux du PAM.
75. La lenteur avec laquelle les donateurs ont répondu à l'appel de contributions lancé par le PAM et les difficultés qu'il y a eu à acheter des produits alimentaires dans la région ont retardé de cinq mois les secours d'urgence. La crise alimentaire avait limité les possibilités d'acheter des produits localement, et il s'est avéré difficile de transporter 5 014 tonnes de sorgho de la Réserve stratégique de céréales du Nigéria pour l'exécution du programme de pays et de l'opération d'urgence. Environ 13 pour cent des aliments distribués ont été achetés dans les pays voisins, au Nigéria et au Burkina Faso.
76. **Enseignements.** Un examen à posteriori a aidé le PAM et ses partenaires à comprendre l'évolution de la crise et à en tirer des enseignements:³⁸
- Le consensus a été que toutes les activités de redressement et de secours du PAM avaient été coordonnées au mieux par le biais du Dispositif.
 - Les futures évaluations des besoins devraient apporter une solide composante nutrition et ne devraient pas se limiter à une analyse de la production et des déficits vivriers; y associer des acteurs comme l'OMS et l'UNICEF aiderait à analyser les causes profondes de la malnutrition.
 - Les marchés régionaux et leur capacité de réaction devront être suivis de plus près en collaboration avec les partenaires régionaux, comme le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).

³⁸ Une évaluation de l'opération d'urgence au Niger sera présentée au Conseil à sa session annuelle de 2006.

Région de l'Afrique australe³⁹ – Une triple menace

77. Lorsqu'il est apparu clairement, au milieu de l'année, que la région de l'Afrique australe connaîtrait de graves pénuries vivrières, une crise chronique est devenue une situation d'extrême urgence. Les effets conjugués de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire chronique, d'une gouvernance défailante et de la pandémie de VIH/sida ont menacé les ménages vulnérables de l'ensemble de la région. L'IPSR 10310.0 élaborée pour la région de l'Afrique australe – à la suite de consultations détaillées avec les parties prenantes – a offert un cadre de programmation pour les activités tendant à protéger les moyens de subsistance des groupes vulnérables, à renforcer les capacités de survie et à défendre la situation nutritionnelle dans les secteurs vulnérables de la population, notamment les femmes et le nombre croissant d'enfants affectés par le VIH/sida.
78. La région a bénéficié des recherches et des études de référence qui avaient orienté et facilité la conception de l'IPSR. Différentes études à posteriori ont démontré que l'aide alimentaire avait eu un impact très positif sur les ménages bénéficiaires, comme le montrait l'indice des stratégies de survie calculé dans le cadre du programme de surveillance communautaire des ménages, indice dont l'augmentation reflète les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés les ménages lorsque leur insécurité alimentaire s'aggrave. Pour les ménages bénéficiaires, l'indice est demeuré nettement inférieur à celui des autres. C'est ainsi par exemple qu'au Malawi, au Mozambique et en Zambie, la dernière étude de suivi a montré qu'en dépit de l'arrivée précoce de la saison maigre, les bénéficiaires qui recevaient une aide alimentaire étaient mieux à même de résister.
79. L'alimentation scolaire a beaucoup contribué à maintenir les taux d'assiduité au-dessus de 80 pour cent dans la plupart des pays. Lorsque les programmes d'alimentation scolaire ont dû être temporairement suspendus au Zimbabwe par suite de problèmes de qualité du mélange maïs-soja, les taux d'abandons des garçons et des filles sont passés de 3 pour cent à 11 pour cent.
80. L'aide alimentaire a beaucoup contribué aussi à encourager les patients recevant une thérapie antirétrovirale et/ou les tuberculeux participant à des programmes de traitement sous supervision directe à suivre leur traitement. Les conclusions des programmes de surveillance communautaire des ménages ont montré qu'au Lesotho et au Malawi, les ménages bénéficiaires participant aux programmes de lutte contre le VIH/sida étaient généralement mieux nourris que ceux qui ne recevaient pas d'assistance.
81. Globalement, l'opération régionale a permis d'obtenir 60 pour cent des résultats prévus à court terme. Entre janvier et mars 2005, l'assistance a été élargie pour secourir 4 millions de ménages dans le besoin. En novembre et décembre, 6 millions de bénéficiaires ont reçu une assistance, dont 58 pour cent d'enfants et 21 pour cent de femmes.

³⁹ Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

82. Les dépenses totales pour 2005 ont atteint 254,3 millions de dollars.⁴⁰ Pendant le quatrième trimestre, il a fallu distribuer des quantités accrues de produits alimentaires: le bureau régional a envoyé 205 028 tonnes de produits aux pays desservis par l'IPSR, c'est-à-dire 57 pour cent des 360 500 tonnes de produits livrés en 2005.
83. **Défis.** Les données recueillies dans le cadre du programme de surveillance communautaire des ménages ont montré que l'insécurité alimentaire et le stress auquel étaient soumis les ménages s'étaient considérablement aggravés dès septembre 2005 et que la proportion de ménages qui n'arrivaient pas à se nourrir comme il convient n'a cessé d'augmenter. Les besoins alimentaires ont par conséquent été révisés à la hausse pour le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe.
84. Le manque de ressources au début de l'IPSR a eu un impact négatif sur les activités de redressement, y compris les programmes d'alimentation scolaire, et a rendu difficiles des achats stratégiques rapides et le repositionnement de produits lorsqu'il est apparu clairement, en milieu d'année, que la région connaîtrait de graves pénuries vivrières.
85. Pour assurer la régularité de la filière de produits et garantir que les vivres seraient disponibles à temps, l'IPSR a dû faire appel à un montant de 6,2 millions de dollars du CII, à un prêt de 5 millions de dollars du Fonds central d'intervention pour l'aide d'urgence humanitaire (CERF), qui a été intégralement remboursé, et à un montant de 108 millions de dollars au titre du mécanisme de préfinancement.⁴¹
86. Les ressources du mécanisme de préfinancement ont été utilisées pour acheter 342 000 tonnes de produits alimentaires, alors que les contributions en espèces escomptées n'auraient permis d'en acquérir que 21 000 tonnes. En fin d'année, des avances en espèces de 36,4 millions de dollars étaient en attente de règlement. L'IPSR a également entrepris à titre pilote, conjointement avec TNT, le projet de pratiques optimales, qui a permis de gérer des quantités additionnelles de produits avec des coûts d'appui proportionnellement moindres.
87. **Enseignements.** Le PAM a acheté plus de 365 000 tonnes de produits sur les marchés locaux et régionaux. Lorsque les approvisionnements ont baissé pendant la saison maigre, qui va de novembre à mars, les prix du maïs ont augmenté dans des proportions atteignant parfois 100 pour cent. Si des contributions en espèces avaient été disponibles avant la récolte, le PAM aurait sans doute pu économiser 3 millions de dollars en achetant des produits lorsque les conditions étaient plus favorables sur les marchés.

⁴⁰ Y compris les CAI.

⁴¹ L'allocation du CII approuvée en novembre 2004 n'a pas encore été remboursée.

PARTIE III: ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2005

Résultats à court terme et à moyen terme, par priorité stratégique (PS)

88. Cette troisième partie i) décrit les résultats obtenus à court terme et à moyen terme, par priorité stratégique, i) met en évidence les réalisations les plus importantes et iii) décrit les progrès accomplis en ce qui concerne la mesure des indicateurs de PS. Les résultats à moyen terme sont mesurés par le biais des indicateurs de l'Organisation et d'autres indicateurs qui tiennent compte des conditions spécifiques des pays.⁴²
89. L'aide alimentaire étant programmée dans le cadre du développement et des stratégies humanitaires des pays en vue d'obtenir des bienfaits et des résultats à long terme, il est difficile d'attribuer des résultats à une contribution en particulier. L'établissement de rapports sur les indicateurs des priorités stratégiques de l'Organisation s'est développé depuis la mise en place de la gestion axée sur les résultats en 2003: une baisse a toutefois été enregistrée en 2005, par rapport à 2004, ce qui confirme qu'il reste difficile de normaliser les rapports sur les résultats à moyen terme des programmes d'aide alimentaire.

PS 1 – Sauver des vies dans des situations de crise

Tableau 5: PS 1—Résultats à moyen terme			
1.2	Réduction et/ou stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les bénéficiaires.		
1.3	Réduction et/ou stabilisation du taux de brut mortalité dans une population identifiée.		
Indicateurs de résultats	Objectif	Réalisation	
1.2.1	Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (par sexe) (évaluée sur la base du rapport poids pour la taille)	< 10 %	-
1.3.1	Taux brut de mortalité:	< 1/10 000 par jour	n.d.
	- dans la population ciblée à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence		
	- chez les enfants de moins de 5 ans à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence	< 2/10 000 par jour	n.d.

⁴² Les rapports sur les indicateurs de l'Organisation liés aux PS qui portaient sur 60 pour cent des opérations en 2004, ne portaient plus que sur 48 pour cent d'entre elles en 2005; ce pourcentage est passé de 21 pour cent en 2004 à 29 pour cent en 2005 pour les "indicateurs additionnels", et de 19 pour cent en 2004 à 23 pour cent en 2005 pour les "indicateurs libres".

Objectifs

90. L'objectif de la PS 1 est de sauver des vies dans les opérations d'urgence. Le PAM utilise deux indicateurs pour mesurer l'avancée vers cet objectif à moyen terme: ce sont la prévalence de la malnutrition globale aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, et le taux brut de mortalité.⁴³
91. Sur les 55 opérations qui avaient notamment pour objectif de sauver des vies et/ou de réduire la malnutrition dans des situations d'urgence, il y en a 43, soit 76 pour cent, contre 70 pour cent l'année antérieure, pour lesquelles au moins un des indicateurs de résultats à moyen terme a donné lieu à un rapport;⁴⁴ le chiffre passe à 91 pour cent quand on exclut les huit opérations qui n'ont pas donné lieu à un rapport en raison de la courte durée du projet (neuf mois ou moins). La proportion des rapports d'opérations sur les indicateurs de résultats à moyen terme continue de s'améliorer: les taux de malnutrition aiguë ont fait l'objet de rapports pour 27 opérations, et les taux bruts de mortalité pour 10 opérations.
92. La grande difficulté que pose la mesure des résultats à moyen terme sur le plan nutritionnel tient à la multiplicité des causes de la malnutrition. Il est essentiel de consommer suffisamment de nourriture pour conserver un état nutritionnel satisfaisant, mais il est difficile d'obtenir des changements positifs quand les ménages manquent d'eau, d'hygiène et de soins de santé ou quand les pratiques d'alimentation des nourrissons ne sont pas les bonnes. La présence d'un ou de plusieurs de ces facteurs de risque affecte la nutrition, ce qui est courant dans les situations d'urgence, en particulier quand il y a déplacement de populations. Le PAM ne peut mesurer la contribution de l'aide alimentaire dans des conditions d'urgence que s'il connaît les modes de consommation alimentaire considérés sous l'angle plus large de la nutrition.

Encadré 7: Comparaison des données dans les opérations humanitaires

Les organismes humanitaires et les donateurs ont reconnu qu'il était nécessaire de réunir des informations cohérentes, coordonnées et comparables pour pouvoir évaluer les crises et intervenir. Le PAM a participé à plusieurs initiatives pour élaborer des normes universelles: le projet SPHERE, *Good Humanitarian Donorship* and l'initiative SMART. Il a pris part à la consultation technique du Comité permanent interorganisations organisée par l'OMS en décembre 2005, au cours de laquelle les participants ont (i) examiné l'utilisation des données relatives à la mortalité, à la nutrition et aux résultats obtenus, (ii) étudié la mise en place d'un service commun de collecte et d'analyse de certaines données sur la mortalité, la malnutrition et la couverture et (iii) arrêté des mesures visant à établir un service de suivi pour la mesure systématique d'indicateurs de résultats pour la santé, la mortalité et la malnutrition dans les situations de crise. Avec des partenaires, le PAM travaille actuellement au perfectionnement de méthodes de comparaison des données rassemblées pendant les crises humanitaires.

⁴³ Les deux indicateurs ont été retenus par d'autres organisations humanitaires et dans le cadre d'initiatives mondiales, telles que l'Initiative *Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions* (SMART).

⁴⁴ Cette analyse était axée sur les opérations nouvelles et en cours qui ont fait l'objet de rapports au titre de la PS 1 en 2005. Elle portait séparément sur chaque pays quand il s'agissait d'opérations qui couvraient plusieurs pays.

93. Le PAM étudie les facteurs qui permettront d'améliorer les rapports sur les indicateurs de résultats de l'Organisation et s'emploie, avec des organismes humanitaires et des donateurs, à mettre au point des normes et des approches coordonnées. Ainsi, le PAM et le CDC ont récemment publié un manuel intitulé *Measuring and Interpreting Malnutrition and Mortality*, qui a été utilisé en 2005 dans le cadre d'activités de formation avancée en matière de nutrition.

Faits saillants

94. On peut citer en 2005 l'amélioration de la situation nutritionnelle dans la région du Darfour où le PAM mène l'opération d'urgence Soudan 10339.1, une de ses plus vastes opérations. Une enquête d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, conduite par le PAM en septembre, a montré que l'amélioration de la consommation résultait de l'apport d'une aide alimentaire considérable. L'enquête a indiqué que le taux de malnutrition aiguë et le taux brut de mortalité parmi les enfants avaient baissé de près de moitié en l'espace d'un peu plus d'une année, et témoignait du succès considérable auquel avait abouti la prise en compte des recommandations faites l'année précédente, avec notamment la distribution régulière d'un assortiment alimentaire complet: 88 pour cent de la population a reçu un assortiment complet en août 2005.

Tableau 6:	Nom du pays (localité)	Indicateur	Enquête de référence (%)	Enquête de suivi (%)	Dernier suivi (%)
Soudan					
	Darfour	Taux brut de mortalité ⁴⁵	0,75	0,46	-
	Darfour	Malnutrition aiguë ⁴⁶	21,8	11,9	-
Tchad					
	Camp de réfugiés d'Am Nabak	Malnutrition aiguë ⁵	-	24,6	18,0
	Camp de réfugiés de Djabal	Malnutrition aiguë ⁵	-	15,6	4,8
	Camp de réfugiés d'Oure Cassoni	Malnutrition aiguë ⁵	39,2	20,5	15,7
Dates des enquêtes:					
Darfour: 8/04, 8/05; Am Nabak: 12/04, 11/05 ; Djabal: 2/05, 11/05 ; Oure Cassoni: 6/04, 12/04, 11/05.					

95. Presque toutes les enquêtes nutritionnelles menées dans les camps de réfugiés du Tchad en 2005 ont révélé une amélioration de la situation nutritionnelle analogue à celle qui a été constatée au Darfour, notamment dans le camp de réfugiés d'Oure Cassoni, où le taux de malnutrition aiguë a diminué de près de moitié, tombant de 39,2 pour cent en juin 2004 à 20,5 pour cent en décembre 2004; il est ensuite encore

⁴⁵ Mortalité brute, exprimée en nombre de décès/10 000 par jour.

⁴⁶ Malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans (rapport poids/taille <-2 z scores)

tombé à 15,7 pour cent en novembre 2005. Ce taux dans le camp de Djabal a été ramené de 15,6 pour cent en février 2005 à 4,8 pour cent en novembre 2005; dans le camp de réfugiés d'Am Nabak, l'amélioration est restée marginale. Ces améliorations ont été en partie attribuées à l'apport continu d'une aide alimentaire, y compris des programmes généraux d'alimentation complémentaire.

96. Le PAM et le HCR ont envoyé sur le terrain des missions conjointes pour examiner les causes de la persistance de taux de malnutrition élevés parmi les réfugiés en Éthiopie et au Kenya et pour trouver des solutions possibles. En Éthiopie, les taux de malnutrition aiguë chez les réfugiés somali, soudanais et érythréens vivant dans des camps demeuraient élevés en 2005: dans deux seulement des sept camps, les taux globaux de malnutrition aiguë étaient inférieurs à 10 pour cent: dans les autres camps, ces taux se situaient dans une fourchette allant de 12 à 21,9 pour cent. Au Kenya, le taux global était de 26,3 pour cent dans le camp de Dadaab, et de 19,6 pour cent dans celui de Kakuma.
97. Les rapports de ces missions mettent en évidence la nécessité de lutter contre un certain nombre d'insuffisances, dont beaucoup viennent du manque de financement des programmes de santé de base:⁴⁷
- Dans beaucoup de camps, l'approvisionnement en eau (qualité et quantité) ne répond pas aux normes minimales du projet SPHERE, ce qui est cause de diarrhées et d'autres problèmes.
 - Un assortiment alimentaire incomplet, le manque de fiabilité de la chaîne d'approvisionnement et la livraison tardive des produits alimentaires ont rendu les apports énergétiques et en micronutriments bien insuffisants par rapport aux normes minimales.
 - i) les aliments de sevrage, ii) les programmes d'alimentation concernant les nourrissons et les jeunes enfants et iii) les systèmes de surveillance nutritionnelle font défaut.
 - Il n'existe pas de services de mouture, et les coûts ne sont pas connus.
98. Les exemples ci-après qui proviennent des opérations d'urgence et des IPSR les plus importantes, servent à illustrer la gamme des résultats à long terme obtenus en 2005 au titre de la PS 1 et montrent que, pour une grande proportion des travaux du PAM, les résultats à moyen terme ont fait l'objet de rapports.
- Au Népal, grâce à l'IPSR 10058.3, l'état sanitaire et nutritionnel général des réfugiés est resté stable. Une augmentation de 8 à 8,8 pour cent du taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans a été constatée à l'occasion d'une enquête nutritionnelle menée en 2005, mais ce taux —8,8 pour cent— et celui de la malnutrition chronique —26,5 pour cent— sont demeurés inférieurs aux taux nationaux qui sont de 9,6 pour cent et de 50,5 pour cent, respectivement. Les taux de mortalité dans les camps étaient également inférieurs aux taux nationaux.

⁴⁷ Résumé tiré du rapport *Acute Malnutrition in Protracted Refugee Situations: a Global Strategy for UNHCR/WFP*, janvier 2006.

- Dans le cadre de l'opération d'urgence Érythrée 10261.1, les taux globaux de malnutrition aiguë se maintenaient en juillet dans une fourchette de 15 à 19,1 pour cent à Gash Barka dans la région occidentale du pays, malgré les distributions de produits alimentaires à la population victime de la sécheresse.
- En Ouganda, l'aide alimentaire apportée au titre de l'IPSR 10121.1 a beaucoup contribué à maintenir à un niveau acceptable l'état nutritionnel des personnes déplacées et des réfugiés. Par rapport au niveau de 2003, le taux global de malnutrition aiguë dans les camps de personnes déplacées a enregistré une baisse allant jusqu'à 31 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans. Les taux de malnutrition aiguë dans la plupart des camps de personnes déplacées sont tombés en deçà de 10 pour cent, à l'exception de ceux observés dans le district de Kitgum. Le taux brut de mortalité a continué d'être très préoccupant, malgré les améliorations de la situation nutritionnelle. Dans le district de Pader, le taux de mortalité est passé de 0,7 à 1,8 pour cent, ce qui fait ressortir la nécessité d'intensifier les interventions non appuyées par une aide alimentaire et d'améliorer l'accès aux services de santé.
- En Éthiopie, l'IPSR 10362.0 a contribué aux efforts mis en oeuvre par le Gouvernement pour sauver des vies et sauvegarder les moyens de subsistance. Dans la plupart des régions, toutefois, la composante ciblée, alimentation de complément, a eu un impact positif direct sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans ainsi que sur celui des femmes enceintes et des mères allaitantes, dont elle a augmenté les chances de survie. La région la plus défavorisée, en termes d'indicateurs nutritionnels, était —avec un taux global de malnutrition aiguë de 19 pour cent— la région de Somali qui a gravement souffert de l'insuffisance et de l'irrégularité des précipitations. Les taux de malnutrition et de mortalité signalés sont les taux moyens enregistrés lors d'enquêtes conduites par des ONG dans les régions à problèmes: Somali, Afar, Oromia, Tigré, "Nations, nationalités et peuples du Sud" et Amhara.
- Dans le cadre de l'opération d'urgence Kenya 10374.0, les taux de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans des districts d'élevage de Garissa, Wajir et Turkana se sont stabilisés pendant le premier semestre de 2005 grâce à l'apport d'aliments enrichis, et la sécurité alimentaire s'est améliorée après la saison des pluies de mars à mai. Cependant, les précipitations n'ont pas été assez fortes pour permettre un engraissement suffisant du bétail: les taux de malnutrition ont augmenté dans le district de Garissa, passant de 16,5 pour cent lors de l'enquête de juillet 2004 à près de 19 pour cent en octobre 2005; pendant la même période, les taux sont passés de 14 pour cent à près de 30 pour cent dans le district de Turkana.

Tableau 7: PS 1 – Résultat à court terme			
1.1	Amélioration de l'accès à l'alimentation pour les populations gravement touchées par l'insécurité alimentaire dans les régions affectées par des conflits et des catastrophes où le PAM mène des opérations.		
Indicateurs de résultats		Objectif	Réalisation
1.1.1	Quantité de produits alimentaires distribués (par catégorie d'activités, produit et période) (pourcentage)	100	Voir tableau ci-après
1.1.2	Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM.		
	Femmes:	Pas d'objectif fixé	6,5 millions
	Filles:		7,7 millions
	Garçons:		7,6 millions

Tableau 8: PS 1 – PRINCIPALES ACTIVITÉS ET RESSOURCES ALLOUÉES				
Type d'activité	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Distribution générale de vivres	1 516	97	985 500	91
VCA/VCT	50	3.2	27 000	3
Services aériens de transport de passagers	-	-	52 700	5
Autres	3	0.2	11 950	1
TOTAL	1 569	100	1 077 150	100

99. Les enfants ont représenté le groupe de bénéficiaires le plus important: plus de 15 millions d'enfants ont reçu une aide alimentaire dans des situations de crise. Les distributions générales de vivres ont constitué la principale forme d'activité liée à la PS 1: 1,5 million de tonnes de vivres ont été distribués, représentant une dépense directe de 986 millions de dollars. Les services aériens de transport de passagers à l'appui des distributions de vivres ont représenté 53 millions de dollars de dépenses directes en 2005. Les résultats à court terme au titre de la PS 1 ont diminué entre 2004 et 2005, ce qui correspond à un besoin accru d'assurer à plus long terme la protection des moyens de subsistance et un appui à la nutrition, à la santé et à l'éducation.

PS 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs

Tableau 9: PS 2—Résultat à moyen terme			
2.2	Capacité accrue de gérer les chocs et de satisfaire les besoins alimentaires essentiels.		
Indicateur de résultats		Objectif	Réalisation
2.2.1	Proportion des dépenses des ménages de bénéficiaires consacrées à l'alimentation.	65 - 70	n.d.

Objectifs

100. La Priorité stratégique 2 vise à protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et à renforcer la résistance aux chocs. Sur les 178 rapports normalisés examinés, moins de 25 rendaient correctement compte des résultats à moyen terme liées à la PS 2. Pour améliorer ces rapports dans les situations d'urgence et de développement, des consultations sont en cours pour mettre au point un petit nombre d'indicateurs que le PAM et ses partenaires pourront suivre pour améliorer la gestion des projets. Les indicateurs enregistreront l'évolution des objectifs de la PS 2 dans les situations d'urgence et de développement, qui portent sur la consommation alimentaire et la diversité des régimes, la création et le maintien d'actifs, et le renforcement du capital humain. Ces indicateurs devraient être mis à l'essai en 2006.

Faits saillants

101. Les résultats à moyen terme de 2005, liés à la PS 2, sont illustrés par les exemples suivants, dans les pays:
- L'aide alimentaire apportée au titre de l'opération d'urgence Bolivie 10392.0 a permis de porter de 1 par jour en septembre 2004 à 2,5 par jour en décembre 2005 le nombre des repas quotidiens des familles des communautés bénéficiaires victimes de la sécheresse. À la suite d'interventions analogues, la proportion des dépenses consacrées par les ménages à l'alimentation est tombée de 81 pour cent à 50 pour cent; celle des ménages qui ont dû vendre leur bétail pendant la situation d'urgence a été ramenée de 60 pour cent à 26 pour cent entre septembre 2004 et décembre 2005.
 - Dans le cadre du programme de pays Bangladesh 10059.0, les interventions au titre de la PS 2 ont permis, entre juin 2004 et 2005, de faire passer de 53 à 68 pour cent la proportion des ménages bénéficiaires consommant trois repas par jour.
 - Dans le cadre du programme de pays Tanzanie 10065.0, l'appui du PAM aux activités d'irrigation a permis d'augmenter de un à trois cycles par an la production agricole des ménages bénéficiaires. Le temps passé par les femmes à aller chercher de l'eau a été ramené de huit heures à deux heures par jour dans le cadre d'un projet d'approvisionnement.

- Dans le cadre du programme de pays Éthiopie 10208.0, le PAM a contribué à renforcer les initiatives d'auto-assistance dans les communautés bénéficiaires. Grâce à l'apport d'une aide alimentaire, la proportion des actifs des ménages bénéficiaires a augmenté, à partir du niveau de référence, de 68 pour cent en décembre 2004 à 74 pour cent en décembre 2005.

Tableau 10: PS 2 – Résultat à court terme			
2.1	Les bénéficiaires visés participent aux activités de création d'actifs et de création de revenus appuyés par une aide alimentaire.		
Indicateur de résultats		Objectif	Réalisation
2.1.1	Pourcentage de femmes participant aux activités de création d'actifs et de création de revenus. ⁴⁸	≥ 70	53

Tableau 11: PS 2 – PRINCIPALES ACTIVITÉS ET RESSOURCES ALLOUÉES				
Type d'activité	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
VCA/VCT	777	47	416 600	44
Distribution générale de vivres	731	45	475 000	38
Installation/réinstallation	57	4	32 000	3
Infrastructure d'urgence/redressement/appui logistique	-	-	133 590	12
Autres	73	4	32 000	3
TOTAL	1 638	100	1 088 000	100

102. Le nombre de bénéficiaires qui participent à des activités de création d'actifs et de création de revenus appuyées par une aide alimentaire montre qu'il est de plus en plus nécessaire, pour lutter contre la faim, de protéger les moyens de subsistance et de renforcer la résistance aux chocs. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à participer à ces activités, ce qui reflète l'importance stratégique qu'il y a pour le PAM à faire en sorte que les activités de redressement et de développement répondent aux objectifs énoncés dans les engagements renforcés en faveur des femmes.

⁴⁸ L'indicateur de résultat a été modifié de manière à mesurer le pourcentage par rapport au nombre de bénéficiaires, selon le sexe.

103. Les activités VCA et VCT ont représenté 44 pour cent des dépenses directes, les distributions générales de vivres correspondant à un type d'activité important pour protéger les moyens de subsistance fragilisés. Ces activités ont contribué au renforcement des actifs communautaires pour améliorer la résistance aux chocs récurrents et augmenter les revenus des ménages afin de favoriser la consommation alimentaire et la diversité des régimes alimentaires. Environ 12 pour cent des dépenses directes au titre de la PS 2 ont contribué à financer la remise en état des infrastructures d'urgence et un appui logistique pour assurer la distribution en temps voulu de l'aide alimentaire.

Tableau 12	
PS 2 – Estimation du nombre de bénéficiaires	2005 (millions)
Femmes	7,6
Filles	8,8
Garçons	8,9

PS 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables

Tableau 13: PS 3—Résultats à moyen terme

3.3.1	Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans.
3.3.2	Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les femmes.
3.3.3	Réduction de l'incidence de l'anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes et les enfants visés.

Indicateurs de résultats		Objectif	Réalisation
3.3.1.1	Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans (évaluée par sexe, sur la base du poids, de la taille et de l'âge): - Prévalence de la malnutrition aiguë chez les filles et les garçons de moins de 5 ans. - Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants.	< 10 % ≥ 5 %	Voir texte ci-dessous.
3.3.2.1	Prévalence de la malnutrition chez les femmes adultes (évaluée sur la base de l'indice de masse corporelle et/ou de l'insuffisance pondérale à la naissance) [données à rassembler sur une base pilote].	Pas d'objectif fixé.	Voir texte ci-dessous.
3.3.3.1	Prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires ciblés [données à rassembler sur une base pilote].	Pas d'objectif fixé.	Voir texte ci-dessous.

Objectifs

104. La Priorité stratégique 3 a pour objectif de distribuer, selon les besoins, des aliments enrichis en micronutriments aux enfants, mères et autres groupes vulnérables dans les situations où une consommation alimentaire insuffisante favorise la malnutrition ou un mauvais état de santé et où les activités appuyées par une aide alimentaire constituent un élément important de l'intervention. Les activités sont diverses et comprennent des initiatives communautaires visant à améliorer la croissance des enfants, l'état de santé et de nutrition des mères et des enfants et le traitement du VIH/sida et de la tuberculose.

105. Les rapports de 54 opérations sur 108 menées au titre de la PS 3 portaient sur les indicateurs de résultats nutritionnels; 66 pour cent d'entre eux, établis à partir des données d'enquêtes, portaient sur un ou plusieurs indicateurs pertinents de l'Organisation.⁴⁹ Dans environ 25 pour cent des opérations, les rapports contenaient des informations se rapportant aux indicateurs de suivi, tels que les taux de récupération de la malnutrition, mais aucune n'était issue d'une enquête; dans les 15 pour cent restants, les rapports fournissaient des données d'enquête, mais il s'agissait de données nationales ou de données qui n'étaient pas spécifiques à l'intervention.

⁴⁹ Cette analyse est axée sur 54 opérations nouvelles et en cours dont il est fait état au titre de la PS 3 dans les rapports normalisés sur les projets de 2005; dans le cas des opérations couvrant plusieurs pays, chaque pays a été analysé séparément.

106. Dans de nombreux cas, il n'existait pas d'enquête de référence satisfaisante préalable à l'opération si bien que les rapports ne contenaient que des données établies à mi-projet. La proportion des bureaux de pays qui ont fait rapport sur les indicateurs de résultats à moyen terme dans les rapports normalisés sur les projets s'est améliorée tous les ans depuis la mise en place de la gestion axée sur les résultats, mais ces rapports ne sont souvent pas assez détaillés pour permettre une analyse précise. Même lorsque les taux de malnutrition signalés s'étaient nettement modifiés, les rapports normalisés donnaient rarement suffisamment de détails pour pouvoir en comprendre la raison ou la mesure dans laquelle les objectifs étaient atteints.
107. En 2005, le nombre des opérations du PAM pour lesquelles il a été rassemblé et rendu compte des données sur l'anémie, indicateur pilote de l'Organisation, a augmenté; pour 13 opérations, il a été rendu compte de la prévalence de l'anémie dans les rapports normalisés sur les projets de 2005. L'utilisation accrue de cet indicateur dénote l'intérêt renouvelé pour la lutte contre les carences en micronutriments par l'apport d'aliments enrichis; elle dénote aussi la facilité relative avec laquelle il est possible de mesurer l'anémie avec un matériel moderne portable; le PAM a utilisé ce matériel pour rassembler des données sur l'anémie dans des lieux éloignés, y compris au Darfour.

Faits saillants

108. Au Népal, le projet de soins de santé maternelle et infantile entrepris dans le district de Makwanpur démontre comment des informations ont été utilisées pour obtenir et étayer les résultats. L'enquête de référence conduite dans ce district a fait apparaître de graves problèmes d'insuffisance pondérale chez 47,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans et des problèmes d'anémie touchant 73,4 pour cent d'entre eux; des taux élevés d'anémie affectent aussi 66,9 pour cent des femmes enceintes et 73,5 pour cent des mères allaitantes. Pour faire face à ces problèmes, le PAM et le Ministère de la santé ont mis en oeuvre un programme complet, comprenant la distribution d'aliments enrichis, de médicaments antihelminthiques, de compléments ferriques, une éducation nutritionnelle et le suivi de la croissance.

109. Deux ans après le début de l'intervention, l'enquête de suivi du PAM a fait apparaître une amélioration importante des indicateurs nutritionnels et un recours accru aux services de soins prénatals (injections antitétaniques, comprimés antihelminthiques et compléments ferriques). L'aide alimentaire a joué un rôle essentiel dans le processus, mais les efforts entrepris par le Gouvernement pour assurer l'approvisionnement en quantités suffisantes de ces apports complémentaires et doter les centres de santé d'un personnel suffisant ont été indispensables aux réalisations obtenues.

Encadré 8: Fondés sur la recherche en matière de nutrition humaine, les principes consistant à répondre aux besoins énergétiques et protéiques (macronutriments) des populations souffrant d'insécurité alimentaire inspirent depuis longtemps la conception des rations et demeurent essentiels pour obtenir des résultats. Les recherches récentes ont permis au PAM de mieux comprendre l'importance de la qualité des aliments pour assurer la santé et le bien-être des groupes vulnérables sur le plan de la nutrition.

Tableau 14: Principaux indicateurs de résultats dans le district de Makwanpur, projet de soins SNMI au Népal

Indicateur	Enquête de référence %	Enquête de suivi %
	6/2002	1/2005
Insuffisance pondérale chez les enfants ⁵⁰	47,2	29,4
Anémie chez les enfants ⁵¹	73,4	47,5
Anémie pendant la grossesse ¹⁰	66,9	43,1
Anémie chez les mères allaitantes ¹⁰	73,5	22,0
Pourcentage de femmes recevant une injection antitétanique pendant la dernière grossesse	58,0	72,0
Pourcentage de femmes consommant des compléments ferriques pendant la dernière grossesse	18,5	69,3
Pourcentage de femmes absorbant des comprimés antihelminthiques	-	60,7

110. Les réfugiés Sahraouis en Algérie sont très tributaires de l'aide extérieure pour satisfaire leurs besoins alimentaires et autres. Dans le passé, des ruptures de la chaîne alimentaire ont été responsables d'augmentations de la malnutrition aiguë, mais la livraison régulière d'un assortiment alimentaire complet au cours de l'année écoulée a permis de maintenir les taux globaux de malnutrition aiguë en deçà de 10 pour cent. Toutefois, les taux de retard de croissance et les carences en micronutriments persistent: 38,9 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance et 68,5 pour cent étaient anémiques, selon une enquête menée en 2005. De nombreux facteurs sont de nature à freiner la croissance des enfants, mais l'amélioration de la teneur en micronutriments des aliments peut leur permettre d'avoir une meilleure croissance.

Encadré 9: En partenariat avec le Gouvernement de la Zambie et l'Université de l'Alabama, le PAM mène un étude pilote sur l'apport de compléments nutritionnels à des malades victimes d'insécurité alimentaire et sous thérapie antirétrovirale. D'après les premiers résultats, la distribution mensuelle à ces malades d'une ration alimentaire destinée aux ménages a amélioré l'observance de la thérapie et amélioré la numération des lymphocytes CD4. Les résultats définitifs de cette étude devraient être disponibles vers la fin de 2006.

111. L'IPSR 10062.1 a contribué à la survie et à la relève des populations déplacées et très vulnérables de la région des Grands Lacs. Par rapport à une enquête faite précédemment en 2004, les résultats d'une enquête nutritionnelle menée en septembre 2005 dans les camps de réfugiés de Tanzanie ont montré que la situation nutritionnelle s'était améliorée. Dans les camps de réfugiés de Tanzanie occidentale, l'incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance (<2,500 g) a baissé de 7,55 pour cent à 7,22 pour cent; le taux global de malnutrition chronique (rapport taille/âge < -2z) chez les enfants de moins de 5 ans est tombé de 5,1 pour cent en août 2004 à 2,8 pour cent en septembre 2005.

⁵⁰ Insuffisance pondérale (poids/âge < -2z) chez les enfants de 6 à 36 mois.

⁵¹ Taux d'hémoglobine: enfants et femmes enceintes: 110 g/l.; mères allaitantes: 115 g/l.

Tableau 15: PS 3 – Résultat à court terme				
3.1	Participation accrue des populations ciblées aux interventions nutritionnelles appuyées par une aide alimentaire.			
3.2	Augmentation du nombre de familles affectées par l'insécurité alimentaire bénéficiant d'une aide alimentaire dans les districts hautement prioritaires touchés par le VIH/sida.			
Indicateurs de résultats		Objectif	Réalisation	
3.1.1	Nombre d'enfants bénéficiant de programmes de nutrition appuyés par une aide alimentaire.	Pas d'objectif fixé.	9,7 millions	
3.1.2	Nombre de femmes vulnérables bénéficiant de programmes de nutrition appuyés par une aide alimentaire.	Pas d'objectif fixé.	3,8 millions	
3.1.3	Pourcentage d'aliments enrichis en micronutriments distribués dans le cadre de programmes de nutrition appuyés par une aide alimentaire. ⁵²	Pas d'objectif fixé.	20	
3.2.1	Pourcentage des districts hautement prioritaires affectés par le VIH/sida bénéficiant de programmes appuyés par une aide alimentaire d'organisations internationales. ⁵³	Pas d'objectif fixé.	Voir texte ci-dessous.	

Tableau 16: PS 3 – PRINCIPALES ACTIVITÉS ET RESSOURCES ALLOUÉES				
Type d'activité	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Santé et nutrition maternelles et infantiles/alimentation de complément/thérapeutique/ groupes vulnérables	292	58	168 600	64
Programmes VIH/sida et autres enfants vulnérables	85	17	53 100	21
Alimentation scolaire ⁵⁴	126	25	38 800	15
Autres	2	0,4	1 460	0,56
TOTAL	505	100	262 000	100

112. En 2005, les résultats du PAM liés à la PS 3 se sont améliorés dans cinq grands domaines: SNMI; alimentation complémentaire et thérapeutique en milieu médical; activités Vivres au profit de l'éducation (VPE); aide à la nutrition pour les personnes qui vivent avec le VIH/sida et leurs familles ainsi que celles qui prennent soin des autres enfants vulnérables et enrichissement en micronutriments des vivres à distribuer. Environ 60 pour cent des dépenses directes au titre de la PS 3 ont servi à financer des activités en faveur de la santé et de la nutrition maternelles et infantiles,

⁵² Une étude approfondie est en cours pour mesurer la distribution d'aliments enrichis en micronutriments.

⁵³ Les indicateurs n'ont pas été utilisés car la définition des districts hautement prioritaires n'était pas appropriée.

⁵⁴ Y compris les chiffres correspondant aux crèches/jardins d'enfants qui entrent entièrement dans le cadre de la PS 3.

des programmes d'alimentation de complément, thérapeutique et en faveur des groupes vulnérables, qui ont représenté 21 pour cent des activités VIH, appuyées par une aide alimentaire.

113. Le PAM a aidé les gouvernements à mettre au point et à l'essai des aliments de complément enrichis à distribuer dans le cadre des programmes de filets de protection sociale. Au Guatemala, le PAM a travaillé avec des partenaires pour aider le Gouvernement à mettre au point le *Vitaceral*, aliment de complément qui contient du maïs jaune, de la farine de soja et un mélange de vitamines/minéraux. Au Pérou, il a facilité la mise au point d'un aliment de complément enrichi, l'*INCA*, qui a été distribué au cours d'un projet pilote intégré d'éducation nutritionnelle.

Tableau 17	
PS 3 – Estimation du nombre de bénéficiaires	2005 (millions)
Femmes	3,8
Filles	4,8
Garçons	4,9

114. L'appui du PAM aux programmes de soins et traitement, y compris les soins à domicile, le traitement antituberculeux et le traitement antirétroviral, a permis d'atteindre 1 million de personnes vivant avec le VIH/sida et leurs familles dans 36 pays. L'aide alimentaire visant à prévenir la transmission du virus de la mère à l'enfant a atteint 95 000 bénéficiaires dans 13 pays.

TABLEAU 18: RÉALISATIONS VIH/SIDA (2005)		
Bénéficiaires	Nombre de pays	Programmes
95 000	13	Prévention de la transmission de la mère à l'enfant
182 000	16	Traitement antirétroviral
762 000	12	Soins à domicile
104 000	23	Tuberculose
380 000	12	Autres enfants vulnérables – rations à emporter

115. Le PAM a apporté une aide aux autres enfants vulnérables essentiellement dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire, de formation professionnelle ou de programmes communautaires dans 20 pays. Les programmes destinés à ces enfants sont de plus en plus souvent liés à d'autres activités telles que les soins à domicile et le traitement antirétroviral.

116. Le suivi et l'évaluation des programmes touchant au VIH/sida sont des exercices difficiles pour plusieurs raisons: i) les bénéficiaires ne veulent pas toujours qu'on se rende chez eux en raison de la réprobation qui peut être attachée à leur condition; ii) l'application normale des indicateurs couramment utilisés tels que les indicateurs nutritionnels peut se révéler inefficace car la maladie et le traitement ont plus de répercussions sur l'état nutritionnel des bénéficiaires que l'aide alimentaire, et le milieu clinique est un nouvel environnement pour le PAM; iii) il reste des connaissances et une expérience à acquérir.

117. Malgré les difficultés, l'aide alimentaire liée au VIH/sida a donné des résultats positifs dans certains pays et régions: en Afrique australe, les résultats d'une étude basée sur le système de surveillance communautaire des ménages ont montré qu'au Lesotho et au Malawi, les ménages bénéficiaires du programme régional VIH/sida avaient beaucoup plus de chances d'avoir un régime alimentaire adéquat que les ménages non bénéficiaires des mêmes communautés qui se trouvent dans une situation similaire.

118. En 2005, le PAM a entrepris, en coordination avec des partenaires, un projet pilote dans quatre pays pour mettre au point des indicateurs normalisés pour l'Organisation ainsi que des outils devant permettre de rassembler des données et d'établir des rapports sur les programmes liés au VIH/sida; ce projet sera finalisé en 2006.

PS 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle

Tableau 19: PS 4—Résultat à moyen terme		
4.3 Fréquentation accrue, par les filles et les garçons, des écoles appuyées par le PAM.		
Indicateurs de résultats	Objectif	Réalisations
4.3.1 Nombre absolu de filles et de garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM:	50 millions de filles et de garçons dans les écoles appuyées par le PAM à la fin de 2007	21,7
Taux annuel de variation ⁵⁵		
- pourcentage de filles et de garçons		
- pourcentage de filles		14
- pourcentage de garçons		15
4.3.2 Taux net de scolarisation: pourcentages de filles et de garçons fréquentant les écoles primaires appuyées par le PAM: ⁵⁶ (pourcentage)		
- Taux net de scolarisation des filles	70	54
- Taux net de scolarisation des garçons	70	62

Objectifs

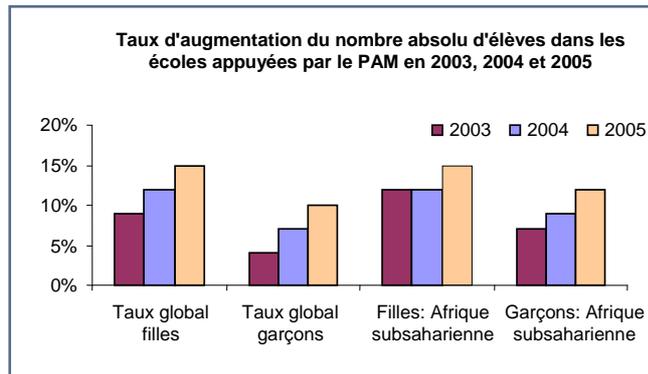
119. À la fin de 2005, des enquêtes normalisées sur l'alimentation scolaire avaient été menées dans 67 des 74 pays où des activités d'alimentation scolaire étaient menées. En 2005, le traitement des données des enquêtes qui était assuré au siège a été transféré aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux. Un nouveau logiciel, *DOMUS*, a été adopté pour faciliter la saisie, le traitement et l'analyse des données. Cette décentralisation offre la possibilité de rendre les enquêtes moins coûteuses et d'améliorer le flux de l'information, la qualité des résultats et le processus décisionnel au niveau du terrain.
120. Le processus de décentralisation a été dirigé avec succès dans la région de l'Asie et de l'Afrique de l'Ouest; une formation est prévue en 2006 pour les quatre autres bureaux régionaux.

⁵⁵ Résultats provenant d'un échantillon pris dans 51 pays de 7 296 écoles appuyées par le PAM, qui ont fait l'objet d'une enquête en 2001-2005. Voir "*Supporting Girls' Education: a Study on the Impact of WFP Food for Education Programmes on School Enrolment*", janvier 2005. Document interne du PAM.

⁵⁶ Les données sur les taux nets de scolarisation ont été calculées à partir de données recueillies au niveau des districts dans les zones appuyées par le PAM sur un échantillon prélevé en 2005 dans les pays suivants: Angola, Guinée, Swaziland et Timor Leste.

121. Indicateur de résultat 4.3.1.

Le résultat des enquêtes menées en 2001–2005 a montré que les activités VPE avaient un impact positif sur le **nombre absolu d'élèves** dans les écoles appuyées par le PAM en Afrique subsaharienne.⁵⁷ Le nombre absolu d'élèves a augmenté en moyenne de 28 pour cent pour les filles et de 22 pour cent



pour les garçons pendant la première année d'exécution de nouveaux programmes VPE. Après la première année, les augmentations différaient beaucoup selon le type de programme: dans les programmes qui associaient alimentation à l'école pour tous et rations à emporter pour les filles, l'augmentation du nombre absolu de filles s'était maintenue à 30 pour cent. Les rations à emporter contribuaient au maintien du nombre absolu de filles, dans toutes les classes des écoles primaires, ce qui révélait une diminution du nombre des abandons scolaires chez les filles, en particulier dans les classes supérieures.

- 122. Indicateur de résultat 4.3.2.** Les résultats de l'enquête ont indiqué que le **taux net de scolarisation**, indicateur le plus couramment utilisé pour évaluer l'avancée vers l'objectif 2 du Millénaire pour le développement, n'a pas atteint le ratio fixé.⁵⁸ Cet indicateur pose des problèmes pour la collecte des données, essentiellement à cause du manque de statistiques démographiques. L'enquête a eu néanmoins un résultat positif indirect en contribuant à l'amélioration de la tenue des dossiers et des rapports dans les communautés bénéficiant de l'aide du PAM: ainsi, l'absence de données démographiques sur les enfants en âge d'aller à l'école primaire a incité certains bureaux de pays à travailler avec des homologues pour améliorer la tenue des dossiers et suivre les programmes d'alimentation scolaire.

⁵⁷ "Supporting Girls' Education: a Study on the Impact of WFP Food for Education Programmes on School Enrolment", janvier 2005. Document interne du PAM.

⁵⁸ Ratio entre le nombre d'enfants scolarisés et le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire dans la région considérée.

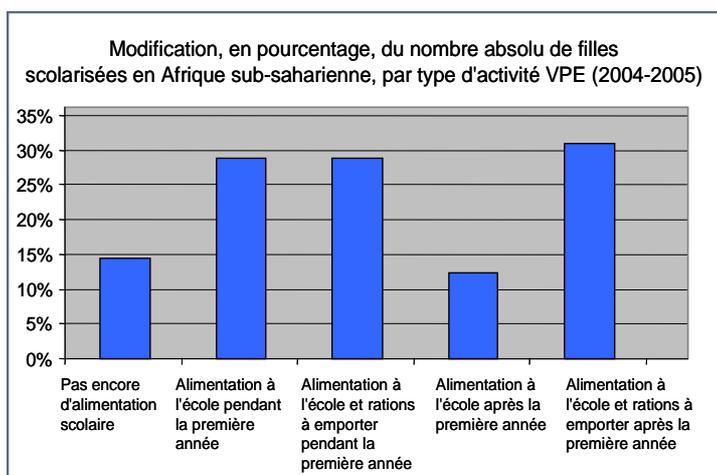
Tableau 20: PS 4 – Résultat à moyen terme

Indicateurs de résultats	Objectif	Réalisation
4.4 Assiduité		
4.5 Capacité accrue des filles et des garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM de se concentrer et d'apprendre.		
4.6 Réduction de l'inégalité entre les sexes dans les écoles appuyées par le PAM et dans la formation professionnelle.		
4.4.1 Taux d'assiduité: pourcentage de filles et de garçons qui vont en classe pendant l'année scolaire dans les écoles appuyées par le PAM.	80	94
4.5.1 Appréciation par les maîtres de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire (pourcentage).	90	94
4.6.1 Ratio entre filles et garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM.	1	0,85

123. **Indicateur de résultat 4.4.1.** Dans un échantillon de 15 pays bénéficiant de l'aide du PAM, qui ont fait l'objet d'une enquête en 2004–2005, les **taux d'assiduité** dans les écoles primaires étaient de 94 pour cent en moyenne, soit un pourcentage supérieur à l'objectif pour les filles et les garçons.

124. **Indicateur de résultat 4.5.1.** D'après les **appréciations données par les maîtres**, l'alimentation scolaire a apporté un soulagement important à la faim immédiate dans 94 pour cent des écoles appuyées par le PAM. Il est difficile de mesurer ce soulagement et son impact sur la capacité des élèves à se concentrer et sur leurs résultats scolaires. Les activités VPE sont conçues pour lutter contre la faim à court terme: des repas nourrissants sont distribués aux élèves au moment opportun de la journée scolaire; des indicateurs tels que la distribution en temps voulu des repas scolaires ou le pourcentage d'enfants qui se rendent à l'école l'estomac vide sont donc des indicateurs indirects de la faim à court terme dans la classe.

125. **Indicateur de résultat 4.6.1.** Le **ratio entre garçons et filles** dans les écoles primaires appuyées par le PAM de 15 pays qui ont fait l'objet d'une enquête en 2004–2005 a montré qu'il y avait 17 filles pour 20 garçons scolarisés. D'après les résultats d'une enquête menée dans 32 pays de l'Afrique



subsaharienne, dans les écoles où les programmes associent alimentation sur place et rations à emporter, l'augmentation du ratio de scolarisation entre garçons et filles atteignait le double de

- celle qui était enregistrée dans les écoles où seuls des programmes d'alimentation à l'école étaient menés —11 pour cent dans les écoles où les programmes combinés alimentation sur place et rations à emporter, contre 5 pour cent dans les écoles où il n'existait que l'alimentation sur place. L'augmentation n'était pas limitée à la première année des activités VPE: on a constaté que le ratio augmentait de 19 pour cent après la première année d'exécution des programmes combinés VPE, alors qu'aucune modification importante du ratio n'était constatée après la première année dans les écoles qui n'offraient qu'une alimentation sur place.
126. En **Sierra Leone**, le programme d'alimentation scolaire d'urgence a représenté une composante essentielle de la stratégie suivie par le Gouvernement depuis la fin du conflit civil en 2002 pour obtenir que les enfants reprennent l'école. En 2005, sur les 120 000 élèves ciblés dans trois districts de réinstallation, 98 796 bénéficiaient de ce programme; le taux mesuré de fréquentation scolaire était de 99 pour cent pour les garçons et de 98 pour cent pour les filles.
127. Dans le cadre de l'IPSR **Ouganda** 10121.0, les repas scolaires ont permis de réduire l'absentéisme, de soulager la faim immédiate et d'améliorer la concentration en classe. Le nombre absolu des enfants scolarisés dans la classe 5, comparé à celui de la classe 1 est passé de 57,5 pour cent à 60,8 pour cent.
128. Dans la **région des Grands Lacs africains**, les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire dans les écoles appuyées par le PAM se sont améliorés; les taux d'abandon ont baissé de 5,2 pour cent à 2,6 pour cent en 2005.
129. Le PAM a engagé ou poursuivi des entretiens pour consolider les **partenariats** afin d'encourager l'accès à l'éducation; ainsi, le PAM a renforcé son rôle dans le programme "Éducation pour tous".
130. Le PAM a continué de faciliter les alliances régionales pour promouvoir l'alimentation scolaire. En Afrique australe, par exemple, le PAM et l'UNICEF travaillent avec les gouvernements pour améliorer l'accès à l'éducation, en particulier à l'intention des autres enfants vulnérables.⁵⁹ Le projet régional du PAM "Programmes de renforcement des capacités à l'appui de la protection sociale reposant sur l'aide alimentaire" est destiné à renforcer la base de connaissances sur l'alimentation scolaire et à promouvoir, développer et améliorer les programmes d'alimentation scolaire dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, en partenariat avec le réseau latino-américain d'alimentation scolaire.
131. Le PAM a également commencé à mettre en application les normes minimales pour **l'éducation dans les situations d'urgence** en formant du personnel dans plusieurs régions. La formation sera développée en 2006 pour atteindre un plus grand nombre de bureaux de pays et d'homologues gouvernementaux.⁶⁰

⁵⁹ Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Madagascar, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

⁶⁰ Réseau interorganisations pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE). 2004. *Minimum Standards for Education in Emergencies, Chronic Crises and Early Reconstruction*. Disponible à l'adresse: <http://www.ineesite.org/standards/>.

Tableau 21: PS 4 – Résultat à court terme			
4.1	Aliments distribués aux élèves des écoles appuyées par le PAM.		
4.2	Aliments distribués aux familles pour les encourager à envoyer leurs enfants (filles ou garçons) à l'école.		
Indicateurs de résultats		Objectif (millions)	Réalisation
4.1.1	Nombre de filles et de garçons recevant des repas scolaires dans les écoles appuyées par le PAM:	21,4	20,3
	- Filles recevant des repas scolaires	10,1	9,5
	- Garçons recevant des repas scolaires	11,3	10,7
4.2.1	Nombre de filles ou de garçons recevant des rations à emporter:	3,6	3,8
	- Filles recevant des rations à emporter	2,6	2,8
	- Garçons recevant des rations à emporter	0,9	1

Tableau 22: PS 4 – PRINCIPALES ACTIVITÉS ET RESSOURCES ALLOUÉES				
Type d'activité	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Alimentation scolaire ⁶¹	507	91	304 800	94
Vivres au profit de la formation (VPF)	40	7	16 200	5
Autres	7	1	4 600	1
TOTAL	554	100	325 600	100

132. En 2005, les programmes VPE ont permis de distribuer des repas scolaires ou des rations à emporter à 21,7 millions d'enfants dans 74 pays, soit 31 pour cent de plus qu'en 2004, où le nombre de ces enfants était de 16,6 millions.⁶²

133. Le nombre d'enfants - garçons et filles – recevant des repas scolaires a été inférieur de 5 pour cent à l'objectif fixé pour 2005. Toutefois, le nombre de garçons et de filles qui ont reçu des repas scolaires en 2005 a augmenté de 32 pour cent, passant de 15,4 millions en 2004 à 20,3 millions en 2005. Le nombre d'enfants recevant des rations à emporter a dépassé l'objectif fixé pour 2005, de 8 pour cent pour les filles et de 11 pour cent pour les garçons; le nombre des garçons et des filles recevant des rations à emporter a augmenté de 41 pour cent, passant de 2,7 millions en 2004 à

⁶¹ À l'exclusion des crèches/jardins d'enfants; sous-total attribué exclusivement à la PS 3.

⁶² Le nombre total de bénéficiaires des activités VPE correspond au nombre des bénéficiaires de repas scolaires (20,3 millions) auquel est ajouté le nombre de bénéficiaires de rations à emporter (3,8 millions), diminué du nombre de bénéficiaires (2,4 millions) de repas scolaires et de rations à emporter.

3,8 millions en 2005; pour les filles, l'augmentation a été de 56 pour cent et, pour les garçons, elle a été de 11 pour cent.

134. Le PAM a renforcé le rôle de ses programmes d'alimentation scolaire en tant que plateforme pour d'autres interventions essentielles en matière de nutrition, de santé et d'hygiène —compléments de micronutriments, traitement antihelminthique, éducation en matière de prévention du VIH, eau et assainissement, utilisation de poêles améliorés, moins exigeants en combustibles, et jardins scolaires. Cet "ensemble essentiel" d'interventions, conçu en collaboration avec l'UNICEF, visait à améliorer l'état de santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire. Jusqu'ici, il a été adopté dans 41 des 74 pays dans lesquels le PAM met en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire.

PS 5 – Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire

Tableau 23: PS 5—Résultat à moyen terme		
5.3 Les gouvernements peuvent planifier et gérer des programmes d'aide alimentaire.		
Indicateurs de résultats	Objectif	Réalisation
5.3.1 Ratio entre les gouvernements des pays (où opère le PAM) qui ont la capacité d'assumer la responsabilité de la planification et de la gestion des programmes d'aide alimentaire, et ceux qui n'ont pas cette capacité. (Essai pilote.)	Pas d'objectif fixé.	n.d.
Résultats à court terme		
5.1 Capacité accrue des gouvernements nationaux d'identifier les besoins alimentaires, d'élaborer les stratégies et de mener à bien des programmes d'aide alimentaire.		
5.2 Resserrement du dialogue avec les gouvernements afin d'identifier les domaines dans lesquels pourront être fournies une assistance et une coopération technique.		
Indicateurs de résultats	Objectif	Réalisation
5.1.1 Nombre de pays ayant recours aux services techniques du PAM pour développer leur capacité d'identifier les besoins alimentaires, de formuler les stratégies et de mener à bien des programmes d'aide alimentaire. (Essai pilote.)	Pas d'objectif fixé.	n.d.
5.1.2 Nombre d'agents gouvernementaux (aux échelons local, régional et national) formés dans le cadre de programmes d'assistance technique du PAM. (Essai pilote.)	Pas d'objectif fixé.	n.d.
5.2.1 Nombre de nouveaux domaines convenus entre le PAM et les gouvernements en vue de la fourniture de services et d'une coopération technique. (Essai pilote.)	Pas d'objectif fixé.	n.d.

Objectifs

135. Le cadre directif établi dans le document "Renforcement des capacités nationales et régionales" (WFP/EB.3/2004/4-B) décrivait les moyens, pour le PAM, d'intégrer les activités de renforcement des capacités dans les programmes d'aide alimentaire. Il encourageait aussi le PAM à mettre en oeuvre des projets spécifiques de renforcement des capacités —ou des projets "autonomes"— financés au titre de contributions directes en espèces.
136. Conformément aux exigences de l'Organisation en matière d'établissement de rapports, ce n'est que pour les projets nationaux et régionaux ayant la PS 5 pour principal objectif qu'il est demandé de faire rapport sur le renforcement des capacités. En 2005, première année d'application du nouveau cadre directif, des projets régionaux autonomes de renforcement des capacités avaient été élaborés par le Bureau régional de Panama et le Bureau régional de Johannesburg, et on comptait cinq opérations nationales ayant la PS 5 pour principal objectif; 30 pays ont fait rapport sur les activités de renforcement des capacités intégrées à leurs programmes d'aide alimentaire.

137. Au total, 113 activités de renforcement des capacités ont fait l'objet d'un rapport en 2005. Huit pays —Afghanistan, Cambodge, Colombie, Éthiopie, Kenya, République populaire démocratique lao, Territoire palestinien occupé et Soudan— et la région de l'Afrique australe ont fait rapport sur l'indicateur de résultat de la PS 5 relatif à la formation. Parmi ces pays, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Soudan étaient ceux qui avaient les programmes de formation les plus importants, avec 84 pour cent d'homologues formés. D'autres résultats à court terme, en particulier des études et des travaux analytiques, ont fait l'objet de rapports par l'Indonésie et au titre des deux projets autonomes de renforcement des capacités.
138. En 2005, 23 000 agents de contrepartie des gouvernements et d'ONG, aux niveaux local, régional et national, ont bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités d'assistance technique du PAM. Des services techniques et des liens de coopération avec les gouvernements ont été établis dans 22 zones. Ces deux réalisations seront suivies au cours du prochain exercice biennal dans le cadre de l'analyse des résultats. En 2006, le PAM précisera ses normes de suivi et d'établissement de rapports pour les activités de renforcement des capacités, compte tenu des travaux que le Groupe des Nations Unies pour le développement consacre actuellement à une approche harmonisée du renforcement des capacités par les équipes de pays des Nations Unies.

Faits saillants

139. Le projet régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a abouti à deux réalisations importantes: les études sur le coût de la faim et l'*Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire*. En partenariat avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le PAM a achevé ses essais de modèle et de méthode économiques pour les études sur le coût de la faim. L'*Étude sur le coût de la faim en Amérique centrale* est en cours d'élaboration. La méthode suivie pour établir l'*Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire* a été mise au point avec l'Université Tufts et mise à l'essai en République dominicaine. En novembre 2005, une consultation technique a été organisée à Saint-Domingue pour présenter les premiers résultats aux gouvernements, aux représentants des Nations Unies et aux autres parties prenantes. L'élargissement de ces études et d'autres activités à d'autres pays a été retardé faute de fonds.
140. La première année de mise en oeuvre du projet pour l'Afrique australe s'est achevée en 2005. Une importante constatation est que le processus de renforcement des capacités et de prise en main locale est aussi important que les réalisations spécifiques: ainsi, la pleine participation et l'accord de multiples partenaires de la Communauté de développement de l'Afrique australe ont été plus longs à obtenir que prévu, mais ont abouti à un engagement au niveau ministériel et à l'adoption d'un programme quinquennal sur le renforcement de "l'évaluation et de l'analyse de la vulnérabilité dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe".

141. En Éthiopie, le PAM, se fondant sur son expérience de l'appui aux équipes de planification locales à assise communautaire, met en oeuvre une stratégie communautaire et multisectorielle de renforcement des capacités. Les communautés prennent la direction de la gestion de leurs ressources naturelles et apportent aussi un enseignement sur cette gestion aux écoles dans le cadre des activités VPE. De même, le PAM apporte un appui à ceux qui facilitent les échanges avec les communautés afin de travailler avec des équipes communautaires pour sensibiliser davantage au VIH/sida et promouvoir l'application de mesures de prévention.
142. En Indonésie, le PAM a travaillé en collaboration avec le PNUD, l'UNESCO et l'OMS pour renforcer les capacités des fonctionnaires des administrations centrales, provinciales et de district en matière de gestion des situations d'urgence et de planification d'urgence. Une étude conjointe PAM/Gouvernement indonésien sur la préparation aux catastrophes a aussi été entreprise dans la province de Sumatra-Ouest.
143. Au Nigéria, le partenariat du PAM avec le Gouvernement a été renforcé par la visite du Président nigérian à l'occasion de la session annuelle du Conseil en 2005. En 2005, ce partenariat a été marqué par:
- l'apport d'un appui technique à la planification d'urgence et à la planification préalable en collaboration avec l'Agence nigériane de gestion des situations d'urgence, et l'organisation d'activités de formation à l'intention des parties prenantes nationales de 30 États;
 - une étude de marché pour identifier les fournisseurs privés de produits alimentaires en mesure d'exporter des produits vers les pays de la région; et
 - l'apport d'un appui technique à la planification et à la conception d'un programme national pilote d'alimentation scolaire, qui a été lancé en septembre 2005.

RECETTES ET DÉPENSES

144. Les contributions aux guichets de financement du PAM sont destinées aux catégories d'activités. Elles sont classées comme multilatérales, multilatérales à emploi spécifique ou bilatérales en fonction du degré de spécificité de l'emploi et des conditions imposées par le donateur. En 2005, le montant total des contributions s'est élevé à 2,70 milliards de dollars, dont 2,49 milliards étaient des contributions multilatérales à emploi spécifique.
145. Environ 10 pour cent des contributions sont passées par le guichet de financement multilatéral. Seulement 3,3 pour cent des contributions étaient non liées, en espèces et multilatérales. Le tableau 24 permet de comparer, par guichet de financement, les contributions destinées à financer les produits alimentaires et les coûts associés.

Tableau 24: TOTAL DES CONTRIBUTIONS VERSÉES AU PAM EN 2005 PAR GUICHET DE FINANCEMENT (millions de dollars)				
Contributions aux produits alimentaires et coûts associés		Multilatérale s	Multilatérales à emploi spécifique	Total
Liées ^{*63}	En nature**	4	1 168	1 172
	Espèces**	43	182	225
En partie liées ^{*64}	Espèces**	132	396	528
Non liées ^{*65}	Espèces**	90	447	537
Opérations spéciales (y compris contributions en nature)		3	259	262
Accords de coopération pour des dispositifs de réserve et autres services en nature		2	4	6
Fonds fiduciaires		3	24	27
Administrateurs auxiliaires		-	7	7
Contribution de contrepartie en espèces des gouvernements		2	-	2
TOTAL		279	2 487	2 766

* Organisation de coopération et de développement économiques, 1987. Lignes directrices du Comité d'aide au développement relatives au financement mixte et à l'aide publique au développement liée et partiellement déliée. Paris, OCDE

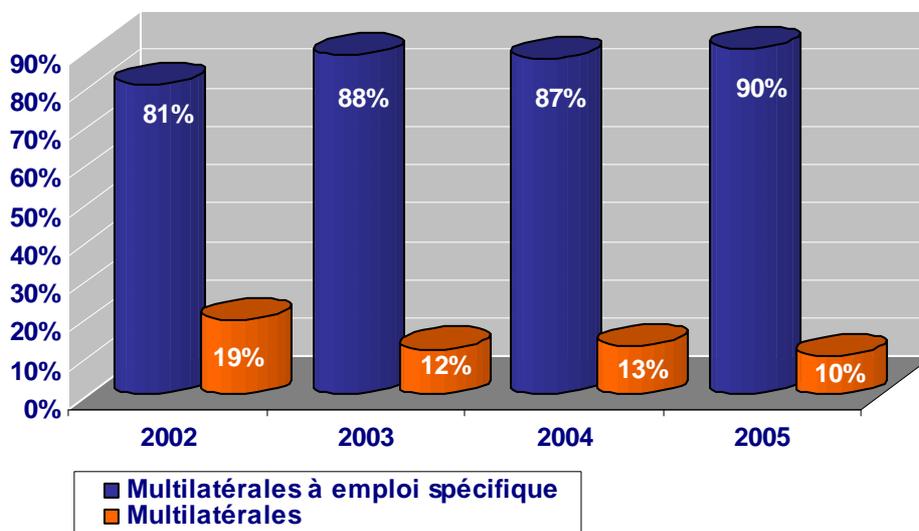
** Y compris les coûts associés.

⁶³ Par **aide publique au développement non liée**, on entend, aux fins des présentes Lignes directrices, les prêts ou les dons qui peuvent librement et intégralement servir à financer la passation de marchés dans la quasi-totalité des pays en développement et dans les pays de l'OCDE. Les ressources fournies pour financer les dépenses locales du bénéficiaire sont aussi non liées par définition.

⁶⁴ Par **aide publique au développement partiellement liée**, on entend les prêts ou les dons qui sont effectivement assujettis à la passation de marchés de biens et services dans le pays donateur et dans un nombre limité d'autres pays, dont la quasi-totalité des pays en développement.

⁶⁵ Par **aide publique au développement liée**, on entend les prêts ou les dons qui sont effectivement liés à la passation de marchés de biens et de services dans le pays donateur ou qui sont assujettis à des modalités d'achat impliquant une limitation de la liste des pays agréés comme fournisseurs autre que celle définie plus haut pour l'aide partiellement liée.

**CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES ET CONTRIBUTIONS
MULTILATÉRALES À EMPLOI SPÉCIFIQUE**



Guichet de financement	2002	2003	2004	2005
Multilatérales à emploi spécifique	1458	2270	1927	2487
Multilatérales	351	303	278	279
TOTAL (millions de dollars)	1 809	2 573	2 205	2 766

146. Le montant total des recettes pour l'exercice biennal 2004–2005 s'est chiffré à 6,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,5 milliard, ou 8,7 pour cent, par rapport à l'exercice précédent.

147. Le montant total des recettes pour 2005 a été plus faible qu'en 2004 et en 2003 et inférieur de 133 millions de dollars au montant total des dépenses en 2005. Le déficit a été financé par un report de 267 millions de dollars, ce qui a laissé un excédent de 134 millions de dollars

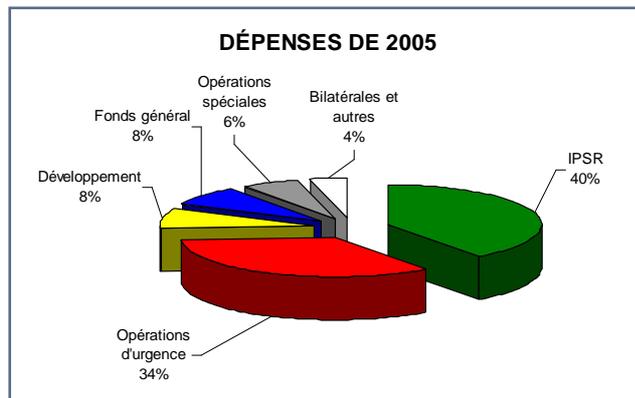
TABLEAU 25: RECETTES ET DÉPENSES
(en millions de dollars)

	EXERCICE BIENNAL 2002–2003	2004	2005	EXERCICE BIENNAL 2004–2005
RECETTES TOTALES	5 804	3 340	2 971	6 311
DÉPENSES TOTALES	5 082	3 073 ⁶⁶	3 104	6 177
SOLDE	722	267	(133)	134

⁶⁶ Y compris 788 millions de dollars affectés à l'opération bilatérale en Iraq.

pour l'exercice biennal. Le tableau 25 permet de comparer les recettes totales et les dépenses totales pour 2004-2005.

148. Le **montant total des dépenses de l'exercice biennal** a atteint 6,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1 milliard, soit 21,6 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Ce montant pour 2005 a dépassé celui des années 2004 et 2003 si l'on exclut les dépenses bilatérales en Iraq.



149. Les **dépenses par catégorie d'activités** ont dépassé les montants prévus, sauf pour les dépenses au titre de la catégorie des activités de développement, dont le montant est resté légèrement inférieur à l'estimation. Le tableau 26 permet de comparer les estimations initiales et les estimations révisées des dépenses prévues par catégorie d'activités.

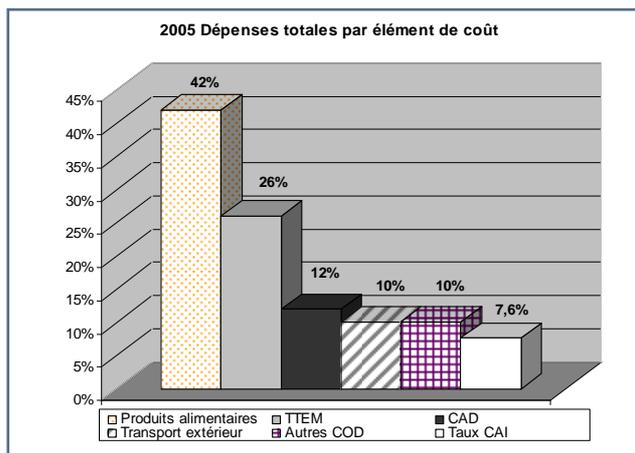
TABLEAU 26: DÉPENSES PAR CATÉGORIE D'ACTIVITÉS⁶⁷ (en millions de dollars)

CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	2005 DÉPENSES PRÉVUES	2005 DÉPENSES EFFECTIVES	% DU TOTAL DES DÉPENSES
Projets de développement	277	259	8
Opérations d'urgence	398	1 046	34
IPSR	1 190	1 237	40
Opérations spéciales	11	197	6
bilatérales/ Autres	49	109	4
Fonds général	209	256	8
TOTAL	2 134	3 104	100

150. Les dépenses totales au titre des IPSR ont beaucoup augmenté en 2005 pour atteindre un niveau proche des dépenses consacrées aux opérations d'urgence. Les dépenses de développement ont atteint 259 millions de dollars, montant analogue à ceux de 2002-2004, soit l'équivalent de 8 pour cent des dépenses. L'annexe V fournit des informations détaillées sur l'utilisation des ressources par catégorie d'activités et région pour 2002-2005.

⁶⁷ Y compris les CAD et les CAI pour les catégories d'activités, mais à l'exclusion des fonds d'immobilisations et de renforcement des capacités.

151. **Total des dépenses directes par élément de coût.** Le coût total des produits alimentaires a représenté 42 pour cent du total des dépenses⁶⁸, soit 1,2 milliard de dollars de produits, soit donnés en nature, soit achetés, ce qui dépasse de 40 pour cent les estimations prévues.



152. Les achats de produits alimentaires ont représenté un total de 716,1 millions de dollars, contre 1 milliard 97 millions en 2004, soit un recul d'environ 35 pour cent.

153. Les augmentations considérables des coûts, en particulier des coûts TTEM – 41 pour cent en 2004 – sont dues à plusieurs facteurs: coûts élevés de la livraison dans des situations complexes, variabilité des coûts liée au type de projet et à l'évolution des besoins, affaiblissement du dollar des États-Unis, fluctuations des taux de change et augmentation des cours des carburants. Les estimations ont été dépassées de 75 pour cent, ce qui constitue un facteur important dans les budgets opérationnels des bureaux de pays. Les coûts TTEM ont représenté 26 pour cent du total.

Tableau 27: TOTAL DES DÉPENSES PAR ÉLÉMENT DE COÛT

ÉLÉMENT DE COÛT	2005 DÉPENSES PRÉVUES	2005 DÉPENSES EFFECTIVES	% DU TOTAL
PRODUITS ALIMENTAIRES	875	1 227	42
TTEM	428	748	26
CAD	231	342	12
TRANSPORT EXTÉRIEUR	321	287	10
AUTRES COD	70	288	10
TOTAL DES DÉPENSES DIRECTES DU PROGRAMME	1 925	2 892	100

Tableau 28: COÛTS D'APPUI INDIRECTS (millions de dollars)

	2005 COÛTS PRÉVUS	2005 COÛTS EFFECTIFS	% DU TOTAL
AAP ORDINAIRE	163	164	63
ÉCART DE CHANGE AAP	21	48	18
FONDS IMMOBILISATIONS ET RENFORCEMENT CAPACITÉS	25	24	19
Total des coûts indirects	209	236	100

154. Les autres coûts opérationnels directs ont dépassé de 310 pour cent les estimations, et plus que doublé par rapport à 2004. L'augmentation régulière de ces coûts depuis les quatre dernières années résulte essentiellement des dépenses considérables consacrées à un certain

⁶⁸ Le total des dépenses directes ne comprend pas les CAI. Ces coûts figurent dans le graphique "Dépenses totales par élément de coût en 2005", mais sont exclus du pourcentage total.

nombre d'IPSR à forte composante redressement et à l'accroissement des activités de renforcement des capacités, conformément à la PS5.

155. Les dépenses au titre des CAD se sont accrues en grande partie à cause du plus grand nombre d'opérations spéciales, de l'augmentation des coûts de sécurité, de la mise à niveau du système WINGS, du renforcement de la gestion financière et de la hausse des dépenses liées au personnel due à la faiblesse du dollar des États-Unis.

Tableau 29: DÉPENSES AAP (MILLIONS DE DOLLARS)

	2005 DÉPENSES PRÉVUES	2005 DÉPENSES EFFECTIVES	% DU TOTAL
APPUI AUX PROGRAMMES:			
Bureaux régionaux	28	25	15
Bureaux de pays	27	31	19
Siège	15	16	10
GESTION ADMINISTRATION	92	92	56
Total des dépenses AAP	164	164	100

156. L'augmentation des dépenses AAP est essentiellement attribuable à l'écart des dépenses de personnel dû à l'affaiblissement du dollar par rapport à l'euro.

RÉSULTATS PAR PRIORITÉ DE GESTION

157. Pour l'exercice biennal 2004–2005, on a pu identifier neuf priorités de gestion en vue de renforcer l'efficacité opérationnelle et de remédier aux faiblesses dans ce domaine. Trente-quatre indicateurs de résultat et valeurs cibles sont définis dans le Recueil des indicateurs de résultats accompagnant le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005. Vingt-cinq ont donné lieu à des rapports en 2005, les autres étant encore en cours d'élaboration ou n'ayant fait l'objet d'aucune mesure. Certaines modifications apparaissant dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007 sont notées. Un bref résumé des mesures qui ont renforcé les mécanismes de gestion de base a été établi pour chaque priorité de gestion.

Tableau 30: INDICATEURS RAPPORTÉS AUX PRIORITÉS DE GESTION					
	Établi pour l'exercice biennal	Ayant fait l'objet d'un rapport en 2004	Ayant fait l'objet d'un rapport en 2005	Cible atteinte/dépassée 2004	Cible atteinte/dépassée 2005⁶⁹
PG1	3	3	3	2	2
PG2	3	2	1	0	0
PG3	3	3	3	2	2
PG4	3	2	1	1	1
PG5	11	9	9	4	5
PG6	2	0	0	0	0
PG7	4	4	4	2	2
PG8	3	2	2	2	2
PG9	2	2	2	0	1
TOTAL	34	27	25	13	15

⁶⁹ Pour 2004 et 2005, les totaux présentent les résultats atteints au regard des cibles; les indicateurs montrant des résultats sans que des cibles aient été établies sont exclus.

Priorité de gestion 1 – Renforcement des partenariats

Tableau 31: PG 1.1 Renforcement des partenariats aux échelons mondial, régional et national avec les organisations des Nations Unies, les ONG et d'autres partenaires	Objectif	Réalisation
1.1.1 Pourcentage de programmes et de projets conçus conjointement avec des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des partenaires coopérants	43	24
1.1.2 Pourcentage de projets du PAM exécutés en collaboration avec les Nations Unies, des organisations internationales et des ONG pour la fourniture d'intrants et de services mutuellement complémentaires. ⁷⁰	38	77
1.1.3 Pourcentage des évaluations de besoins effectuées avec des partenaires. ⁷¹	60	90
Se référer à l'indicateur de priorité de gestion 5.1.6 pour des précisions.		

158. **Indicateur 1.1.1.** Le résultat a été en deçà de la valeur cible fixée à 44 pour cent, ce qui montre bien les difficultés que présente la conception de programmes et de projets conjointement avec des organismes des Nations Unies, d'autres organisations internationales et des partenaires coopérants. Le nombre de projets conçus conjointement a diminué entre 2004 et 2005; en revanche, les programmes et projets conçus conjointement avec des ONG est passé de 13 pour cent en 2004 à 17 pour cent en 2005. Il pourra être nécessaire de réviser cet indicateur pour assurer la fiabilité des données.

159. **Indicateur 1.1.2.** Cet indicateur a été modifié conformément à la demande formulée par le Conseil à sa deuxième session ordinaire en 2005 afin que soient mesurés les intrants complémentaires fournis aux partenaires et reçus d'eux. L'indicateur montre une forte tendance à la hausse du pourcentage de projets auxquels les Nations Unies et d'autres partenaires ont collaboré en fournissant des intrants et des services complémentaires.

⁷⁰ Des informations quantitatives ont été saisies par Dacota.

⁷¹ Cet indicateur a été retiré du Plan de gestion (2006–2007).

Faits marquants

160. Des partenariats ont été recensés pour 230 projets, soit une augmentation de 6 pour cent par rapport à 2004.⁷² L'UNICEF est resté le principal partenaire du PAM, avec 140 projets dans 68 pays, couvrant essentiellement la santé, la nutrition et l'alimentation scolaire. Les deux organisations ont effectué des évaluations conjointes de 41 projets. Le mémorandum d'accord avec l'UNICEF a été révisé en juillet 2005, afin de souligner l'importance des évaluations pour le ciblage de l'aide aux populations dans le besoin et la nécessité de préciser les responsabilités dans les évaluations de la sécurité alimentaire et les bilans nutritionnels.

Encadré 9: Conversion de créances/Initiative accélérée. Sur la base d'une proposition du PAM, le Ministère mauritanien des affaires économiques et du développement et le Ministère de l'éducation sont convenus de dégager 1,2 million de dollars pour étendre la couverture de l'alimentation scolaire appuyée par le programme de pays. Cette initiative a été rendue possible par des fonds dégagés de manière accélérée par la Banque mondiale et l'Agence française pour le développement qui ont permis l'achat de produits et le financement des transports extérieurs, le TTEM, d'autres COD et des CAD. L'initiative a permis au PAM d'intégrer 43 000 enfants du primaire dans son programme d'alimentation scolaire.

161. Le mémorandum d'accord soulignait aussi la nécessité de s'attaquer au problème de la faim des enfants et faisait référence au travail mené conjointement par l'UNICEF, le PAM et d'autres partenaires dans le cadre d'une initiative interorganisations d'envergure mondiale visant à mettre un terme à la faim et à la malnutrition des enfants. Une note, préparée en collaboration avec l'UNICEF et la Banque mondiale, a été présentée au Conseil en novembre 2005. Avec l'appui d'experts extérieurs, les deux organisations ont travaillé avec des institutions financières internationales et d'autres partenaires à l'établissement d'un plan d'action commun.

162. La FAO vient en seconde position pour la fréquence des partenariats coopérant à 87 projets dans 53 pays; c'est dans l'agriculture que la coopération a été la plus forte. Les deux organisations ont effectué ensemble 41 évaluations des besoins. L'OMS et le PAM ont collaboré à 71 projets dans 42 pays pour ce qui concerne principalement la santé, la nutrition et le VIH/sida. La collaboration entre l'OMS et le PAM s'est renforcée au cours de l'année: le nombre de partenariats a augmenté de 61 pour cent depuis 2004.

163. Le HCR et le PAM ont poursuivi leur collaboration en 2005 en vue d'assurer la distribution de rations alimentaires complètes à 2,1 millions de réfugiés, 8,3 millions de personnes déplacées et 1,3 million de rapatriés dans 43 pays. Ils ont coopéré à 54 projets dans 37 pays, ce qui représente une légère augmentation par rapport à 2004. Les deux organisations ont collaboré à l'évaluation des besoins et à la conception de réseaux de distribution répondant mieux aux préoccupations des

⁷² Des projets sont envisagés au niveau le plus bas: le niveau des activités pour les programmes de pays et le niveau des pays pour les projets régionaux. Les opérations spéciales au niveau régional et au niveau des pays sont exclues. Le nombre total de projets, opérations spéciales comprises, est de 306. Il faut noter que le nombre de projets utilisés en référence pour les pourcentages de l'indicateur de résultat dans le Rapport annuel sur les résultats de 2004 incluait les opérations spéciales.

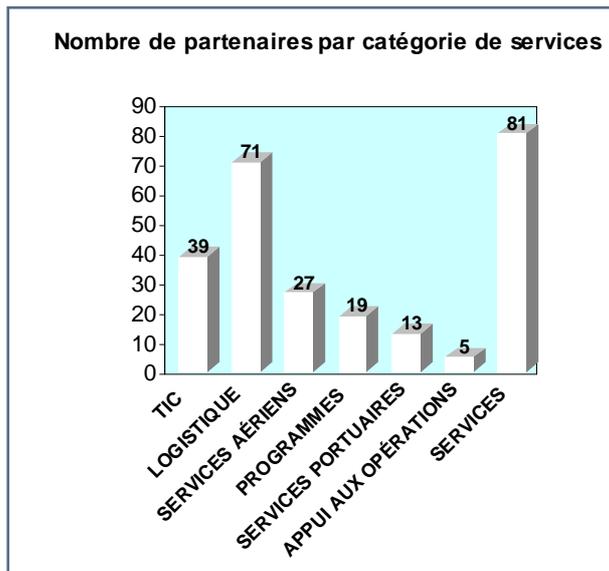
femmes. Les écoles, les programmes de formation des adultes et les activités génératrices de revenus ont bénéficié d'une attention spéciale en étant appuyés par une aide alimentaire, le but étant de réduire la dépendance des réfugiés à l'égard de l'aide internationale.

164. Les deux organisations sont convenues en 2003 que le PAM assumerait, sur une base pilote, la responsabilité des distributions alimentaires au Kenya, au Pakistan, en Sierra Leone, en Ouganda et en Zambie. Les évaluations conjointes des distributions pilotes effectuées en 2005 ont conclu que les coûts avaient pu être maîtrisés dans la gestion des points de livraison avancés, des transports secondaires et des distributions finales. Selon les pays, le coût combiné des transports secondaires et des distributions alimentaires finales est resté constant ou a diminué sous l'effet de l'amélioration des systèmes de distribution.
165. En 2005, le PAM a collaboré dans 73 pays avec 2 270 ONG, dont 260 étaient internationales et 2 010 locales ou implantées dans la communauté. Sur les 262 projets opérationnels, 204 – 78 pour cent – prévoyaient des partenariats avec des ONG, proportion légèrement supérieure aux 74 pour cent notés en 2004. Le plus souvent, les ONG participaient aux distributions alimentaires générales (605 ONG) et aux activités en rapport avec le VIH/sida (497 ONG). Les projets dans lesquels les ONG fournissaient des intrants et des services complémentaires ont régressé de 38 pour cent en 2004 à 35 pour cent en 2005.

Appui aux services communs

166. **Les Services aériens d'aide humanitaire du PAM et ceux des Nations Unies** ont assuré un appui aérien aux opérations du PAM et à la communauté humanitaire en affrétant des avions et des hélicoptères. Le PAM a effectué 89 850 heures de vol, exploité 90 avions en moyenne et transporté 154 210 tonnes d'aliments et de produits non alimentaires, ainsi que 368 000 passagers (travailleurs humanitaires et représentants des donateurs et des gouvernements).
167. **Le Centre logistique commun des Nations Unies** a déployé 96 membres du personnel international sur les lieux du tsunami de l'Océan Indien et du tremblement de terre d'Asie méridionale, ainsi que d'une urgence complexe dans la République démocratique du Congo, tout en maintenant des opérations d'envergure au Soudan. Dans les opérations qui ont suivi le tsunami, le Centre a joué un rôle important dans la coordination des services civils/militaires, en particulier des forces militaires au Banda Aceh, et a pris en charge les douanes, le système d'information géographique (GIS) et l'évaluation de l'infrastructure. Au Pakistan, il a aidé à établir une cellule de coordination du fret, pour donner la priorité aux moyens de transport et à une base de données permettant de suivre les articles non alimentaires.
168. **Le service responsable des entrepôts destinés aux interventions humanitaires des Nations Unies** a créé des dépôts régionaux d'articles d'urgence pour renforcer les moyens d'intervention dans les cas d'urgence et maîtriser les coûts. À la fin de 2005, le PAM a fait appel à quatre dépôts régionaux: celui situé au Cambodge; le Réseau d'intervention d'urgence pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Panama; l'entrepôt de Dubaï qui offre des services TIC; et celui situé en Italie.

169. Les partenaires de réserve ont fourni du personnel et de l'équipement pour les services communs – Centre de logistique, services aériens, télécommunications interorganisations à des fins de sécurité– pour compléter le savoir-faire du PAM et accélérer le temps de réaction. La Swedish Rescue Services Agency a déployé le plus grand nombre de personnel – 43, dont 18 pour les TIC, 16 dans les services et 9 à la logistique. La Direction norvégienne de la protection civile et de la planification d'urgence a déployé 37 personnes,



ce qui la met au second rang pour l'effectif déployé par un partenaire de réserve. Les effectifs les plus importants ont été déployés dans les services chargés des opérations des camps de base et dans les services aériens, suivis de la logistique.⁷³

⁷³ Les catégories incluent: logistiques TIC, services aériens, programmes, services portuaires, appui aux opérations et modules de service, qui associent personnel de réserve et équipement d'appui pour une tâche spécifique; d'une manière générale, les modules de service sont liés à des secteurs du transport aérien et/ou de surface et aux opérations des camps de base.

Priorité de gestion 2 – Gestion des ressources humaines

Tableau 32: PG 2.1 Le personnel considère le PAM comme son employeur de prédilection.	Objectif	Réalisation
2.1.1 Niveau moyen de satisfaction du personnel. L'enquête mondiale auprès du personnel du PAM est effectuée tous les deux ans	64	n.d. ⁷⁴

170. **Indicateur 2.1.1.** En 2004, la première enquête auprès du personnel du PAM a montré un taux de satisfaction du personnel de 64 pour cent, qui sert de référence pour le suivi. La prochaine enquête ayant lieu en avril 2006; il n'y a pas de données ni de notations pour 2005. Le PAM prépare actuellement sa seconde Enquête mondiale en tirant parti des enseignements retirés de 2004, et utilisera le questionnaire amélioré de 2006 pour établir de nouveaux indicateurs qui seront suivis dans les futures enquêtes.
171. L'enquête auprès du personnel a débouché sur un certain nombre de recommandations. Des équipes ont été constituées pour étudier les domaines d'action prioritaires: perfectionnement du personnel, coordination de la formation, évaluation professionnelle et prévention du harcèlement/ou des abus d'autorité. Les recommandations des équipes continuent d'être appliquées, amenant par exemple les directeurs des bureaux de pays et les responsables de service au siège à établir des plans d'action; 75 pour cent l'avaient fait à la fin de 2005 et avaient fait appel au personnel pour établir des mesures de suivi.
172. La difficulté et la localisation des opérations du PAM peuvent être cause de stress. En 2005, le nombre de conseillers du personnel est passé de quatre à cinq; 100 nouveaux volontaires sont venus compléter le réseau existant d'appui entre collègues. Des conseillers ont organisé 172 sessions d'aide au personnel traumatisé en 2005, au lieu de 124 en 2004.
173. À l'échelle mondiale, le taux de renouvellement du personnel international du cadre organique a été de 5,3 pour cent en 2005, soit une augmentation de 3,5 pour cent par rapport à 2004. Dans la perspective des compressions budgétaires attendues, le PAM a offert une enveloppe de séparation à l'amiable en 2005. Au cours des trois dernières années, les démissions ont été la principale cause de départ, avec une moyenne de 27,6 pour cent pour le personnel du cadre organique international, de 9,4 pour cent pour les administrateurs auxiliaires et de 22,7 pour cent pour le personnel des services généraux.

⁷⁴ Non disponible.

Tableau 33: PG 2.2 Le personnel possède des compétences qui répondent à la diversité des besoins du PAM.	Objectif	Réalisation
2.2.1 Pourcentage des compétences exigées par le PAM qui sont effectivement déployées (par type de compétence).	Pas de cible fixée.	Non disponible

174. **Indicateur 2.2.1.** Pour évaluer les compétences, ADH a conçu un questionnaire d'évaluation à 360 degrés (par des supérieurs, des pairs et des subordonnés) en cinq langues pour le personnel de P1 à D2.⁷⁵ Un exercice pilote est prévu pour 2006; l'instrument continuera d'être déployé en 2007.

175. Le développement d'une culture de gestion des compétences a continué d'être prioritaire en 2005. L'achèvement de PACE constitue un bon indicateur de la nécessité d'une telle culture: les taux de conformité pour la phase I (planification) et la phase II (mi-année) étaient de 68 pour cent au siège et de 69 pour cent sur le terrain. La collecte des données a posé des problèmes parce qu'il n'y avait pas de système de rapport automatisé permettant de suivre les taux d'achèvement. Les taux de conformité pour la fin de l'année 2005 ne sont pas encore disponibles du fait que des améliorations techniques sont actuellement apportées à l'établissement des rapports sur l'achèvement de PACE.

176. Le PAM a maintenu sa participation au Centre de développement de la gestion qui a son siège à Rome. Un projet pilote d'enseignement professionnel a été introduit en 2005. Une formation complémentaire centrée sur le renforcement de la compétence gestionnaire a inclus un cours sur l'art de la négociation organisé par la FAO, une formation en excellence stratégique et opérationnelle organisée par TNT à l'intention des administrateurs et une formation aux interventions d'urgence.

Tableau 34: PG 2.3 Amélioration de la représentation au PAM des femmes et des ressortissants de pays en développement.	Objectif	Réalisation
2.3.1 Pourcentage de membres du personnel par sexe et par distribution géographique:		
- femmes	50	40
- distribution géographique des ressortissants de pays en développement	40	40

177. **Indicateur 2.3.1.** La proportion de femmes dans le personnel international du cadre organique et des catégories supérieures est restée en deçà de l'objectif, bien que le nombre de femmes dans le cadre organique soit passé de 459 en 2004 à 496 en 2005; l'augmentation en pourcentage (de 39,8 pour cent à 40,2 pour cent) est la plus forte qui ait été enregistrée depuis 2002. Le PAM a continué de s'efforcer de recruter du personnel plus représentatif de la distribution géographique des pays en développement et d'améliorer les dispositions relatives au personnel national. La cible fixée pour le personnel du cadre organique international ressortissant de pays en développement a été atteinte moyennant une petite augmentation réalisée entre 2004 et 2005.

⁷⁵ Ces catégories incluent des fonctionnaires nationaux, des administrateurs auxiliaires et des stagiaires.

Faits marquants

178. Le Projet relatif au personnel national devait assumer le contrôle administratif du personnel recruté localement par le PNUD et examiner la possibilité de le faire bénéficier du même régime juridique que le personnel recruté sur une base internationale. L'analyse des données provenant des bureaux de pays et des bureaux régionaux a permis d'identifier environ 1 800 titulaires de contrats de service et de contrats de louage de services travaillant pour le PAM depuis cinq ans ou plus: les membres du personnel remplissant ces critères se verront attribuer des contrats de durée déterminée. Le PAM attend les résultats de la phase pilote du Bureau conjoint des Nations Unies et de l'analyse des états de paie de WINGS pour prendre une décision finale.
179. L'assurance médicale a été étendue aux personnes à la charge du personnel recruté sur une base locale titulaire de contrats de service ou de contrats de louage de services.
180. À la fin de 2005, dans le cadre du programme de lutte contre le VIH/sida sur les lieux de travail, lancé en 2004, il a été organisé une session obligatoire de sensibilisation à la maladie, dont ont bénéficié 75 pour cent des membres du personnel.

Priorité de gestion 3 – Gestion axée sur les résultats

Tableau 35: PG 3.1 La capacité de gestion axée sur les résultats qui permet au PAM et à son personnel de concevoir gestion et rapports dans l'optique des résultats est renforcée.	Objectif	Réalisation
3.1.1 Pourcentage de nouveaux documents de projet soumis au Comité d'examen des programmes du PAM pour approbation qui appliquent effectivement la gestion axée sur les résultats. ⁷⁶	80	93
3.1.2 Pourcentage de rapports normalisés sur les projets ayant reçu une appréciation satisfaisante pour leur notation des résultats à moyen terme.	50	93
3.1.3 Pourcentage de bureaux de pays, de bureaux régionaux et de services du siège exécutant des plans de travail et effectuant des évaluations des résultats conformément aux directives de la gestion axée sur les résultats:		
- Plan de travail	100	95
- Examen des résultats obtenus en milieu d'année	100	59
- Examen des résultats obtenus en fin d'année	100	72

181. **Indicateur 3.1.1.** Les documents sur les projets du PAM accusent une tendance à la hausse qui est conforme aux normes de la gestion axée sur les résultats; la cible a été dépassée de 13 pour cent. Le PAM a poursuivi l'adoption de principes de gestion axée sur les résultats ainsi qu'il ressort de l'indicateur 3.1.1, qui permet de connaître la mesure dans laquelle les principes en question sont appliqués au stade de la conception des projets, de l'intégration d'un cadre logistique et d'un plan de S&E.

182. Le rapport d'activité pour 2005 a soulevé le problème de la capacité des bureaux de pays à entreprendre des enquêtes de référence à l'appui de nouveaux projets et de nouvelles opérations: 37 pour cent des réponses indiquaient que des données de référence accompagnaient les projets approuvés et étaient financées sur le budget des projets. Les résultats de l'enquête montrent que le financement intervient pour une part importante dans la décision de mener une enquête. Il ressort des recherches effectuées par OEDP qu'en 2005 des données de référence avaient été réunies pour 22 des 54 projets approuvés.⁷⁷ Sur 33 enquêtes conduites en 2004, 6 enquêtes de suivi portaient sur des projets approuvés au cours de l'année. Le manque de références à jour peut gêner la mesure des résultats, à moyen terme notamment, pour 2006 et au-delà. En 2006, le PAM affinera sa stratégie en tenant compte des projets pour lesquels des données de référence sont nécessaires et de la fréquence des études de suivi.

⁷⁶ Pour les indicateurs de résultats 3.1.1 et 3.1.2, les projets considérés appartiennent aux catégories opérations d'urgence, interventions prolongées de secours et de redressement, programmes de pays, projets de développement ou opérations spéciales.

⁷⁷ Les documents sur les projets n'incluent pas d'opération spéciale.

183. **Indicateur 3.1.2.** Une analyse effectuée en 2005 a montré l'amélioration continue du pourcentage de rapports normalisés satisfaisant les normes de qualité de la gestion axée sur les résultats. Les résultats étaient très encourageants: 93 pour cent des rapports satisfaisaient les critères, ce qui représentait une amélioration de 3 pour cent par rapport à 2004. Grâce aux efforts des bureaux de pays, des bureaux régionaux et du siège appuyés par des systèmes et des instruments appropriés, les 270 rapports ont été soumis

dans les délais voulus en 2005. La mesure des résultats à moyen terme et l'identification des sources de données pourraient encore être améliorées.

Tableau 36: Conformité aux normes de qualité de la gestion axée sur les résultats	%
Les résultats attendus au plan des objectifs opérationnels correspondent à ceux qui figurent dans le document du projet	100
Les événements qui ont pesé sur les résultats attendus sont décrits clairement	100
Des indicateurs pertinents de résultats à court terme sont recensés	99
Des explications sont fournies pour les résultats supérieurs ou inférieurs aux attentes	96
Des indicateurs pertinents de résultats à moyen terme sont recensés totalement ou partiellement	82
Les sources des données sont indiquées	82

184. **Indicateur 3.1.3.** Cet indicateur a été établi pour évaluer dans quelle mesure la gestion du PAM est axée sur les résultats. Les cibles n'ont pas été atteintes en ce qui concerne le pourcentage de bureaux de pays, de bureaux régionaux et de services du Siège qui exécutent des plans de travail et des analyses des résultats en se conformant aux directives de la gestion axée sur les résultats. Des progrès ont néanmoins été accomplis et davantage de plans de travail ont été achevés en 2005 qu'en 2004. Les évaluations ont été conduites de manière plus homogène au siège que dans les bureaux régionaux et les bureaux de pays.

185. On s'est efforcé d'intégrer la planification des activités à la planification stratégique dans le Plan de gestion pour 2006–2007. Les bureaux de pays, les bureaux régionaux et les services du Siège ont établi des plans pour deux ans alignant les résultats à court terme et les activités sur les objectifs du PAM en matière de stratégie et de gestion. Une enquête menée par le Département des opérations (OD) en février 2006 a montré que la plupart des directeurs d'OD au siège et dans les bureaux régionaux jugeaient utile la planification des activités, mais estimaient qu'il y avait lieu d'améliorer les instruments et les systèmes à l'appui de cette activité.

Encadré 10:

Siège: 98 pour cent des services ont établi un plan de travail pour 2005; 80 pour cent ont revu ce plan en milieu d'année; 90 pour cent l'ont revu en fin d'année.

Bureaux régionaux: les sept bureaux ont établi un plan de travail pour 2005; trois (43 pour cent) l'ont revu en milieu d'année; six (86 pour cent) en fin d'année.

Bureaux de pays: 92 pour cent ont établi un plan de travail pour 2005; 44 pour cent l'ont revu en milieu d'année, 55 pour cent en fin d'année. Pour ce qui est d'ODK, tous les bureaux de pays ont établi un plan de travail et effectué des examens en milieu et en fin d'année.

Priorité de gestion 4 – Renforcement de la base de connaissances du PAM

Tableau 37: PG 4.1 Les politiques sont formulées et les connaissances sont générées de manière à améliorer la conception et l'exécution des projets.	Valeur cible	Valeur effective
4.1.1 Pourcentage de projets du PAM conçus conformément aux politiques et stratégies du Programme. ⁷⁸	100	100
4.1.2 Nombre de demandes d'informations réunies dans le cadre de recherches appuyées par le PAM émanant d'autres organisations. ⁷⁹	Pas de cible fixée.	Non disponible
4.1.3 Pourcentage des recommandations d'évaluations satisfaites, classées par type de recommandation.	-	Non disponible
PG 4.2 La capacité d'identification de crises imminentes et des besoins en résultant de l'Organisation est renforcée.⁸⁰		
Voir indicateurs de résultats PG 5.1.5, 5.1.6 et 5.1.7, qui ont trait au renforcement de la base de connaissances du PAM et de l'appui opérationnel.		

186. Indicateur 4.1.1. Les 54 documents de projet soumis au Comité d'examen des programmes étaient conformes aux politiques établies.⁸¹ Au cours de l'année 2005, les mesures prises pour améliorer les directives techniques, la formulation de la politique à suivre et le partage des connaissances avec les partenaires ont inclus (i) des recherches sur les réponses non alimentaires aux urgences et les activités pilotes de transfert d'espèces entreprises dans le cadre du projet SENAC, (ii) des études de terrain sur les problèmes que pose la protection humanitaire, (iii) des études de cas sur les achats alimentaires locaux et régionaux dans les pays en développement et (iv) la poursuite de recherches sur la nutrition et la santé, en relation notamment avec les mesures de lutte contre le VIH/sida.

187. Indicateur 4.1.2. Les interactions régulières avec les bureaux extérieurs et les recherches entreprises avec des partenaires ont aidé à renforcer la base de connaissances du PAM et contribué à l'élaboration des politiques. Les connaissances échangées entre les services du siège et le terrain à la faveur de l'appui technique et du dialogue avec les bureaux de pays ont débouché sur des améliorations opérationnelles. Dans le cadre de l'initiative *PASS-it-on*, la mise au point et l'essai de méthodes pour la mise en commun des informations ont bien progressé et un site Web verra le jour en 2006.

⁷⁸ L'indicateur de résultats a été changé pour mesurer le pourcentage par rapport au nombre de projets et renforcer ainsi la base de connaissances du PAM.

⁷⁹ L'indicateur a été retiré du Plan de gestion pour 2006–2007.

⁸⁰ L'indicateur a été retiré du Plan de gestion pour 2006–2007.

⁸¹ Les documents de projet ne couvrent pas les opérations spéciales.

188. **Indicateur 4.1.3.** La cible sera définie en 2006; il faudra ensuite recourir à Internet et procéder par affichage, suivi et rapports annuels sur les recommandations de l'évaluation, avec vérification tous les deux ans. Les bureaux de pays, les bureaux régionaux et les services du siège responsables de la mise en œuvre des recommandations introduiront les mesures de suivi sur le site Web. Le suivi sera complété par des études analytiques ad hoc dans le but d'évaluer les facteurs qui influencent l'application des recommandations et l'impact des conclusions de l'évaluation sur l'amélioration de la qualité du programme, de l'appui opérationnel et de la formulation de la politique.

Priorité de gestion 5 – Renforcement de l'appui opérationnel

Tableau 38: PG 5.1 Une intervention d'aide alimentaire adéquate, rapide et gérée efficacement	Objectif	Réalisation
5.1.1 Pourcentage des besoins alimentaires satisfaits par les distributions aux bénéficiaires, par catégorie de programme et par année civile:		
- projets de développement	100	67
- opérations d'urgence	100	66
- IPSR	100	71
5.1.2 Pourcentage de produits alimentaires du PAM disponibles dans le pays par rapport aux besoins mensuels par catégorie de programme et par région. ⁸²	Pas de cible fixée	Non disponible
5.1.3 Coût des pertes de produits après livraison en pourcentage du coût des produits acheminés par catégorie de programme (pourcentage).	2	0.47
5.1.4 Variation en pourcentage entre les coûts effectifs et prévus (budgétisés) par catégorie de programme et élément de coût. ⁸³	Pas de cible fixée	Non disponible
5.1.5 Pourcentage d'opérations d'urgence et d'IPSR approuvées durant la période qui sont appuyées par l'évaluation des besoins d'urgence et l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité.	67	70
5.1.6 Pourcentage de nouvelles opérations d'urgence et d'IPSR disposant d'instruments de planification préalable avant le lancement du projet.	90	65
- opérations d'urgence prioritaires	85	81
- IPSR prioritaires	95	64
5.1.7 Pourcentage d'évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité à la disposition des pays prioritaires. ⁸⁴	70	100

189. **Indicateur 5.1.1.** Les cibles étaient ambitieuses et les conditions opérationnelles ont influencé les résultats. Le PAM a distribué 4,2 millions de tonnes d'aliments dans 82 pays en 2005, ce qui représente une augmentation de 13,5 pour cent par rapport à 2004.⁸⁵ Les distributions alimentaires effectives sont restées en deçà des cibles; néanmoins, les quantités considérables d'aliments distribués, parfois dans des conditions extrêmes, représentent un résultat très satisfaisant pour 2005. Dans un certain nombre d'opérations d'urgence qui ont commencé au second semestre de 2005, les distributions alimentaires ont été en deçà des prévisions par suite de difficultés au niveau de la mobilisation des ressources et du transport. D'importants stocks reportés de 2004 ont contribué à améliorer le pourcentage d'aliments distribués dans la catégorie des IPSR.

⁸² L'indicateur PG 5.1.2 a été retiré du Plan de gestion pour 2006–2007.

⁸³ L'indicateur PG 5.1.4 a été retiré du Plan de gestion pour 2006–2007.

⁸⁴ L'indicateur de résultats a été modifié pour améliorer la pertinence des rapports pour 2005.

⁸⁵ La quantité de produits alimentaires pour 2004 n'inclut pas l'opération bilatérale en Iraq.

190. **Indicateur 5.1.3.** Les pertes après livraison ont représenté en 2005 0,47 pour cent des produits acheminés et une valeur d'environ 9,9 millions de dollars. En tonnage, les pertes signalées en 2005 accusent une augmentation de 61 pour cent par rapport au chiffre de 2004, qui peut être attribuable en partie à l'amélioration des rapports établis dans les pays par suite de la formation et de la sensibilisation au problème; les pertes ont été particulièrement élevées au Soudan, surtout du fait des quantités importantes d'aliments déplacées et de l'instabilité de l'environnement de travail. Les livraisons manquantes ont représenté le motif de perte le plus fréquemment signalé en 2005.

191. **Indicateur 5.1.5.**

Vingt et une opérations d'urgence et IPSR approuvées ont été appuyées par au moins un rapport d'évaluation des besoins d'urgence ou un document d'ACV, ce qui représente une augmentation de 56 pour cent par rapport à 2004.⁸⁷ Un concept plus clair de ce qui constitue une évaluation des

Tableau 39: Opérations d'urgence et IPSR approuvées	Opérations d'urgence	IPSR	Total	%
Approuvées en 2005 ⁸⁶	16	14	30	-
Appuyées par au moins une documentation ENA/ACV	10	11	21	70
Évaluations avec documentation appuyant des opérations d'urgence et des IPSR récemment approuvées et conduites en partenariat	10	9	19	90
- en collaboration avec des Organisations des Nations Unies	9	6	15	79
- En collaboration avec des ONG	4	3	7	37

besoins d'urgence a aidé à améliorer l'exactitude.⁸⁸ Jusque-là, de rapides missions d'évaluation locale tenaient lieu d'évaluations des besoins d'urgence et étaient incluses dans le suivi, ce qui contribue à expliquer pourquoi il y a eu 181 évaluations en 2004 et 90 en 2005.

192. Pour améliorer l'objectivité, l'exactitude et la transparence des évaluations, cinq évaluations indépendantes des besoins ont été effectuées par des experts extérieurs en République démocratique du Congo, en Équateur, en Éthiopie, au Liberia et à Madagascar. En Éthiopie, l'enquête a été entreprise par l'Institut de développement outre-mer, qui a effectué une analyse indépendante des évaluations antérieures. Ces enquêtes ont démontré que des missions financées de l'extérieur augmentaient la crédibilité et la rigueur des évaluations. Toutefois, l'examen de l'Institut a conclu que dans certains cas les consultants extérieurs n'avaient pas l'expérience nécessaire pour déterminer la meilleure façon d'intervenir.

⁸⁶ Exclut 12 CII et 9 révisions budgétaires – 3 opérations d'urgence et 6 IPSR.

⁸⁷ Les projets approuvés en 2005 étaient des opérations d'urgence, des IPSR, des programmes de pays, des projets de développement ou des opérations spéciales, une opération régionale comptant comme projet.

⁸⁸ Le Manuel ESASU (évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence) a été finalisé en juin 2005.

193. De récentes évaluations faites par exemple au Guatemala, au Niger, au Pakistan et à Sri Lanka ont porté sur les liens entre sécurité alimentaire, nutrition et marchés, et ont identifié les opérations d'aide alimentaire et non alimentaire les plus appropriées. Ces évaluations ont été facilitées par la disponibilité de données de référence antérieures à la crise, y compris d'informations sur les marchés.
194. **Indicateur 5.1.6.** La planification préalable de base est définie comme une combinaison d'alerte rapide, de plans d'interventions d'urgence, d'évaluation de la capacité logistique et d'examen du Comité d'examen des programmes précédant la mise en œuvre d'un projet. Des mesures de planification préalable étaient en place avant le lancement des projets dans 65 pour cent des nouvelles opérations d'urgence et IPSR,⁸⁹ ce qui représente une diminution par rapport à 2004 résultant de la décentralisation des décisions et de la priorité attribuée aux opérations d'urgence par rapport aux IPSR et aux programmes de pays. Conformément au Recueil des indicateurs de résultats 2004–2005, les valeurs cibles ont été augmentées pour les rapports de 2005 pour tenir compte des progrès attendus au niveau de l'application des mesures de planification préalable. Vu le niveau actuel des ressources affectées à la préparation aux situations d'urgence et le caractère décentralisé des mesures de planification préalable, il pourrait être bon d'établir une cible plus réaliste pour 2006.
195. **Indicateur 5.1.7.** Les cibles arrêtées pour les analyses complètes de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires ont été dépassées de 30 pour cent, ce qui représente une augmentation importante par rapport à 2004. Les analyses conduites en Angola, en République démocratique du Congo, à Madagascar et au Niger ont été finalisées en 2005 et sont disponibles sur le site Web de l'Unité ACV. Des analyses concernant le Mali, la Mauritanie, le Népal, le sud du Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et le Timor-Leste sont en cours. Des recherches sur la diversité des régimes alimentaires, la fréquence des repas et les sources d'aliments considérées comme des indicateurs de la sécurité alimentaire des ménages ont été entreprises.
196. En 2005, 14 missions d'évaluation de la production et de la disponibilité alimentaires ont été exécutées, soit 31 pour cent de moins qu'en 2004.⁹⁰ Le nombre d'évaluations des besoins d'urgence exécutées conjointement avec la FAO et le HCR a reculé de 38 pour cent en 2004 à 25 pour cent en 2005, en raison principalement des difficultés de financement de la FAO. En ce qui concerne la révision de ces missions, la FAO et le PAM ont entrepris des recherches et des analyses plus approfondies dans des domaines techniques tels que la relation entre les pénuries alimentaires nationales et les besoins alimentaires des ménages et l'amélioration de l'estimation des importations commerciales.

⁸⁹ Le nombre d'opérations d'urgence et d'IPSR prises en compte pour cet indicateur se réfère au nombre de projets soumis à l'examen du Comité en 2005. Les opérations d'urgence et les IPSR prioritaires se réfèrent à des projets exécutés dans des pays identifiés par ODAP (Sous-Division de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence) comme exigeant la mise en œuvre d'un minimum d'actions de préparation. Les estimations identifiées pour les objectifs et pour les réalisations pour 2004 se réfèrent au pourcentage de projets dans lesquels des mesures de préparation minimum ont été prises, combinant alerte rapide, plans d'urgence, évaluation de la capacité logistique et examen par le Comité des éléments de planification préalable dans les opérations d'urgence et les IPSR.

⁹⁰ Onze avec l'appui extérieur du siège et/ou des bureaux régionaux; trois ont été entreprises au niveau national.

Tableau 40: PG 5.2.1 Sécurité et sûreté du personnel dans les zones où opère le PAM	Objectif	Réalisation
5.2.1 Changement en pourcentage du nombre total de membres du personnel du PAM détenus, blessés ou tués dans les opérations.		
- Total membres du personnel blessés	< 11	9
- Total membres du personnel détenus	< 42	17
- Total membres du personnel tués	0	0
5.2.2 Pourcentage de membres du personnel évacués ou déplacés avec succès.	100	98

197. **Indicateur 5.2.1.** Le PAM est parvenu à réduire les incidents de sécurité et à améliorer la sûreté du personnel. Les valeurs cibles ont été revues à la baisse et diminuées de 10 pour cent par rapport aux résultats de 2004. Quarante-vingt-dix-huit pour cent des membres du personnel devant être évacués ou affectés ailleurs l'ont été dans de bonnes conditions.⁹¹ Les données sur les incidents de sécurité soumises par les responsables de la sécurité sur le terrain et les conseillers régionaux pour la sécurité ont montré que le pourcentage de membres du personnel détenus en raison de leur travail était tombé de 47 pour cent en 2004, l'année de référence, à 17 pour cent en 2005.⁹²

198. Le PAM a poursuivi ses efforts pour améliorer les échanges d'informations sur la sécurité entre le terrain et le siège et entre le PAM et d'autres organisations des Nations Unies, afin de renforcer la décision, notamment dans la gestion des crises et l'alerte rapide.

Tableau 41: PG 5.3 La connectivité entre bureaux et l'accès à l'information au sein du PAM et en dehors du PAM sont renforcés	Objectif	Réalisation
5.3.1 Pourcentage de sites ayant accès à Internet, à WINGS et à d'autres systèmes de communication.		
- Pourcentage de bureaux de pays avec connectivité privée.	95	94
- Pourcentage de bureaux de pays raccordés à Internet.	100	100
- Pourcentage de bureaux de pays ayant accès à des systèmes d'information centraux.	100	100
- Nombre de bureaux auxiliaires avec connectivité privée. ⁹³	Pas disponible	78
5.3.2 Fiabilité de l'infrastructure TIC.		
- Disponibilité de l'infrastructure centrale en pourcentage. ⁹⁴	98.80	99.74
- Disponibilité du réseau privé en pourcentage. ⁹⁵	98.00	99.01

⁹¹ Un membre du personnel local en Somalie a refusé le transfert.

⁹² Les cas de détention liée au travail s'entendent: i) d'une personne (ou de plusieurs personnes) illégalement détenue contre sa volonté (ou l'équivalent national, par ex. par la force, par des menaces, la fraude ou la tromperie) afin de réaliser en échange de sa libération un gain illicite ou tout autre gain économique ou autre bénéfice matériel, ou afin d'obliger quelqu'un à faire ou à ne pas faire quelque chose; et ii) d'une personne ou de personnes détenue(s) par la police pour interrogatoire.

⁹³ Les directeurs de pays décident si les bureaux auxiliaires doivent être équipés de FoodSat et être intégrés au réseau sectoriel privé.

⁹⁴ L'objectif visé représente une durée d'indisponibilité non prévue de 4 jours 9 heures 7 minutes sur un an.

⁹⁵ L'objectif visé représente une durée d'indisponibilité non prévue de 3 jours 15 heures 36 minutes sur un an.

199. **Indicateur 5.3.1.** Pour deux des quatre indicateurs relatifs à la connectivité entre bureaux et à l'accès à l'information les objectifs ont été atteints, ce qui marque un net progrès. L'indicateur du pourcentage de bureaux de pays ayant une connectivité est resté légèrement en deçà de l'objectif visé faute de licences d'importation et d'exploitation dans le cas de la République populaire démocratique de Corée, de l'Éthiopie, de l'Iran, du Territoire occupé de Palestine et de la Fédération de Russie.
200. L'amélioration de la connectivité a permis des communications en temps réel entre les bureaux de pays, les bureaux régionaux et le siège, ce qui a accéléré la planification des urgences. Ainsi, quand des troubles ont suspendu les communications au Népal, le bureau du PAM à Katmandou a pu communiquer par FoodSat. Au nombre des améliorations figurent aussi la standardisation de l'équipement inter-standards automatique dans 75 pour cent des bureaux de pays, l'accès direct pour 75 pour cent des téléphones fixes des membres du personnel, le développement des installations d'audioconférence et des dispositifs de vidéoconférence.
201. **Indicateur 5.3.2.** La rationalisation des mécanismes de gestion a amélioré la disponibilité et l'intégrité des services de production, les deux indicateurs dépassant les cibles fixées. L'amélioration de la fiabilité de l'infrastructure s'est traduite par un gain de productivité – une augmentation de la productivité de 1 pour cent représente 3,5 jours d'économie sur les coûts directs. Les améliorations de l'infrastructure ont diminué le risque de rupture de fonctionnement en réduisant le nombre des points vulnérables.
202. On est parvenu à réduire les coûts opérationnels en introduisant les services de courrier par Internet et en transférant WINGS à Genève. FoodSat assure la gratuité des appels téléphoniques entre les bureaux du PAM, ce qui a diminué de 40 pour cent les dépenses téléphoniques à l'échelle mondiale et représenté en 2005 une économie de 3 millions de dollars.
203. L'Équipe d'intervention rapide et d'appui pour les technologies de l'information et des télécommunications (FITTEST) du bureau de Doubaï a entrepris 116 missions, représentant 130 personnes/mois de travail. FITTEST a envoyé des missions dans 36 pays, soit 43 pour cent des pays dans lesquels le PAM a des opérations, et a fourni des services et de l'équipement pour une valeur de 13,4 millions de dollars. L'Équipe a appuyé en 2005 six projets interorganisations pour un coût total de 4,25 millions de dollars. Des services et de l'équipement ont également été fournis à la communauté internationale, moyennant remboursement intégral des coûts; c'est ainsi que le PAM a aidé la Banque mondiale et la République démocratique du Congo.

Priorité de gestion 6 – Examen des procédures de l'Organisation

Tableau 42: PG 6.1 Meilleure utilisation des contributions dans le cadre des nouveaux modes opératoires de l'Organisation	Objectif	Réalisation
6.1.1 Pourcentage des contributions confirmées utilisé. ⁹⁶	Pas de cible fixée.	Non disponible
PG 6.2 Amélioration de la disponibilité en temps voulu des contributions dans les bureaux de pays	Objectif	Réalisation
6.2.1 Ratio mensuel moyen des stocks alimentaires totaux dans le pays et contributions alimentaires confirmées totales. ⁹⁷	Pas de cible fixée.	Non disponible

204. Le but essentiel de cet examen était d'améliorer la gestion des projets et la gestion financière en donnant aux responsables de la planification et du suivi des opérations davantage de latitude dans la gestion alimentaire et financière. L'idée est de promouvoir une gestion qui cherche à prévenir plutôt qu'à guérir. On en attend un financement suffisant et assez rapide des projets pour fournir promptement aux gens qui en ont besoin des rations stables tout en assurant une efficacité maximale au niveau de l'utilisation des ressources.

205. Plus spécifiquement, le nouveau modèle opératoire:

- Appuie la planification des projets et l'identification en amont des besoins en aliments, en espèces et en ressources; il facilite les décisions nécessaires à la mise en œuvre d'un programme stable permettant des ajustements à un taux mesuré;
- Assure un contrôle sous forme de bilans mensuels et trimestriels ainsi qu'un suivi et une analyse améliorés de l'exécution effective au regard des plans en termes de bénéficiaires, de fournitures, de distributions et de coûts connexes; et
- Permet une gestion des opérations plus systématique et plus fine par l'identification des caractéristiques de la distribution, les tendances du marché qui déterminent le calendrier des ajustements opérationnels ou les changements des périodes d'achat et de livraison.

206. Certaines opérations faisant appel aux nouveaux modes opératoires ont institué des mécanismes tels que des réunions d'équipes de gestion ou de chefs de services de bureaux de pays qui ont amélioré la communication sur la dotation en ressources et la coordination des activités. Ces opérations sont idoines pour répondre à une crise immédiate, comme la démonstration en a été faite lors de l'urgence dans la Corne de l'Afrique.

⁹⁶ Cet indicateur a été retiré du Plan de gestion (2006–2007).

⁹⁷ Cet indicateur a été retiré du Plan de gestion (2006–2007).

207. Un total de 150,9 millions de dollars a jusqu'à présent été avancé dans le cadre du mécanisme de préfinancement au profit de projets conduits en Indonésie, dans le Territoire occupé de Palestine, au Soudan, en Ouganda et au Zimbabwe, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest. Sur ce montant, 93,3 millions de dollars ont été remboursés dans les cas où les contributions servant de cautionnement étaient confirmées par les donateurs. Il n'a pas été établi de mécanismes permettant de mesurer les résultats, mais de nouveaux indicateurs et de nouvelles méthodologies de calcul des économies réalisées seront en place pour 2006.⁹⁸

⁹⁸ Une évaluation de l'examen des procédures de l'Organisation sera présentée à la session annuelle de 2006 du Conseil.

Priorité de gestion 7 – Amélioration de la transparence et de l'obligation redditionnelle

Tableau 43: PG 7.1 Amélioration de la transparence, de la supervision et de l'obligation redditionnelle	Objectif	Résultat
7.1.1 Pourcentage des recommandations issues des audits, des inspections et des enquêtes qui ont été appliquées:		
- Pourcentage d'application de recommandations issues d'audits. ⁹⁹	80	73
- Pourcentage d'application de recommandations issues d'inspections.	85	87
- Pourcentage d'application de recommandations issues d'enquêtes.	85	79
7.1.2 Pourcentage de rapports normalisés sur les projets et d'états financiers mensuels produits dans les délais requis.	100	100

208. **Indicateur 7.1.1: Audit.** Bien que 90 pour cent des audits prévus dans les bureaux extérieurs et 102 pour cent des audits prévus pour le siège et les services informatiques aient été menés à bien, le pourcentage de recommandations appliquées a été inférieur de 7 pour cent par rapport à l'objectif fixé, essentiellement parce que le PAM n'a pas pu, par suite d'un arriéré remontant à 2002, suivre leur mise en œuvre tous les trois mois comme envisagé.

209. La différence entre le nombre prévu et effectif des visites d'audit sur le terrain a résulté du volume considérable de ressources qui ont été déployées en vue de l'audit de l'opération post-tsunami, qui a englobé plusieurs bureaux de pays, dont deux – l'Indonésie et Sri Lanka – figuraient dans le programme de travail initial, ainsi qu'une visite non prévue d'ODB à Bangkok et des visites des services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies et du Centre logistique commun des Nations Unies.

Tableau 44: Recommandations issues des audits	Total
Nombre de recommandations	3 635
Dossiers clos	579
Suivi non commencé	4
Suivi commencé	652
Pas de suivi prévu	414
Nombre total de recommandations devant être appliquées	1 986
Nombre total de recommandations appliquées (73 pour cent)	1 450

210. Un système de suivi systématique des recommandations issues des audits a été mis en place pour la première fois en 2005.

⁹⁹ Les données proviennent du système de suivi des audits.

211. **Indicateur 7.1.1: Inspections.** Le nombre de recommandations issues d'inspections qui ont été appliquées a dépassé de 2 pour cent l'objectif fixé. Le PAM a mené un programme d'inspections visant à assurer le respect des normes, règles et indications applicables et a aidé les bureaux de pays à formuler des recommandations touchant les améliorations à introduire. Les bureaux de pays qui ont été inspectés ont répondu positivement lors de l'enquête sur la satisfaction des clients.

Tableau 45: Recommandations	Appliquées	En cours	Non appliquées	Contestées	
Inspections¹⁰⁰					
Total	318	276	31	11	S.O.
%		87	10	4	S.O.
Enquêtes¹⁰¹					
Total	58	46	1	13	3
%		76	2	22	5

212. **Indicateur 7.1.1: Enquêtes.** Le nombre de recommandations issues d'enquêtes qui ont été appliquées a représenté 93 pour cent de l'objectif fixé. L'application de ces recommandations est suivie à l'expiration d'un délai de trois mois mais il y a souvent un retard du fait du temps nécessaire pour rassembler toutes les informations requises. Un temps suffisant est nécessaire aussi pour appliquer des recommandations concernant les améliorations à apporter aux processus de contrôle. Aux fins des rapports devant être présentés en 2006, l'objectif fixé pour cet indicateur a été ramené à 80 pour cent pour tenir compte des délais différents qu'exige la préparation des rapports concernant l'application des recommandations issues des inspections et des enquêtes.

213. Des 136 plaintes reçues, 72 ont fait l'objet d'enquêtes, lesquelles ont porté sur des irrégularités comme la violation des règles et règlements applicables, des actes illicites et des cas de vol, de fraude et d'autres types de malhonnêteté. Les personnes en cause ont été tenues pour responsables et les pertes ont été recouvrées. Il a été découvert une affaire troublante liée aux défaillances des systèmes de contrôle financier au bureau régional ODJ qui s'est traduite par un détournement de 6 millions de dollars. Le PAM applique une politique de tolérance zéro en ce qui concerne l'utilisation de ses ressources: les délinquants sont actuellement traduits en justice et les fonds, recouverts. Les procédures et systèmes de contrôle financier ont été resserrés pour protéger les intérêts du Programme.

¹⁰⁰ Inspections: la direction doit rendre compte de l'application des recommandations six mois et un an après la fin de la mission. Les données reflètent les missions réalisées entre le 1er juillet 2004 et le 30 juin 2005. Les chiffres figurant dans le tableau ont été arrondis.

¹⁰¹ Enquêtes: la direction doit rendre compte de l'application des recommandations formulées à intervalles de trois mois pendant un an suivant la publication du rapport. Les données reflètent les rapports présentés entre le 1er octobre 2004 et le 30 septembre 2005.

214. **Indicateur 7.1.2.** Les 270 rapports normalisés sur les projets et états financiers mensuels ont été établis dans les délais requis, soit 100 pour cent de l'objectif fixé.

Tableau 46: PG 7.2 Adoption et perfectionnement des pratiques optimales en matière de gestion des liquidités et des contributions financières	Objectif	Résultat
7.2.1 Pourcentage des liquidités détenues dans des comptes portant intérêt.	92	96
7.2.2 Pourcentage de contributions à recevoir.		
Au 31 décembre 2005, les soldes des contributions à recevoir étaient les suivants:		
- de l'année en cours	< 69	72
- un an de retard	< 18	11
- deux ans de retard	< 9	11
- trois ans de retard ou plus	< 4	6

215. **Indicateur 7.2.1.** Il ressort des données disponibles que le pourcentage des liquidités détenues en 2005 dans des comptes portant intérêt a dépassé l'objectif fixé de 4 pour cent. Le transfert des comptes de monétisation des bureaux de pays aux comptes bancaires du siège et la réduction des soldes de liquidités détenues dans les comptes bancaires des bureaux de pays ont aidé le PAM à dépasser l'objectif fixé pour l'exercice biennal.

216. **Indicateur 7.2.2.** Le montant global des contributions à recevoir a été ramené de 1,5 milliard de dollars en 2004 à 1,3 milliard de dollars en 2005. Le PAM n'a atteint l'objectif fixé que dans la catégorie "un an de retard". Les objectifs fixés n'ont pas été atteints dans les autres catégories, bien que le montant relevant de la catégorie "trois ans de retard et plus" soit tombé de 110 millions de dollars en 2004 à 87 millions de dollars en 2005.

Priorité de gestion 8 – Communication et plaidoyer

Tableau 47: PG 8.1 Sensibilisation accrue au PAM et à sa mission parmi les représentants des gouvernements donateurs, les principaux médias, les personnalités influentes et le grand public	Objectif	Résultat
8.1.1 Pourcentage de médias, de personnalités influentes et de membres du grand public, dans les pays donateurs visés, qui sont au fait de la mission du PAM.	Pas d'objectif fixé.	S.O.
8.1.2 Nombre de mentions du PAM dans la presse écrite et les médias en ligne des principaux pays.	4 000	5 106
8.1.3 Nombre de parlementaires, de députés, de personnalités gouvernementales et de journalistes qui ont vu à l'oeuvre des projets du PAM à l'occasion de voyages organisés par le Programme:		
- Parlementaires, députés et personnalités gouvernementales	25	43
- Journalistes	100	415

217. En 2005, le PAM a été mentionné plus fréquemment dans les médias internationaux à grande visibilité, a reçu plus de contributions sous forme d'espace publicitaire et a été mieux connu du grand public que les dix années précédentes, l'objectif fixé pour l'exercice biennal dans ce domaine ayant été nettement dépassé.

218. **Indicateur 8.1.2.** La stratégie tendait à exploiter toutes les possibilités de sensibilisation offertes par les médias, la publicité et les activités de plaidoyer, et l'appui des célébrités. Le PAM a publié 139 articles de fond et lettres dans 98 journaux et revues du monde entier et a produit en interne, à peu de frais, 30 annonces publicitaires télévisées et 19 annonces imprimées qui ont été diffusées gratuitement par des médias internationaux et locaux. La valeur des contributions reçues par le PAM sous forme d'espace publicitaire a atteint 60 millions de dollars, soit plus de dix fois le budget de la Division de la communication et un rendement de 1 000 pour cent sur les investissements du Programme.¹⁰² En 2005, parmi les activités entreprises de concert avec le secteur privé en matière de plaidoyer, il y a lieu de citer: i) des efforts conjoints de plaidoyer auprès des décideurs, ii) des contributions sous forme d'espace publicitaire, de publicités imprimées gratuites et de temps d'antenne, et iii) la collaboration nouée avec des entreprises privées pour traduire et diffuser le jeu vidéo éducatif du PAM *Food Force*.

¹⁰² Le PAM a soumis au Conseil en novembre 2005 une note d'information au sujet de sa stratégie de communication et des principaux résultats obtenus dans ce domaine pendant l'exercice biennal 2004–2005.

219. **Indicateur 8.1.3.** Les résultats ont considérablement dépassé les objectifs, reflétant en cela le regain d'intérêt porté au PAM. Les projets du PAM ont reçu la visite de députés, de ministres et de membres de familles royales. Le nombre de ces visiteurs s'est accru de 39 pour cent par rapport à 2004, et les projets ont notamment reçu la visite de participants du Danemark, des États-Unis, de la République tchèque, du Royaume-Uni et de la Thaïlande. La visite du Ministère des affaires étrangères de la République tchèque dans la province d'Aceh, en Indonésie, a été marquée par une contribution qui "fera date".

Tableau 48: Budget et effectifs (2005) des Divisions de l'information ou de la communication¹⁰³

ORGANISME	BUDGET (millions de dollars)	EFFECTIFS
Siège de l'ONU	81	735
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	16	129
HCR	15	107
Siège de l'UNICEF	10	65
PAM	5	34

220. En 2005, le PAM avait 34 fonctionnaires internationaux spécifiquement chargés de l'information et a reçu l'équivalent de dizaines de millions de dollars de publicité dans les médias pour faire connaître son mandat et ses activités, alors même que son budget de l'information est inférieur à celui d'autres organismes humanitaires.

¹⁰³ Les chiffres concernant le Siège de l'ONU, le HCR et le siège de l'UNICEF proviennent des budgets de l'Organisation des Nations Unies pour 2004–2005; les chiffres concernant le Bureau de la coordination des affaires humanitaires sont fondés sur le rapport du Bureau sur ses activités et sur ses besoins en ressources extrabudgétaires pour 2005.

Priorité de gestion 9 – Des ressources accrues pour des besoins accrus

Tableau 49: PG 9.1 Les contributions sont accrues, diversifiées et soutenues pour mettre à la disposition du PAM les ressources dont il a besoin	Objectif	Résultat
9.1.1 Ratio de concentration des contributions, par donateur:		
- contributions totales des donateurs	2,4 milliards de dollars	2,8 milliards de dollars
- nombre de donateurs	72	80
- ratio global de contributions des ressources du PAM provenant des dix principaux donateurs par rapport au total des contributions confirmées (en pourcentage)	≤ 88	84

221. **Indicateur 9.1.1.** L'année 2005 a été une année record, l'objectif initialement fixé dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005 ayant été dépassé de 17 pour cent et les résultats ayant progressé de 27 pour cent par rapport à 2004. Le nombre de donateurs ayant versé des contributions au PAM s'est accru de 14 pour cent par rapport à 2004, ce qui montre que la base de donateurs continue de s'élargir. Globalement, le ratio de concentration des ressources est tombé de 85 à 84 pour cent, ce qui est également imputable à l'élargissement de la base de donateurs et à la moindre dépendance du Programme à l'égard des dix premiers donateurs. Ces trois résultats reflètent les efforts plus intenses qui ont été déployés pour attirer des donateurs publics et privés et collaborer avec eux, ainsi que les progrès significatifs accomplis par rapport à 2004.

222. Plusieurs nouveaux donateurs ainsi que des donateurs existants ont accru leurs contributions et leurs engagements, en particulier l'Algérie, qui a porté ses contributions de 10 000 dollars en 2002 à 14,8 millions de dollars en 2005, l'Azerbaïdjan, qui a fait don de 812 000 dollars, de la Grèce, dont la contribution a dépassé 3,6 millions de dollars, soit plus de 15 fois la plus élevée de ses contributions antérieures, la Turquie, qui a répondu à l'appel lancé par le PAM pour financer sept opérations d'urgence en versant pour plus de 3 millions de contributions, et le Venezuela, qui a fait don de 3 millions de dollars.¹⁰⁴

¹⁰⁴ À partir de 2006, tout donateur versant une contribution pour la première fois depuis cinq ans sera considéré comme un nouveau donateur.

Encadré 11:

Nouveaux membres de l'UE. L'année écoulée a été marquée par l'établissement de partenariats avec de nouveaux États membres de l'UE. Les dix nouveaux membres ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, qui doivent devenir membres de l'UE en 2007, sont bien placés pour devenir des partenaires du PAM et être associés à ses activités. La République tchèque a versé pour 1,2 million de dollars de contributions pour des situations d'urgence connaissant un grand retentissement, par exemple au Guatemala, au Niger et au Pakistan ainsi que dans les pays affectés par le tsunami.

États du Golfe. Depuis de nombreuses années, les gouvernements des six États du Golfe ont occasionnellement versé des contributions en nature et en espèces, mais le PAM et ses activités demeurent pour l'essentiel mal connus dans la région. En 2005, le PAM a reçu pour 1,95 million de dollars de contributions des Émirats arabes unis pour les opérations d'urgence au Tchad et au Soudan, l'opération d'urgence post-tsunami et l'IPSR au Myanmar.

Pays d'Asie. Le PAM a resserré ses liens avec plusieurs pays d'Asie. Depuis 2004, le total des contributions du Bangladesh, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, de Singapour, de Sri Lanka, de la Thaïlande et du Viet Nam se sont accrues de 92 pour cent pour atteindre 54,6 millions de dollars. Le Bangladesh, la Chine, l'Inde et Sri Lanka sont au nombre des donateurs habituels depuis 1996 mais recevaient encore une assistance du PAM en 2005. L'Inde est devenu un important donateur, ayant fait don au PAM de 35,5 millions de dollars, soit une augmentation de 377 pour cent depuis sa première contribution majeure, en 2002.

223. Les efforts du PAM pour attirer des donateurs privés ont également été couronnés de succès. Des partenariats ont été établis avec un grand nombre de sociétés pour aider le PAM à faire face aux besoins créés par les situations d'urgence, qu'elles soient de grande envergure ou d'ampleur plus limitée. Le PAM a mobilisé en 2005 pour 119,5 millions de dollars de contributions en espèces et en nature du secteur privé, soit 94 pour cent de plus qu'en 2004. Pour la crise provoquée par le tsunami dans l'océan Indien, les donateurs privés ont été à l'origine de plus de 20 pour cent des 255 millions de dollars de contributions reçues par le PAM, dont 50 millions de la Croix-Rouge américaine. Un match de rugby parrainé par la Fédération internationale de rugby a produit le montant sans précédent de 3,3 millions de dollars.
224. TNT est resté pour le PAM un solide partenaire en 2005 et a versé pour 14 millions de dollars de contributions en espèces et en nature; le cabinet international de gestion et de conseil Boston Consulting Group a fait don de 5,8 millions de dollars sous forme de services. La Loterie postale nationale des Pays-Bas, première caisse associée au PAM, a généré 1,3 million de dollars pour les programmes d'alimentation scolaire au Niger. Le PAM a élargi ses activités de collecte de fonds sur Internet et a utilisé des outils de commercialisation en ligne pour mobiliser des ressources de particuliers; le montant des dons réunis grâce à Internet a plus que triplé entre 2004 et 2005.
225. En 2005, la Marche mondiale contre la faim a mobilisé environ 1,5 million de dollars: 201 000 participants – cinq fois plus qu'en 2004 – ont participé à la Marche dans 266 villes de 91 pays. La Marche a permis au PAM de secourir environ 70 000 enfants, soit 20 000 de plus que l'objectif fixé.

226. Les contributions des dix plus importants donateurs sont passées de 1,6 milliard de dollars en 2002 à 2,3 milliards de dollars en 2005, mais elles ne représentent qu'une moindre proportion du total des ressources du PAM, soit 84 pour cent, contre 89 pour cent en 2002. La part du plus gros donateur est tombée de 57 pour cent des contributions en 2003 à 44 pour cent en 2005, bien que sa contribution, en chiffres absolus, ait augmenté par rapport à 2004.

Tableau 50: PG 9.1 Les contributions sont accrues, diversifiées et soutenues pour mettre à la disposition du PAM les ressources dont il a besoin

9.1.2 Valeur des contributions par catégorie d'activité (en millions de dollars):

Catégorie d'activité	Besoins nets	Contributions reçues
Projets de développement	343	269
Opérations d'urgence/CII	1 359	775
IPSR	1 295	1 381
Opérations spéciales	393	262
Autres activités	-	79,4
TOTAL:	3 390	2 766,4
Guichet de financement:		
Multilatérales à emploi spécifique		2 487
Multilatérales (en nature et en espèces)		279

227. **Indicateur 9.1.2.** Le tableau ci-dessus doit être interprété avec prudence: les besoins sont évalués sur une période de temps déterminée, tandis que les contributions sont intégralement comptabilisées lorsqu'elles sont confirmées, ce qui se traduit par des reports d'une année sur l'autre qui peuvent être utilisés pour faire face aux besoins de l'année suivante. Il ressort de la ventilation des contributions par catégorie d'activité que l'objectif fixé n'a été dépassé que dans la catégorie des IPSR, avec une augmentation de 20 pour cent par rapport à 2004.

228. Le PAM a réussi en 2005 à mobiliser des ressources pour mener à bien des IPSR comme celles qui ont été mises sur pied en Indonésie et en Afrique australe, qui ont beaucoup retenu l'attention des médias, mais ce succès dissimule le fait que les ressources sont demeurées insuffisantes pour plusieurs IPSR pendant l'année, par exemple celles réalisées en Colombie et en République centrafricaine. Les opérations en cours et les nouvelles opérations d'autres catégories n'ont pas permis de répondre comme prévu aux besoins: les ressources mobilisées dans la catégorie des opérations d'urgence/CII n'ont représenté que 57 pour cent de l'objectif fixé. Le montant global des contributions confirmées a permis de couvrir 82 pour cent des besoins, contre 86,5 pour cent en 2004. Les contributions aux activités de développement ont baissé de 3 pour cent, mais les contributions reçues pour les opérations d'urgence ont augmenté de 176 pour cent par rapport à l'année précédente.

229. En 2005, les contributions multilatérales se sont montées à 279,0 millions de dollars, soit 10 pour cent des contributions totales, contre 278,4 millions de dollars ou 13 pour cent en 2004. Entre 2002 et 2005, les contributions multilatérales ont diminué d'environ 45 pour cent par rapport au total des contributions. Les contributions multilatérales sont néanmoins importantes en ce sens qu'elles permettent au PAM d'allouer les contributions de façon flexible pour faire face aux besoins les plus pressants.

PARTIE IV: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE

230. L'année 2005 a été une occasion d'observer les résultats, d'analyser les enseignements retirés des évaluations du PAM et de l'initiative *PASS-it-on* ainsi que de déterminer comment les performances pourraient être améliorées.¹⁰⁵ La Partie IV résume les principaux enseignements retirés pendant l'année des opérations et des évaluations.

Préparation des interventions en cas d'urgence

231. En 2005, le PAM a déterminé qu'il devrait être à même de faire face simultanément à quatre situations d'urgence de grande envergure et qu'il devait à cette fin mieux préparer ses interventions, notamment en mettant au point des arrangements et procédures adéquats en prévision d'une situation d'urgence pour pouvoir intervenir rapidement, efficacement et de la manière appropriée lorsque la nécessité s'en ferait sentir.

232. **La planification des dispositifs d'intervention** est un élément important du cadre de préparation du PAM qui aide à identifier les dispositifs à prévoir et qui met le PAM et ses partenaires mieux à même d'intervenir en cas de besoin. Le PAM a continué d'affiner ses mécanismes de planification, qui associent désormais plus étroitement les organisations: plus de la moitié des plans d'intervention en cas d'urgence établis en 2005 ont été l'aboutissement de processus interorganisations. Les activités menées dans ce domaine ont concerné plus particulièrement le Bangladesh, la Colombie, Cuba, la région Éthiopie-Érythrée-Soudan, la région des Grands Lacs, le Népal et l'Afrique de l'Ouest.

Encadré 12: En 2005, les bureaux régionaux ont élaboré des stratégies régionales, ont intégré les activités de préparation des interventions en cas d'urgence à leurs programmes de travail en dégageant des ressources et du personnel à cette fin et ont appuyé les activités entreprises dans ce domaine au niveau de l'ensemble de l'Organisation.

- En Côte d'Ivoire, le PAM a réagi rapidement, au début d'août 2005, en prévision du risque de recrudescence de la violence, en adoptant une série de mesures visant à lui permettre d'intervenir pour faire face si besoin était à l'impact du report des élections d'octobre, notamment en réalisant une analyse régionale des stocks, des itinéraires d'approvisionnement et des coûts, en renforçant les systèmes TIC et les mécanismes de sécurité, en préparant des ressources pour évaluer les besoins et en dégageant du personnel pour des affectations temporaires.
- L'Organisation dans son ensemble s'est préparée à faire face au risque de grippe aviaire en identifiant les mesures à prendre pour garantir la sûreté du personnel, les nouveaux besoins opérationnels, les capacités à renforcer et les éléments, systèmes et mécanismes à prévoir pour appuyer les efforts entrepris au niveau du système des Nations Unies.

¹⁰⁵ En 2005, le PAM a continué à mettre au point son système de partage de conseils pratiques (Practical Advice Sharing System - *PASS-it-on*), qui a pour but de faciliter l'échange des enseignements tirés de l'expérience, des pratiques optimales et des innovations entre les bureaux de pays et bureaux régionaux. Le système doit être officiellement lancé à la mi-2006, mais plusieurs activités pilotes ont déjà généré des enseignements importants pour les opérations futures. De brefs ateliers d'examen des activités en vue d'en tirer des enseignements ont eu lieu en Arménie, au Bangladesh, en Érythrée, en Géorgie, en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger.

- 233. Déploiement du personnel.** Deux des principaux enseignements tirés des interventions d'urgence menées par le PAM en 2005 ont été que le personnel doit être déployé plus rapidement et que le fichier du personnel d'intervention devrait être révisé afin de pouvoir réagir dans des domaines et dans des régions vastes, dans la mesure où il faut, dès les premiers stades, identifier et déployer immédiatement du personnel possédant les compétences appropriées. En 2005, les directives concernant les affectations temporaires d'urgence ont été révisées pour accroître le nombre de fonctionnaires spécialisés dans les programmes et la logistique pouvant être déployés.
- 234. Délégations de pouvoirs.** L'évaluation en temps réel a dégagé un autre enseignement important: de claires délégations de pouvoirs sont essentielles si l'on veut que l'intervention initiale soit efficace. Ainsi, il a été déterminé qu'il fallait désigner un coordonnateur des secours d'urgence basé au siège, doté des pouvoirs nécessaires pour redéployer le personnel en période de crise. Un poste de coordonnateur a donc été créé pour pouvoir déployer rapidement et méthodiquement les moyens dont dispose l'Organisation pour faire face à une situation d'urgence de grande envergure et pour suivre l'application des mesures adoptées sur la base des enseignements tirés de l'expérience, notamment en intégrant mieux les mécanismes de préparation et d'alerte rapide aux efforts d'intervention.
- 235. Diversification des partenaires potentiels.** L'année 2005 a montré qu'il est indispensable de perfectionner les arrangements prévisionnels. Il faudra s'attacher en priorité à trouver des organisations appropriées en Amérique latine et en Asie ainsi que du personnel sachant parler les langues requises. Bien qu'il ait été déployé 280 agents en 2005, soit le chiffre le plus élevé depuis le début du programme, en 1995, il a été entrepris d'élargir les accords conclus avec les partenaires potentiels pour renforcer les moyens d'intervention en cas de besoin.¹⁰⁶ Le PAM s'emploie à identifier le ratio optimal de compétences en réserve pour compléter ses propres moyens de sorte que des experts puissent être déployés méthodiquement dès la survenance d'une situation d'urgence.

- 236. Renforcement des petits bureaux de pays.** Les crises de 2005 ont démontré qu'il est capital de renforcer la présence du PAM sur le terrain et de rapprocher la prise de décisions et la gestion des bénéficiaires. Le Directeur exécutif a approuvé pour 2005, à titre provisoire, une structure révisée de financement au moyen du

Tableau 51: Structure du financement AAP des petits bureaux de pays

18 postes supplémentaires de fonctionnaires internationaux	2,6 millions de dollars
33 postes d'administrateurs nationaux financés par le budget AAP	0,9 million de dollars
Dépenses additionnelles hors personnel	0,7 million de dollars

du budget AAP pour consolider les petits bureaux de pays, en ajoutant à leurs effectifs un poste d'administrateur recruté sur le plan international ou d'administrateur local, selon la complexité de l'opération. Cette initiative est financée au moyen des économies réalisées sur les dépenses de personnel ainsi que de l'allocation de 4,2 millions de dollars de crédits AAP, redéployés des grands bureaux de pays aux

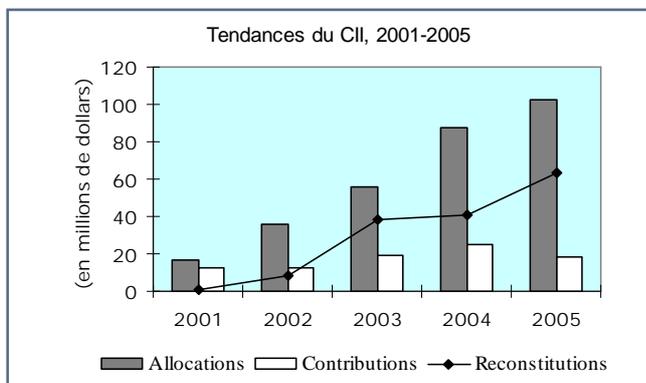
¹⁰⁶ Le nombre d'agents déployés par les partenaires de réserve a été de 207 en 2003 et de 154 en 2004.

plus petits. Les petits bureaux de pays ont également reçu une dotation ponctuelle en matériel informatique financée par le Fonds d'équipement.

Mécanismes de lancement rapide des opérations

237. Compte d'intervention

immédiate (CII). L'année 2005 a montré que le CII avait permis de mettre sur pied rapidement 35 opérations et avait ainsi donné au PAM la flexibilité nécessaire pour livrer et distribuer des secours alimentaires dès l'apparition d'une crise.¹⁰⁷ Le CII a beaucoup contribué à éviter



des ruptures de la filière de produits pour les opérations d'urgence réalisées dans les pays affectés par le tsunami et au Niger, au Pakistan et au Soudan, ainsi que pour les IPSR en Amérique centrale et au Kenya. Les fonds provenant du CII ont également facilité les efforts de préparation des interventions et les évaluations des besoins au Kirghizistan et au Sahel, et ont servi à prépositionner des produits dès l'apparition des troubles civils en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest.

238. Du fait des multiples crises survenues en 2005, le montant total des allocations du CII a atteint le chiffre record de 103,7 millions de dollars, soit deux fois plus qu'en 2003. Les nouvelles contributions au CII ont représenté seulement 18,7 millions de dollars, soit moins que les 25,1 millions de dollars reçus en 2004. Les reconstitutions ont été au total de 63,4 millions de dollars.¹⁰⁸ À la fin de 2005, le solde du CII était inférieur à 30,8 millions de dollars, soit le chiffre le plus faible depuis 2002.

239. En 2004, le Conseil d'administration a décidé de porter l'objectif fixé pour le niveau du CII de 35 millions à 70 millions de dollars, a recommandé l'application de critères d'allocation plus rationnels et a délégué aux directeurs de pays le pouvoir d'approuver l'utilisation de fonds du CII, jusqu'à concurrence de 500 000 dollars, pour une période de trois mois. Le PAM a encouragé le versement de contributions multilatérales à emploi spécifique pour des opérations financées au moyen du CII pour préserver le solde des liquidités du Compte et a instamment engagé les donateurs à assouplir les restrictions, notamment en matière de marquage des sacs et de rétroactivité, qui limitent les possibilités de reconstitution du CII. Les bureaux de pays ont été encouragés à rembourser les fonds prélevés sur ce compte aussi rapidement que possible.

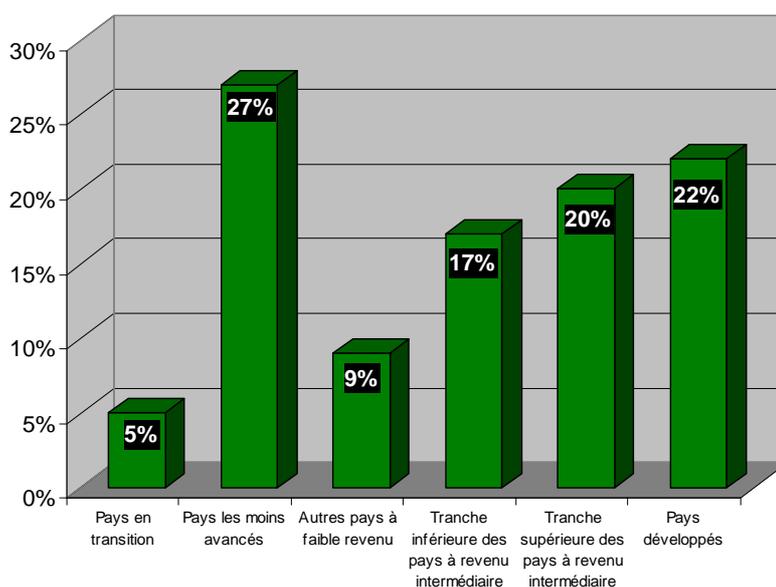
¹⁰⁷ Ces opérations ont été 1 opération d'urgence régionale, 22 opérations d'urgence, dont 13 organisées sur la base des pouvoirs délégués localement, 3 opérations spéciales régionales, 5 opérations spéciales nationales, 1 IPSR régionale et 3 IPSR.

¹⁰⁸ Les reconstitutions au titre des allocations du CII approuvées pendant l'année civile ont été de 44,1 millions de dollars. Il n'a été effectué aucune reconstitution pour 11 des 13 opérations d'urgence réalisées sur la base des pouvoirs délégués localement.

240. **Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs.** Le relèvement du Mécanisme de manière à pouvoir accorder des avances au titre des autres COD, en particulier pour le préfinancement d'opérations spéciales, a beaucoup facilité le financement aux premiers stades des interventions. Ce mécanisme a également permis de mobiliser le concours des partenaires coopérants, particulièrement au début d'une opération: par exemple, l'accroissement du Mécanisme d'avances pour les CAD a permis, au Guatemala et au Myanmar, d'intervenir dans les 72 heures pour faire face à des besoins imprévus sans perturber les apports de fonds aux activités de développement en cours.
241. En 2005, le PAM a avancé 109,8 millions de dollars au titre du Mécanisme d'avances pour les CAD pour 77 opérations dans 62 pays. Sur ce chiffre, 18,2 millions de dollars sont allés à des activités de développement, 15,9 millions de dollars à des opérations spéciales et à des projets en cours et 75,7 millions de dollars à des opérations d'urgence et à des IPSR. Ces avances ont été dûment remboursées au Mécanisme d'avances pour les CAD.
242. **Achats sur les marchés locaux et régionaux.** Un autre des principaux enseignements retirés en 2005 a été que des achats aux plans local et régional permettent fréquemment d'intervenir plus rapidement mais que cette procédure n'est pas appropriée dans toutes les situations. Différents facteurs microéconomiques peuvent affecter la stabilité des marchés locaux et la capacité des populations d'acheter des aliments, particulièrement dans les situations d'urgence. Les variations de quantités de produits alimentaires achetées en 2005 ont été influencées par des facteurs cycliques qui affectent les rendements et les prix. La ponctualité et la prévisibilité des contributions des donateurs ont également affecté le ratio coût-efficacité des achats de produits alimentaires.

Encadré 13: Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, les marchés ne peuvent pas toujours satisfaire une augmentation soudaine de la demande dépassant 3 000 tonnes par mois. Des considérations liées aux approvisionnements et les besoins qui surgissent pendant la saison maigre peuvent interdire les achats dans la région ou allonger très considérablement les délais de livraison.

Achats de produits alimentaires par le PAM en 2005 (en tonnes)



243. Le PAM a distribué 4,2 millions de tonnes de produits alimentaires, dont 2,5 millions de tonnes, c'est-à-dire 60 pour cent des produits distribués, ont été achetés dans 85 pays à un coût de 712,4 millions de dollars. En termes de tonnage, 78 pour cent des produits ont été achetés dans 75 pays en développement et pays en transition, soit nettement plus que la moyenne de 69 pour cent enregistrée pendant la période 2001–2004 (voir l'annexe III).¹⁰⁹
244. Les quantités d'aliments préparés de haute valeur, comme les biscuits à forte teneur énergétique, qui ont été achetées dans les pays en développement ont nettement augmenté et sont passées de 20 000 tonnes en 2001 et 2002 à 60 000 tonnes en 2004 et à plus de 115 000 tonnes en 2005.
245. Les considérations qui dictent les modalités d'achat sont la disponibilité des produits, le rapport coût-efficacité et la rapidité. En 2005, le PAM a introduit à titre pilote un système d'achats électroniques pour minimiser les coûts et accroître le nombre de soumissionnaires.

Identification et ciblage des groupes vulnérables

246. Il ressort de l'examen thématique du ciblage et des examens d'autres programmes auxquels le PAM a procédé en 2005 que l'efficacité et l'efficience du ciblage pourraient être améliorées au moyen d'investissements supplémentaires. En mettant un accent plus marqué sur la précision du ciblage, le PAM pourrait atteindre plus efficacement les groupes qui ont le plus besoin d'une aide alimentaire, ce qui accroîtrait l'impact de ses ressources en réduisant les erreurs d'inclusion. Les recommandations formulées ont notamment porté sur les points suivants:

- **Sélection plus stratégique des modalités de l'aide alimentaire.** Le ciblage, dans beaucoup d'opérations, a continué d'être dicté par les ressources et pas assez par les

Encadré 14: En Angola, la cessation progressive de l'assistance et la durabilité du programme, y compris pour ce qui est du renforcement des capacités, font partie intégrante de la stratégie ACV. L'Unité ACV a dispensé une formation en cours d'emploi à 21 agents du Ministère de l'agriculture au niveau provincial. La formation se poursuivra jusqu'en juillet 2006, date à laquelle les agents du Ministère de l'agriculture auront été familiarisés avec toutes les méthodes d'analyse de la vulnérabilité et pourront ainsi continuer à suivre la sécurité alimentaire.

Au Zimbabwe, l'Unité ACV a affiné les outils de suivi afin de mettre au point un système pilote de suivi de la sécurité alimentaire. Elle a compilé chaque semaine des informations sur les prix du maïs et sur la sécurité alimentaire au niveau des districts afin d'établir ainsi un profil de la situation en ce qui concerne l'alimentation et les autres sources de revenus. Le PAM a ainsi dégagé une meilleure compréhension des variations qui affectent les indicateurs de la sécurité alimentaire, la disponibilité des céréales et les prix.

Le Comité d'évaluation de la vulnérabilité de la Communauté de développement de l'Afrique australe était parvenu à la conclusion qu'au moins 2,9 millions de personnes auraient besoin d'environ 225 000 tonnes d'aide alimentaire, mais ce chiffre s'est révélé inférieur à la réalité. Le PAM a procédé à une nouvelle analyse des données pour préciser les quantités de produits alimentaires et les ressources qui seraient nécessaires.

¹⁰⁹ En 2005, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Indonésie, précédemment rangés dans la catégorie des PMA, ont été reclassés dans celle de la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire, conformément aux critères de classification du CAD.

objectifs, et il n'a pas été accordé d'attention suffisante à une comparaison objective des coûts, de l'impact, des réalisations et des résultats.

- **Ciblage et distribution menés en concertation avec les communautés.** Le système de ciblage et de distribution menés en concertation avec les communautés est de plus en plus largement utilisé et continue d'être amélioré, mais il n'est pas approprié dans toutes les circonstances. Bien qu'il puisse paraître à première vue comme inapproprié pour secourir des populations de réfugiés, l'expérience du Darfour montre que cette méthode peut être une option valable dans certains environnements à haut risque, et parfois la seule.

247. Ensemble, les recommandations issues de l'évaluation portent à conclure que des investissements supplémentaires dans le ciblage —analyse de la vulnérabilité, évaluation des besoins et sélection des modalités— produiront des dividendes permettant d'économiser des ressources et de mieux satisfaire les besoins alimentaires.

248. **Analyse et cartographie de la vulnérabilité.** Les opérations ne peuvent être efficaces que si l'on dispose d'informations récentes et pertinentes sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. Les outils et méthodes élaborés à cette fin ont continué d'être affinés; l'ACV a constitué un aspect important du cycle de programmation et a permis de mieux comprendre l'insécurité alimentaire et d'obtenir un meilleur ciblage. Améliorer la qualité, la cohérence et l'actualité des informations provenant de l'ACV constitue une priorité élevée, mais cela exige des capacités et des ressources humaines substantielles. Le réseau ACV se compose actuellement de 25 fonctionnaires recrutés sur le plan international et de 36 administrateurs nationaux, mais la plupart d'entre eux sont basés au siège, dans les bureaux régionaux et auprès des principales opérations d'urgence, de sorte que 32 bureaux de pays n'ont qu'une capacité limitée dans ce domaine.

249. **Évaluation des besoins d'urgence.** D'importantes modifications ont été apportées aux méthodes d'évaluation des besoins d'urgence et d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité pour garantir la comparabilité des résultats, renforcer les capacités d'analyse des marchés et améliorer la transparence des techniques d'évaluation. Le **projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence**, par exemple, se traduit par une amélioration des méthodes et des outils d'évaluation et permet ainsi de mieux intégrer l'ACV et les évaluations et de renforcer les capacités d'analyse des marchés.

250. **Évaluation des capacités logistiques.** Pour intervenir rapidement, il faut avoir des informations exactes sur l'infrastructure logistique. En 2005, le PAM a entrepris un projet de partenariat stratégique institutionnel pour améliorer les évaluations des capacités logistiques et ainsi mettre au point un nouveau cadre afin d'améliorer la collecte et la présentation des informations logistiques. L'opération mise sur pied à la suite des inondations au Guyana a mis en relief la nécessité de disposer d'informations plus détaillées sur les capacités logistiques dans les pays où le PAM n'a pas de bureaux mais peut être appelé à intervenir.

Suivi des résultats en vue d'améliorer la gestion et l'obligation redditionnelle

251. Les bureaux de pays ont constaté que, lorsque des systèmes communs de collecte et d'analyse des données avaient été mis en place pour l'ACV et le suivi et l'évaluation (S&E), le ciblage et le suivi des résultats étaient facilités. Cette constatation est corroborée par les évaluations récentes réalisées à la demande du Conseil d'administration, qui ont reconnu la nécessité de disposer d'informations exactes pour la prise de décisions, ce qui a encouragé une intégration accrue des données provenant de l'ACV aux activités S&E.¹¹⁰ Les processus de S&E —collecte et analyse de données et rapports— exigent autant de rigueur que les processus d'ACV, à savoir analyse détaillée de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et suivi de la sécurité alimentaire. Il faut renforcer les outils et compétences des bureaux de pays pour leur permettre de suivre efficacement les résultats des interventions d'aide alimentaire.

Encadré 15: En Inde, des efforts renouvelés ont été déployés pour améliorer le système existant de suivi, d'évaluation et de rapports: i) création au sein du bureau de pays, pendant le second semestre de 2005, d'un service spécialement chargé du suivi et de l'établissement des rapports; ii) hausse de la fréquence des missions de suivi du personnel, y compris de la direction, du bureau de pays; iii) partage des observations et recommandations formulées par les missions de suivi avec les administrations locales, les coordonnateurs de district et les organismes de contrepartie du gouvernement, en veillant à ce qu'elles soient appliquées; et iv) élaboration de nouveaux outils technologiques pour faciliter et améliorer l'analyse des données concernant les bénéficiaires et les résultats.

252. Bien que le suivi ait été amélioré, le PAM continue de s'attacher à mettre au point un système crédible, efficace et économique de mesure des résultats. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la mesure des résultats à court et à moyen terme, ce qui a amélioré la façon dont l'information est utilisée pour appuyer la gestion, a démontré les changements apportés aux conditions de vie des bénéficiaires et a montré la contribution apportée par le PAM aux stratégies nationales de caractère plus général.
253. L'approche commune de suivi et d'évaluation (CMEA), qui est à la base de l'amélioration des activités S&E,¹¹¹ repose sur les principes de gestion axée sur les résultats et a pour but de rassembler des données plus cohérentes et plus complètes, plus exactes et plus utiles pour:
- démontrer la mesure dans laquelle le PAM fournit des produits alimentaires en quantités suffisantes et au moment opportun à ses groupes cibles;
 - mettre à la disposition des gestionnaires des informations pertinentes et à jour.

¹¹⁰ Les évaluations réalisées à la demande du Conseil sont: i) l'examen thématique des IPSR; ii) l'étude externe conjointe de la politique tendant à favoriser le développement; et iii) le rapport du Commissaire aux comptes sur l'examen des activités d'ACV du PAM.

¹¹¹ Tous les résultats de la phase I ont été réalisés en 2005: i) cartes des procédés actuels et futurs des activités de S&E; ii) résumé des possibilités d'amélioration, des mesures adoptées et de leurs résultats; iii) élaboration dans six pays d'outils visant à promouvoir la gestion axée sur les résultats; iv) identification des exigences fonctionnelles et techniques pour l'automatisation des activités de S&E; v) menu d'indicateurs et de modules du PAM; et vi) cadre initial type de données.

Nutrition: expansion des programmes¹¹²

254. À la demande de sept donateurs, une équipe de consultants indépendants a entrepris une évaluation externe conjointe de la politique du PAM tendant à favoriser le développement. Cette évaluation, menée entre 2003 et la mi-2005,¹¹³ est parvenue à la conclusion que cette politique était valable et méritait de continuer d'être appuyée par le PAM et par les donateurs. Les principes qui sous-tendent cette politique peuvent améliorer la qualité et la pertinence des autres catégories d'activités; par ailleurs, les interventions appuyées par le PAM ont eu un impact plus marqué sur le développement lorsqu'elles ont été intégrées aux stratégies nationales et locales de réduction de la pauvreté pour lesquelles un financement avait été mobilisé.
255. L'évaluation a recommandé que le PAM, dans sa programmation des activités de développement, concentre ses efforts sur les trois priorités ci-après:
- meilleure intégration des programmes de nutrition aux politiques générales de réduction de la pauvreté en s'efforçant de renforcer les partenariats, de promouvoir les activités dans lesquelles l'aide alimentaire vient compléter d'autres ressources et en intégrant des activités à la programmation du développement sur la base d'un processus amélioré de concertation;
 - amélioration du ciblage sur les groupes les plus vulnérables et les groupes exclus en appuyant les filets nationaux de sécurité, en encourageant aussi bien les hommes que les femmes à éliminer les différences entre les sexes et en luttant contre le VIH/sida au moyen d'approches mieux adaptées aux contextes;
 - renforcement et systématisation des aspects liés à la nutrition des interventions du PAM et fourniture des ressources adaptées aux circonstances;¹¹⁴ ces dernières années, les dépenses consacrées par le PAM aux programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles dans le contexte de ses activités de développement ont eu tendance à diminuer.
256. L'impact des opérations du PAM peut être amélioré si la teneur en micronutriments des aliments préparés enrichis est revue de manière à répondre plus efficacement aux besoins de groupes vulnérables spécifiques, par exemple les enfants de 6 à 24 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les personnes vivant avec le VIH/sida. Différentes initiatives ont été prises pour tester:
- l'acceptabilité d'éléments enrichis en micronutriments dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire;

¹¹² La politique du PAM tendant à favoriser le développement reflète une stratégie axée sur la santé et la nutrition maternelles et infantiles, qui a été reconfirmée dans le Plan stratégique (2004–2007) et dans la politique relative à l'alimentation et la nutrition approuvée en 2004.

¹¹³ Les membres du Conseil d'administration ont été régulièrement tenus informés de l'avancement de l'évaluation. En février 2005, il a été organisé une discussion informelle à l'occasion de laquelle les conclusions préliminaires de l'évaluation ont été communiquées aux membres du Conseil. Le PAM a présenté au Conseil à sa deuxième session de 2005 un document reflétant les recommandations de l'évaluation externe. Les sept donateurs en question étaient l'Allemagne, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France et l'Italie.

¹¹⁴ PAM. 2005. *Évaluation conjointe de l'efficacité et de l'impact de la politique du Programme alimentaire mondial tendant à favoriser le développement, rapport de synthèse*, Vol. 1, p. 47.

- les possibilités de meunerie et d'enrichissement locaux du manioc, aliment préféré des réfugiés congolais se trouvant dans le nord de la Zambie, au moyen d'un moulin conteneurisé mobile;
- utilisation de Plumpy'nut®, pâte nutritive à base d'arachides, pour le traitement d'adultes souffrant du VIH/sida et de malnutrition aiguë et utilisation de différents produits pour l'alimentation des jeunes enfants de mères séropositives non nourris au sein.

257. Dans une évaluation réalisée en 2005 pour le compte du Bureau de l'évaluation sur la base d'une étude sur dossier et d'études des activités menées à Cuba, en Inde, à Madagascar et en Zambie, l'Institut tropical royal des Pays-Bas a identifié les principaux éléments ci-après en vue de renforcer et d'élargir les interventions SNMI.¹¹⁵

- renforcer l'engagement de l'Organisation en faveur de la lutte contre la malnutrition précoce;
- améliorer les compétences en matière de nutrition dans les bureaux de pays et apporter à ces bureaux un soutien technique plus large et plus dynamique du siège et des bureaux régionaux;
- renforcer la collaboration avec l'UNICEF et la Banque mondiale;
- modifier le financement des coûts d'appui directs et des autres coûts opérationnels directs pour des activités SNMI afin de disposer de ressources financières plus abondantes pour des activités complémentaires comme l'éducation et la formation en matière de santé et de nutrition;
- réaffecter des ressources aux programmes SNMI avec plus de souplesse afin que ceux-ci puissent servir de filets de sécurité alimentaire en période de catastrophe.

¹¹⁵ Source: "Compte-rendu de l'étude thématique des interventions en faveur de la nutrition maternelle et infantile bénéficiant de l'aide du PAM" (WFP/EB.1/2006/7-C).



PARTIE V: LA MARCHÉ À SUIVRE

258. Sur la base des enseignements, défis et résultats exposés dans le rapport annuel sur les résultats, la Partie V identifie les stratégies que le PAM entend suivre au cours de l'exercice biennal à venir.

Rapidité et efficacité des interventions

259. L'une des principales priorités de gestion, pour l'exercice biennal 2006–2007, est de renforcer les capacités du Programme d'intervenir efficacement pour faire face simultanément jusqu'à quatre situations d'urgence de grande envergure. À la fin de 2005, un certain nombre de modifications ont été apportées aux structures et aux procédures de l'Organisation pour renforcer ses capacités d'intervention.

260. Il est prévu de renforcer les procédures de préparation des interventions en cas d'urgence, d'accélérer le déploiement du personnel et de mobiliser les moyens requis. Ce plan prévoit:

- une structure spécialement conçue afin de définir l'orientation stratégique des interventions du PAM en cas d'urgence;
- l'établissement d'un plan d'action coordonné pour optimiser les procédures suivies par le PAM pour se préparer à intervenir et faire face à des situations d'urgence multiples;
- l'élargissement et la diversification de la base de partenaires de réserve et de partenaires du secteur privé en vue d'accélérer les interventions en cas de besoin;
- l'établissement à Accra d'un nouvel entrepôt destiné aux interventions humanitaires, le déplacement du dépôt se trouvant au Cambodge et la constitution dans le dépôt de Doubaï de stocks de produits alimentaires et de matériel d'appui opérationnel pour les secours d'urgence; et
- l'établissement de listes de contrôle et de lignes directrices concernant l'administration, les communications, la logistique et les achats au cours des premières étapes des interventions d'urgence et la mobilisation du matériel et du personnel.

Mise à niveau des systèmes

261. Le PAM doit procéder à la mise à niveau du système d'information WINGS en 2006–2007 pour y intégrer les nouvelles procédures opérationnelles mises au point à la suite de différentes initiatives de réforme. Dans tous les cas où cela sera possible, les procédures suivront les pratiques standard afin de réduire au minimum les coûts et le degré élevé d'individualisation qu'a exigés la version originelle du système SAP. Les objectifs des procédés ont été définis sur la base des objectifs stratégiques et des objectifs de gestion, et sont notamment les suivants: i) amélioration de la gestion des projets dans les bureaux extérieurs; ii) accroissement de la transparence et de l'obligation redditionnelle en matière financière conformément aux délégations de

pouvoirs; iii) mise en place de moyens intégrés de planification et de rapports pour améliorer l'exécution des projets, la prise de décisions au niveau de la direction et les rapports.

Gestion des projets

262. En 2006–2007, le PAM offrira, dans le cadre des nouvelles procédures opérationnelles, des mécanismes de préfinancement. Toutefois, un préfinancement ne pourra être accordé que si une formation a été dispensée au personnel, si les capacités de gestion ont été renforcées et si des mécanismes de contrôle ont été mis en place pour atténuer les risques pour l'Organisation de ce type de financement. La gestion des projets, d'une façon plus générale, sera améliorée grâce à la normalisation des rapports, à la rationalisation des mécanismes de préfinancement et à l'actualisation des procédures opérationnelles.

Gestion axée sur les résultats

263. L'amélioration des systèmes d'information de l'Organisation facilitera la planification stratégique et les rapports. Lorsque le PAM aura achevé d'intégrer à ses activités les pratiques de gestion axée sur les résultats d'ici à la fin de 2006, les principaux systèmes opérationnels seront appuyés par des informations automatisées sur les résultats. Neuf "facteurs essentiels au succès de la gestion"¹¹⁶ permettront de suivre la mise en oeuvre de cette gestion et de guider la planification en vue de l'intégration de celle-ci. Deux importantes mesures sont prévues en 2006 en matière de gestion axée sur les résultats: i) mise en oeuvre d'une approche commune de S&E; et ii) identification d'une méthodologie d'imputation et d'allocation des ressources aux objectifs.

Systématisation de la gestion des risques

264. À partir de 2007, la gestion des risques fera partie intégrante de la planification et du travail et de l'exécution des programmes pour donner aux parties prenantes une meilleure assurance quant à la réalisation des objectifs, appuyer une allocation et une utilisation efficaces des ressources et offrir une base rigoureuse pour la prise de décisions et la planification.¹¹⁷ À cette fin, la direction générale prévoit:

- d'analyser les systèmes de gestion des risques, en rendant compte des conclusions retirées, et de veiller à ce que toutes les décisions de l'Organisation soient prises en pleine connaissance des risques;
- de fixer des niveaux de tolérance des risques et de systématiser la gestion des risques dans la prise de décisions.

¹¹⁶ Organisation des Nations Unies, Corps commun d'inspection. 2004. "Application de la gestion axée sur les résultats dans les organismes des Nations Unies", première partie (JIU/REP/2004/6); de la série La gestion axée sur les résultats dans les organismes des Nations Unies.

¹¹⁷ Voir "Politique du PAM en matière de gestion des risques" (WFP/EB.2/2005/5-E/1), également disponible à l'adresse <http://www.wfp.org/eb/docs/2005/wfp077025~1.pdf>

Gestion du changement

265. Une fonction de gestion du changement a été établie pour coordonner les 28 initiatives de changement qui étaient en cours en 2005 (voir l'annexe VI), dont 11 ont été menées à bien et intégrées à la fin de 2005 et 10 autres doivent l'être d'ici à la fin de 2006. Sept initiatives se poursuivront au-delà de 2006; trois d'entre elles — examen des procédures de l'Organisation, projet sur les politiques optimales et CMEA— seront intégrées au processus de "gestion des projets" dans le cadre du système WINGS II.

Stratégie de mobilisation de fonds

266. Les fonds qui sont immédiatement nécessaires pour intervenir rapidement lorsque surviennent des situations d'urgence peuvent être obtenus en partie au moyen du CII et du Mécanisme d'avances pour les CAD. La stratégie de mobilisation de fonds du PAM a pour but d'assurer un financement accru et stable des principaux donateurs, d'élargir la base des donateurs, d'attirer de nouveaux donateurs, y compris des entreprises du secteur privé et des particuliers, et d'encourager les donateurs occasionnels à devenir des donateurs habituels. Cette stratégie a également pour but d'encourager une flexibilité et une prévisibilité accrues des contributions, une augmentation des contributions multilatérales et des dons en espèces, des mécanismes judicieux de jumelage et de moindres restrictions.¹¹⁸

267. Les donateurs sont encouragés à verser des contributions aux différentes catégories d'activités du PAM, lesdites contributions devant être considérées comme multilatérales si elles ne sont pas assorties d'autres restrictions; idéalement, toutes les contributions devraient être fournies sous cette forme. À cette fin, il est recommandé, pour l'exercice biennal à venir, de fixer pour objectif 30 pour cent de contributions multilatérales, sans restrictions, et de préférence en espèces.

268. Le plaidoyer revêt une importance critique dans les efforts qui sont déployés pour mobiliser un appui financier alors que les donateurs sont extrêmement sollicités. Au cours des cinq dernières années, les médias ont commencé à mieux rendre compte des activités menées par le PAM, et les efforts de sensibilisation ont atteint un public plus large. Des efforts concertés continueront d'être faits pour diffuser des messages individualisés dans les pays donateurs et coordonner les campagnes de relations avec les donateurs.

¹¹⁸ À cette fin, les États membres ont récemment approuvé deux documents stratégiques qui définissent les grands principes qui sont à la base de l'approche suivie par le PAM en matière de financement des activités de développement et des activités tendant à faciliter la transition après un conflit: "De nouveaux partenariats pour répondre à de nouveaux besoins - Élargissement de la base de donateurs du PAM" (WFP/EB.3/2004/4-C) et "Le financement, clé de l'efficacité" (WFP/EB.2/2005/5-B).



ANNEXES

I.	Matrice des résultats du Programme 2004–2007	116
	A – Priorités de gestion et points faibles	120
II.	Personnel du PAM	121
III.	Achat de produits alimentaires par le PAM en 2005	122
IV.	Contributions totales confirmées pour 2005	125
V.	Tableau 1: Ventilation des dépenses opérationnelles par région et catégorie d'activités, 2002–2005	127
	Tableau 2: Ventilation des dépenses opérationnelles par pays, région et catégorie d'activités, 2002–2005	129
	Tableau 3: Ventilation des dépenses opérationnelles par catégorie de pays et région, 2002–2005	133
VI.	Initiatives de changement	134
VII.	Le PAM et le processus d'appels communs (PAC)	136
VIII.	Liste des sigles utilisés dans le présent document	137

ANNEXE I: MATRICE DES RÉSULTATS DU PROGRAMME 2004–2007¹¹⁹

BUT FONDAMENTAL DU PROGRAMME: Contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Priorités stratégiques	Résultats à court terme	Résultats à moyen terme	Types d'intervention
1. Sauver des vies dans des situations de crise	<p>1.1 Améliorer l'accès à l'alimentation des populations gravement exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones où opère le PAM et qui sont affectées par des conflits et des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.1.1 Quantité de produits alimentaires distribuée (par catégorie de projet)</p> <p>Indicateur 1.1.2 Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM (par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe)</p>	<p>1.2 Réduction et/ou stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les bénéficiaires</p> <p>Indicateur 1.2.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (par sexe) (rapport poids/taille)</p> <p>1.3 Réduction et/ou stabilisation du taux brut de mortalité chez les bénéficiaires</p> <p>Indicateur 1.3.1* Taux brut de mortalité</p>	<p>◇ Distributions générales de vivres dans les situations de crise</p> <p>◇ Activités d'alimentation complémentaire et thérapeutique</p>
	<p>2.1 Les bénéficiaires cibles participent aux activités de création d'actifs et aux activités génératrices de revenus appuyées par une aide alimentaire</p> <p>Indicateur 2.1.1 Nombre de bénéficiaires participant aux activités de création d'actifs et aux activités génératrices de revenus (par sexe)</p>	<p>2.2 Capacité accrue de gérer les chocs et de subvenir aux besoins alimentaires essentiels</p> <p>Indicateur 2.2.1** Proportion des dépenses que les ménages cibles consacrent à l'alimentation (pourcentage)</p>	<p>◇ Activités VCT tendant à préserver les actifs dans les situations de crise et à élargir l'accès aux actifs pendant la période de redressement</p> <p>◇ Activités appuyées par une aide alimentaire pour réduire la vulnérabilité à des pénuries alimentaires transitoires (par exemple banques de produits alimentaires, activités de microfinancement) et appui aux programmes nationaux de protection sociale</p>



¹¹⁹ Plan stratégique (2004–2007) (WFP/EB.3/2003/4-A/1).

ANNEXE I: MATRICE DES RÉSULTATS DU PROGRAMME 2004–2007¹¹⁹

BUT FONDAMENTAL DU PROGRAMME: Contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Priorités stratégiques	Résultats à court terme	Résultats à moyen terme	Types d'intervention
3. Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables	3.1 Participation accrue des populations cibles aux interventions nutritionnelles appuyées par une aide alimentaire	3.3 Amélioration de la nutrition et de l'état de santé des bénéficiaires	◇ Interventions nutritionnelles à assise communautaire
	Indicateur 3.1.1 Nombre d'enfants bénéficiant d'interventions nutritionnelles appuyées par une aide alimentaire	3.3.1 Réduction de la malnutrition chez les enfants Indicateur 3.3.1 Prévalence de la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans (rapport taille/poids/âge, par sexe)	◇ Alimentation complémentaire ciblée
	Indicateur 3.1.2 Nombre de femmes vulnérables bénéficiant d'interventions nutritionnelles appuyées par une aide alimentaire	3.3.2 Réduction de la prévalence de la malnutrition chez les femmes Indicateur 3.3.2*** Prévalence de la malnutrition chez les femmes adultes (mesurée sur la base de l'indice de la masse corporelle et/ou l'insuffisance pondérale à la naissance)	◇ Appui aux interventions nationales de promotion de la croissance des enfants en bas âge (comme la stratégie intégrée de développement des enfants en Inde)
	Indicateur 3.1.3 Part des aliments enrichis en micronutriments livrés par le biais d'interventions nutritionnelles appuyées par le PAM (pourcentage)	3.3.3 Réduction de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants cibles Indicateur 3.3.3**** Prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires cibles	◇ Appui aux activités nationales et locales d'enrichissement de la farine, des aliments composés et des biscuits. Appui au déparasitage
	3.2 Participation accrue des populations cibles aux activités d'aide alimentaire dans les districts/régions affectés par le VIH/sida et l'insécurité alimentaire Indicateur 3.2.1 Districts affectés par le VIH/sida et l'insécurité alimentaire bénéficiant d'interventions appuyées par une aide alimentaire (pourcentage)	3.4 Réduction de l'impact du VIH/sida sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables Indicateur 3.4.1 À définir	◇ Appui aux orphelins du sida, aux familles d'accueil et aux populations vulnérables



ANNEXE I: MATRICE DES RÉSULTATS DU PROGRAMME 2004–2007¹¹⁹

BUT FONDAMENTAL DU PROGRAMME: Contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Priorités stratégiques	Résultats à court terme	Résultats à moyen terme	Types d'intervention
4. Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle	<p>4.1 Aliments fournis aux élèves des écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.1.1 Nombre de garçons et de filles recevant une aide alimentaire dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p>	<p>4.3 Scolarisation accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.3.1 Taux brut de scolarisation: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.3.2 Taux net de scolarisation*****: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p>	<p>◇ Activités d'alimentation scolaire en tant que composantes des opérations d'urgence/IPSR/ programmes de pays</p> <p>◇ Appui aux activités de formation et d'alphabétisation en faveur des femmes et des adolescentes</p>
	<p>4.2 Distribution de produits alimentaires pour encourager les familles à envoyer les filles à l'école</p> <p>Indicateur 4.2.1 Nombre de filles qui reçoivent des rations à emporter à la maison</p>	<p>4.4 Assiduité accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.4.1 Taux de fréquentation scolaire: pourcentage de garçons et de filles allant en classe au moins 80 pour cent de l'année scolaire dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>4.5 Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.5.1 Idée que se font les maîtres de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire</p> <p>4.6 Réduction des différences entre garçons et filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM, les écoles secondaires et les établissements de formation professionnelle</p> <p>Indicateur 4.6.1 Ratio entre filles et garçons inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p>	



ANNEXE I: MATRICE DES RÉSULTATS DU PROGRAMME 2004–2007¹¹⁹

BUT FONDAMENTAL DU PROGRAMME: Contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Priorités stratégiques	Résultats à court terme	Résultats à moyen terme	Types d'intervention
5. Aider les gouvernements à élaborer et gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire	<p>5.1 Augmentation de la capacité des gouvernements de déterminer les besoins alimentaires, d'élaborer des stratégies et d'exécuter des programmes appuyés par une aide alimentaire</p> <p>Indicateur 5.1.1 Nombre de pays faisant appel aux services techniques du PAM</p> <p>Indicateur 5.1.2 Nombre de fonctionnaires de l'administration nationale formés dans le cadre des programmes d'assistance technique du PAM</p> <p>5.2 Élargissement du dialogue avec les gouvernements pour déterminer les domaines possibles d'assistance technique et de coopération</p> <p>Indicateur 5.2.1 Nombre de services techniques bénéficiant de l'appui du PAM.</p>	<p>5.3 Les gouvernements sont en mesure de planifier et de gérer des programmes appuyés par une aide alimentaire</p> <p>Indicateur 5.3.1 À déterminer</p>	
<p>*Indicateur de résultat devant être testé sur une base pilote avant adoption et application à l'ensemble du programme. (La mortalité infantile sera testée à titre d'indicateur complémentaire/de remplacement.)</p> <p>**Indicateur de résultat devant être testé sur une base pilote avant adoption et application à l'ensemble du programme. (Une méthode d'enquête sur les ménages doit être élaborée sur la base des données ACV et autres données tirées de l'expérience sur le terrain.)</p> <p>***Indicateur de résultat devant être testé sur une base pilote (l'indice de la masse corporelle peut être utilisé pour les femmes non enceintes et les mères allaitantes. Il faudra en valider l'utilisation pour les adolescentes. Les données sur l'insuffisance pondérale à la naissance seront rassemblées lorsqu'il y aura lieu [selon le type d'intervention]).</p> <p>****Indicateur de résultat devant être testé sur une base pilote (les données sur l'incidence de l'anémie seront rassemblées lorsqu'il y aura lieu [selon le type d'intervention, par exemple, pour l'enrichissement en fer des aliments associé à un appui au traitement de déparasitage]).</p> <p>***** Le taux net de scolarisation est un indicateur plus approprié que le taux brut pour mesurer les résultats des programmes d'alimentation scolaire. Bien qu'il soit très difficile de rassembler les données nécessaires pour composer l'indicateur (par ex., la zone de desserte de l'école n'est pas souvent clairement définie, ou bien il n'y a pas de recensement des enfants en âge de fréquenter l'école, le PAM s'efforce de réunir des informations sur cet indicateur et d'en rendre compte dans la mesure du possible.</p>			



ANNEXE I A Priorités de gestion et points faibles¹²⁰	
Priorité de gestion	L'orientation principale vise notamment à remédier aux points faibles ci-après:
PG1 Renforcement des partenariats	La possibilité d'inscrire l'aide alimentaire dans un ensemble plus large de mesures d'assistance dépend beaucoup des partenaires d'exécution, et fait que le PAM n'est que partiellement en mesure de vérifier les résultats et d'en rendre compte
PG2 Gestion des ressources humaines	Il est nécessaire que le PAM mette en oeuvre un plan stratégique complet en matière de ressources humaines
PG3 Gestion axée sur les résultats et rapports	La gestion axée sur les résultats n'a progressé que lentement, et des améliorations doivent être apportées au système d'établissement des rapports
PG4 Renforcement de la base de connaissances du PAM	Il est nécessaire d'améliorer l'évaluation des besoins
PG5 Renforcement de l'appui opérationnel	Pour une large part, la capacité du PAM d'améliorer ses moyens de programmation et la qualité de celle-ci a été tributaire de ressources extrabudgétaires
PG6 Examen des procédures de l'Organisation	Les faiblesses des processus de gestion interne ainsi que l'insuffisance des mécanismes de financement anticipé ont entraîné des rigidités et des problèmes opérationnels
PG7 Amélioration de la transparence et responsabilisation	La lenteur de la mise en route du Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS) dans les bureaux de pays du PAM a empêché de profiter de tous les avantages de la décentralisation de la gestion financière
PG8 Communication et plaidoyer	Le fait que le PAM ne soit pas bien connu du public dans les pays donateurs a freiné la mobilisation des ressources
PG9 Plus de ressources pour plus de besoins	Le PAM dépend d'un trop petit nombre de donateurs. La politique actuelle de recouvrement intégral des coûts fait obstacle à l'apport de contributions par de nouveaux donateurs

¹²⁰ Évoqués dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005.

ANNEXE II PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS AU 31 DÉCEMBRE 2005			
CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES
Catégories supérieures (D-2 et plus)	41	11	27
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 193	486	41
Total partiel	1 234	497	40
Administrateurs auxiliaires	70	38	54
Volontaires des Nations Unies	143	44	31
Administrateurs nationaux	360	135	38
Affectations de durée limitée	16	2	13
Contrats de service	136	37	27
Total cadre organique et catégories supérieures	1 959	753	38
Agents des services généraux	1 685	814	48
Affectations de durée limitée	9	3	33
Contrats de service	6 870	1 551	23
Total, agents des services généraux	8 564	2 368	28
Total, personnel du PAM⁽¹⁾	10 523	3 121	30

Notes:

(1) Le total des effectifs du PAM a été calculé sans tenir compte des contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme par exemple les contrats de consultants, les contrats de louage de services, les prêts commerciaux remboursables et le travail temporaire.

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2005				
PAYS EN DEVELOPPEMENT	QUANTITE (TONNES)	% DU TOTAL	EN MILLIONS DE DOLLARS	% DU TOTAL
PAYS EN TRANSITION				
PAYS EN TRANSITION	127 550	5	20.7	3
PAYS LES MOINS AVANCES	679 866	27	174.6	25
AUTRES PAYS A FAIBLE REVENU	218 586	9	59.1	8
PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE (TRANCHE INFERIEURE)	436 201	17	174.7	25
PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE (TRANCHE SUPERIEURE)	511 452	20	119	17
TOTAL PARTIEL				
PAYS EN DEVELOPPEMENT/ PAYS EN TRANSITION	1 973 654	78	548	77
TOTAL PARTIEL				
PAYS DEVELOPPES	552 998	22	164.4	23
TOTAL	2 526 652	100	712.4	100

ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2005			
Pays en développement/pays en transition¹²¹			
Rang	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Afrique du Sud	345 263	57 525 703
2	Indonésie	127 406	50 683 157
3	Éthiopie	162 528	42 474 511
4	Ouganda	170 498	39 331 303
5	Turquie	113 578	32 140 721
6	Équateur	27 272	31 868 760
7	Chine	77 161	26 931 905
8	Inde	108 631	26 858 170
9	Tanzanie	86 504	22 128 963
10	Malaisie	33 976	19 298 745
11	Pakistan	63 955	16 694 306
12	Zambie	57 173	13 584 449
13	Fédération de Russie	78 448	12 632 521
14	Sri Lanka	37 539	11 861 679
15	Thaïlande	17 016	10 419 091
16	Malawi	35 669	9 826 467
17	Territoire palestinien	34 070	9 758 772
18	Soudan	27 630	7 434 245
19	Argentine	11 740	6 815 834
20	Népal	20 107	6 529 218
21	Honduras	17 179	6 409 717
22	Myanmar	27 462	5 829 840
23	Ukraine	32 933	5 440 932
24	Bulgarie	40 774	4 995 418
25	Colombie	10 265	4 896 371

¹²¹ La classification des pays selon leur revenu reprend la liste du CAD pour 2005–2007, hormis dans le cas des pays en transition (pays d'Europe centrale et orientale et territoires et pays en développement plus avancés) qui reprend la liste du CAD pour 2003–2004).

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2005			
Pays en développement/pays en transition¹²²			
Rang	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
26	Nigéria	10 231	4 426 519
27	Kenya	13 107	4 247 860
28	Lesotho	19 613	3 497 974
29	Mali	7 626	3 233 536
30	Rép. dém. du Congo	8 141	2 916 133
31	Rwanda	7 465	2 765 818
32	Sénégal	7 914	2 609 775
33	Kazakhstan	10 967	2 400 667
34	Bangladesh	4 947	2 251 733
35	Mozambique	9 031	2 248 839
36	Azerbaïdjan	6 435	2 245 300
37	Cambodge	5 624	2 157 320
38	Viet Nam	8 261	2 148 269
39	Cuba	3 594	2 116 636
40	Singapour	3 589	2 005 584
41	Mexique	3 005	1 960 398
42	Afghanistan	9 223	1 957 326
43	Burkina Faso	6 717	1 915 441
44	Guatemala	5 104	1 743 740
45	Zimbabwe	6 000	1 482 300
46	Pérou	2 563	1 479 038
47	Côte d'Ivoire	2 896	1 433 263
48	Arménie	5 625	1 295 970
49	Brésil	1 033	1 295 633
50	Bolivie	2 733	954 513
51	Émirats arabes unis	3 330	732 600
52	Yémen	2 833	692 446
53	Nicaragua	3 069	685 761
54	Égypte	3 357	665 071
55	Uruguay	1 732	644 617
56	Jordanie	7 474	636 186
57	Swaziland	2 941	582 789
58	Belize	2 158	582 416
59	Cameroun	1 484	557 740
60	Ghana	952	518 517
61	Namibie	2 534	410 206
62	Bénin	1 022	364 442
63	El Salvador	495	299 570
64	République tchèque	1 350	297 000
65	Syrie	412	260 163
66	Niger	321	216 193
67	Bhoutan	771	183 075
68	Laos	280	114 456
69	Angola	350	105 700

¹²² La classification des pays selon leur revenu reprend la liste du CAD pour 2005–2007, hormis dans le cas des pays en transition (pays d'Europe centrale et orientale qui reprend la liste du CAD pour 2003–2004).

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES DU PAM EN 2005			
Pays en développement/pays en transition¹²³			
Rang	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
70	Rép. centrafricaine	204	97 567
71	Haïti	210	87 781
72	Guyana	76	42 465
73	Géorgie	20	14 835
74	Hongrie	59	14 760
75	Togo	5	1 324
Total partiel (77% de la valeur totale)		1 973 654	547 968 062
Pays développés			
Rang	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Canada	248 996	69 330 680
2	Italie	86 900	22 368 695
3	Danemark	35 344	22 246 503
4	Japon	73 740	17 745 699
5	Belgique	45 925	15 667 677
6	France	27 369	6 019 224
7	Pays-Bas	12 943	4 439 731
8	États-Unis d'Amérique	17 858	4 371 715
9	Australie	3 263	1 819 820
10	Allemagne	662	440 639
Total partiel (23% de la valeur totale)		552 998	164 450 383
Total		2 526 652	712 418 445

¹²³La classification des pays selon leur revenu reprend la liste du CAD pour 2005–2007, hormis dans le cas des pays en transition (pays d'Europe centrale et orientale qui reprend la liste du CAD pour 2003–2004).

ANNEXE IV CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2005 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	DÉVELOPPEMENT	RAIU*	CII	IPSR	Opér. spéc.	AUTRES(1)	TOTAL
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	0	1 500	0	500	0	0	2 000
ALGÉRIE	3 080	3 703	0	8 067	0	0	14 850
ANDORRE	0	0	0	0	0	32	32
AUSTRALIE	6 407	15 793	22	22 613	2 906	14 809	62 551
AUTRICHE	1 855	0	0	2 489	0	0	4 344
AZERBAÏDJAN	0	0	0	812	0	0	812
BANGLADESH	14 347	0	0	0	0	0	14 347
BELGIQUE	0	4 925	0	8 602	0	425	13 952
BHOUTAN	0	0	0	0	0	1	1
CANADA	37 281	25 861	4 839	72 060	9 459	2 585	152 085
CHINE	1 750	1 000	0	0	0	50	2 800
COLOMBIE	0	0	0	407	0	2 749	3 156
CUBA	0	864	0	0	0	41	905
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	866	0	370	0	0	1 236
DANEMARK	28 469	10 375	1 000	5 639	5 687	1 668	52 838
COMMISSION EUROPÉENNE	6 170	116 306	0	114 259	24 286	2 919	263 940
ÉQUATEUR	0	0	0	0	0	212	212
ÉGYPTE	327	0	0	0	0	32	359
EL SALVADOR	0	0	0	0	0	160	160
ÉRYTHRÉE	0	60	0	46	0	0	106
ÎLES FAROE	0	285	0	0	0	0	285
FINLANDE	6 979	6 954	588	5 839	2 339	705	23 405
FRANCE	6 957	14 074	411	15 979	0	255	37 676
ALLEMAGNE	27 733	21 877	0	17 506	0	2 143	69 258
GRÈCE	0	308	0	3 229	0	100	3 637
GUATEMALA	0	0	0	0	0	140	140
HAÏTI	307	0	0	0	0	0	307
SAINT-SIÈGE	10	0	0	0	0	0	10
HONDURAS	465	0	0	0	0	285	750
HONGRIE	0	55	0	0	0	65	120
ISLANDE	0	384	0	95	0	0	478
INDE	8 745	2 298	0	21 927	0	2 571	35 541
IRLANDE	205	6 063	1 222	9 061	1 742	1 420	19 713
ISRAËL	17	0	0	33	0	0	50
ITALIE	12 385	1 948	0	9 949	1 915	21 710	47 908
JAPON	8 182	52 900	505	79 622	18 332	987	160 528
JORDANIE	0	0	0	0	0	47	47
KENYA	4 000	10 311	0	0	0	0	14 311
CORÉE, RÉP. DE	100	200	6	80	500	444	1 330
KOWEÏT	0	500	0	0	0	0	500
LIECHTENSTEIN	0	0	0	19	0	27	46
LUXEMBOURG	0	4 575	0	2 493	1 018	2 595	10 681
MADAGASCAR	0	0	0	0	0	1	1
MALAISIE	79	591	0	329	430	0	1 430

ANNEXE IV CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2005 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	DÉVELOPPEMENT	RAIU*	CII	IPSR	Opér. spéc.	AUTRES(1)	TOTAL
MONACO	0	36	0	0	0	0	36
NAMIBIE	2	0	0	0	0	0	2
NÉPAL	0	0	0	149	0	0	149
PAYS-BAS	500	29 579	5 680	63 529	16 059	0	115 348
NOUVELLE-ZÉLANDE	1 908	3 481	0	1 915	2 935	0	10 239
NICARAGUA	0	0	0	0	0	20	20
NIGÉRIA	0	33	0	0	0	0	33
NORVÈGE	30 253	9 706	2 786	15 571	34 141	999	93 455
FONDS OPEC	100	950	0	150	0	0	1 200
PAKISTAN	0	0	0	0	0	39	39
PANAMA	2	0	0	0	0	0	2
POLOGNE	50	100	0	50	0	0	200
PORTUGAL	113	0	0	651	0	110	874
PRIVÉ ⁽²⁾	8 177	3 950	0	6 408	3 800	1 572	23 908
QATAR	0	99	0	100	0	0	199
FÉDÉRATION DE RUSSIE	0	5 000	0	6 000	0	0	11 000
ARABIE SAOUDITE	0	3 262	0	0	0	0	3 262
SÉNÉGAL	0	0	0	36	0	0	36
SINGAPOUR	0	15	0	0	0	0	15
RÉP. SLOVAQUE	0	0	0	0	0	30	30
SLOVÉNIE	0	94	0	0	0	0	94
AFRIQUE DU SUD	0	0	0	5 385	0	0	5 385
ESPAGNE	1 727	4 466	0	3 711	1 202	489	11 595
SRI LANKA	196	0	0	0	0	0	196
SUÈDE	0	15 202	0	58 844	8 700	1 513	84 259
SUISSE	5 618	4 490	1 591	19 094	5 043	221	36 057
SYRIE	1 281	285	0	0	0	28	1 595
THAÏLANDE	0	230	1	24	0	29	285
TRINITÉ-ET-TOBAGO	15	0	0	0	0	0	15
TURQUIE	200	1 650	0	1 200	0	0	3 050
OUGANDA	0	0	0	60	0	384	443
ROYAUME-UNI	14 623	30 586	0	35 163	25 042	10 868	116 281
NATIONS UNIES	90	7 009	0	65	0	83	7 247
ÉMIRATS ARABES UNIS	0	957	0	1 000	0	0	1 957
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	27 258	328 701	0	759 515	96 875	3 776	1 216 126
VENEZUELA	1 000	1 500	0	500	0	15	3 015
TOTAL	268 963	755 959	18 651	1 381 147	262 412	79 354	2 766 486
Contributions bilatérales ⁽³⁾							103 103
* Réserve alimentaire internationale d'urgence							
⁽¹⁾ Par exemple fonds fiduciaire, programme des administrateurs auxiliaires, contributions de contrepartie en espèces des gouvernements (CEG) et contributions confirmées des projets en attente.							
⁽²⁾ Pour 2005, les contributions privées ne comprennent pas 45,4 millions de dollars de dons en nature de caractère exceptionnel							
⁽³⁾ Y compris 50 millions de dollars de la Croix-Rouge américaine							

ANNEXE V TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2002-2005
(en milliers de dollars)

	2002		2003		2004		2005	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL	1 592 160	100	3 254 748	100	2 899 628	100	2 892 401	100
DÉVELOPPEMENT	194 692	12	228 678	7	256 458	9	258 884	9
SECOURS	1 282 791	81	2 811 441	86	1 670 055	58	2 282 892	79
Opérations d'urgence	867 053		2 072 988		992 990		1 046 223	
IPSR	415 738		738 453		677 066		1 236 669	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	36 651	2	82 769	3	60 628	2	196 724	7
OPÉRATIONS BILATÉRALES	38 609	2	80 470	2	794 372	27	22	0
AUTRES ²	39 416	3	51 390	2	118 115	4	153 879	5
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	899 374	100	1 480 457	100	1 381 743	100	2 042 906	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	56		45		48		71	
DÉVELOPPEMENT	89 075	10	117 299	8	126 364	9	145 739	7
SECOURS	794 257	88	1 333 542	90	1 202 709	87	1 762 292	86
Opérations d'urgence	476 630		790 229		757 281		745 262	
IPSR	317 627		543 313		445 427		1 017 030	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	14 178	2	20 992	1	43 975	3	130 188	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES	1 864	0	8 625	1	8 695	1	4 688	0
ASIE	454 316	100	389 081	100	417 521	100	516 237	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	29		12		14		18	
DÉVELOPPEMENT	66 370	15	63 969	16	76 226	18	71 048	14
SECOURS	360 182	79	299 235	77	326 263	78	379 064	73
Opérations d'urgence	317 652		186 249		155 817		241 316	
IPSR	42 530		112 985		170 446		137 748	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	21 724	5	20 868	5	9 012	2	63 330	12
OPÉRATIONS BILATÉRALES	6 040	1	5 009	1	6 020	1	2 794	1



ANNEXE V TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2002-2005
(en milliers de dollars)

	2002		2003		2004		2005	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	86 788	100	67 707	100	40 411	100	35 874	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	5		2		1		1	
SECOURS	86 418	100	67 144	99	40 411	100	35 874	100
Opérations d'urgence	52 862		18 494		12 209		8 018	
IPSR	33 556		48 649		28 202		27 856	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	235	0	-	-	-	-	-	-
OPÉRATIONS BILATÉRALES	134	0	563	1	-	-	-	-
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	40 253	100	49 142	100	59 326	100	73 477	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		2		2		3	
DÉVELOPPEMENT	26 408	65	31 920	65	30 212	51	31 831	43
SECOURS	13 845	35	17 222	35	26 208	44	41 185	56
Opérations d'urgence	3 967		1 433		8 102		10 295	
IPSR	9 879		15 789		18 107		30 890	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	-	-	2 906	5	461	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES	-	-	-	-	-	-	-	-
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	71 817	100	1 213 215	100	856 973	100	84 076	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	5		37		30		3	
DÉVELOPPEMENT	12 696	18	15 228	1	16 633	2	15 774	19
SECOURS	28 088	39	1 094 299	90	73 114	9	55 670	66
Opérations d'urgence	15 940		1 076 583		57 920		35 879	
IPSR	12 148		17 716		15 194		19 792	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	461	1	40 610	3	4 735	1	2 699	3
OPÉRATIONS BILATÉRALES	30 571	43	63 078	5	762 490	89	9 932	12

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses directes ne comprennent pas les CAI, le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds fiduciaires.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2002-2005

(en milliers de dollars)

	2002					2003					2004					2005				
	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
GRAND TOTAL	194 692	1 282 791	36 651	38 609	1 592 160	228 678	2 811 441	82 769	80 470	3 254 748	256 458	1 670 055	60 628	794 372	2 899 628	260 889	2 282 892	196 724	22	2 894 406
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	0	103 484	5 071	1	108 556	-	137 820	7 625	41	145 486	-	73 486	5 903	(11)	79 377	-	43 986	6 793	(2)	50 777
Bénin	1 666	-	-	-	1 666	2 409	-	-	-	2 409	2 346	-	-	-	2 346	2 124	942	-	-	3 067
Burkina Faso	2 861	226	-	230	3 317	4 589	151	(6)	(6)	4 734	5 614	1 248	-	14	6 876	2 766	833	-	100	3 699
Burundi	257	12 873	869	43	14 042	27	43 492	842	537	44 898	(6)	41 422	960	1 419	43 795	-	37 600	1 096	2 119	40 815
Cameroun	1 641	130	-	-	1 771	2 005	599	-	-	2 604	2 757	282	-	-	3 039	1 050	951	-	-	2 001
Cap-Vert	1 625	686	-	-	2 311	1 500	454	-	-	1 954	3 649	46	-	-	3 695	557	-	-	-	557
République centrafricaine	1 378	1 420	-	-	2 798	947	1 942	-	-	2 890	1 154	3 436	-	-	4 590	1 698	2 004	-	-	3 702
Tchad	3 126	1 086	-	-	4 212	4 416	1 277	-	-	5 693	3 110	31 454	2 317	-	36 881	2 460	41 806	5 987	-	50 254
Congo	-	2 390	-	-	2 390	-	4 905	-	-	4 905	-	4 868	-	-	4 868	-	3 983	-	-	3 983
Congo, Rép. dém. du	0	41 051	1 139	(1)	42 189	-	61 926	1 945	-	63 870	-	42 613	43	-	42 656	-	59 007	3 016	-	62 023
Côte d'Ivoire	1 388	1 139	-	1 539	4 066	283	16 689	260	420	17 651	46	19 908	1 059	2 740	23 753	-	21 881	197	619	22 697
Djibouti	454	4 995	67	-	5 516	60	3 783	74	-	3 917	671	2 229	-	-	2 900	1 103	3 943	-	-	5 046
Érythrée	-	22 221	(15)	-	22 206	-	66 479	-	-	66 479	0	44 917	-	-	44 917	-	64 364	-	-	64 364
Éthiopie	18 849	108 988	177	2	128 016	16 483	207 986	-	1 233	225 702	11 887	147 931	-	1 298	161 115	25 031	311 209	-	-	336 239
Gabon	-	311	-	-	311	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gambie	1 170	0	-	-	1 170	1 701	1 571	-	-	3 272	1 429	56	-	-	1 485	2 138	10	-	-	2 148
Ghana	954	137	-	-	1 091	3 923	97	-	-	4 020	2 477	396	-	-	2 873	2 818	2 099	-	-	4 918
Guinée	1 340	9 131	515	-	10 986	1 128	18 529	1 320	-	20 978	2 190	9 493	557	-	12 240	3 242	9 005	24	-	12 271
Guinée-Bissau	-	2 251	-	-	2 251	-	4 154	-	-	4 154	-	3 745	-	-	3 745	-	3 110	-	-	3 110
Kenya	4 356	53 889	-	57	58 302	7 787	44 344	-	-	52 132	15 534	56 574	-	-	72 107	16 417	63 551	-	-	79 968
Lesotho	1 910	8 452	-	-	10 362	1 954	20 851	-	-	22 805	3 483	21 892	-	-	25 375	2 630	19 458	-	-	22 088
Libéria	1 522	8 828	-	-	10 350	1 851	41 526	3 040	-	46 418	583	35 438	1 780	-	37 801	(1)	35 141	23	-	35 163
Madagascar	4 242	324	190	-	4 756	3 510	6 622	(19)	-	10 113	1 773	5 981	-	-	7 754	4 506	1 796	-	693	6 995
Malawi	4 127	45 231	1 590	-	50 948	4 905	51 927	3 145	-	59 977	6 090	19 915	1 051	-	27 057	6 004	54 997	(99)	360	61 262
Mali	4 189	1 367	-	-	5 556	4 638	1 369	-	-	6 006	6 205	1 443	-	-	7 648	6 834	9 934	-	257	17 025
Mauritanie	2 703	3 102	-	-	5 805	5 273	18 728	-	-	24 001	1 210	6 946	-	-	8 156	3 888	14 973	-	-	18 861
Mozambique	8 822	14 666	2 000	-	25 488	13 188	52 058	18	-	65 265	10 710	20 568	-	-	31 278	13 855	31 615	-	-	45 470
Namibie	-	1 271	-	-	1 271	-	1 316	-	-	1 316	-	2 971	-	-	2 971	-	791	-	-	791
Niger	3 781	387	-	-	4 168	2 386	39	-	-	2 425	6 457	0	-	-	6 457	6 595	37 290	184	-	44 069
Rwanda	2 595	12 202	231	-	15 028	5 146	11 500	123	-	16 770	7 352	8 412	0	-	15 764	5 445	13 323	-	-	18 768
Sao Tomé-et-Principe	457	-	-	-	457	589	-	-	-	589	446	-	-	-	446	768	-	-	-	768
Sénégal	2 839	1 027	-	-	3 866	3 884	2 628	-	-	6 511	4 900	1 885	-	-	6 785	3 361	2 860	-	-	6 221
Sierra Leone	-	20 588	1 015	(6)	21 597	2 033	25 113	11	-	27 157	4 471	9 279	37	-	13 788	4 127	9 128	7	-	13 263
Somalie	-	8 441	-	-	8 441	-	9 529	-	-	9 529	-	18 147	-	-	18 147	-	22 761	-	-	22 761
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	480	-	-	-	480



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2002-2005
(en milliers de dollars)

	2002					2003					2004					2005				
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
Soudan	3 282	96 380	383	-	100 045	5 847	126 421	907	-	133 176	4 819	354 338	30 133	-	389 290	4 400	569 691	110 879	-	684 970
Swaziland	-	2 999	-	-	2 999	-	10 049	2	-	10 051	-	7 999	-	817	8 816	-	10 779	-	(5)	10 774
Tanzanie	1 406	30 282	-	-	31 688	6 569	50 179	-	-	56 747	5 231	27 535	-	-	32 766	6 092	37 556	-	-	43 649
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	289	-	-	289
Ouganda	2 476	22 956	-	-	25 432	5 631	80 768	-	-	86 399	4 714	83 027	-	-	87 741	6 791	103 952	-	-	110 744
Zambie	3 547	41 827	-	-	45 374	2 320	50 815	-	1 674	54 809	4 886	18 168	-	-	23 054	8 147	43 863	-	-	52 010
Zimbabwe	-	89 291	-	-	89 291	-	155 906	-	4 725	160 631	-	70 599	-	2 418	73 017	-	67 450	-	548	67 998
Autres dépenses régionales	113	18 228	945	-	19 286	318	-	1 696	-	2 014	178	4 062	136	-	4 376	409	4 357	2 082	-	6 849
TOTAL POUR LA RÉGION	89 075	794 257	14 178	1 864	899 374	117 299	1 333 542	20 992	8 625	1 480 457	128 368	1 202 709	43 975	8 695	1 381 743	147 744	1 762 292	130 188	4 688	2 044 911
ASIE																				
Afghanistan	-	131 546	3 596	-	135 142	-	126 576	11 715	-	138 291	-	119 073	11 603	-	130 676	-	92 260	1 779	-	94 039
Bangladesh	24 131	10 312	-	2 523	36 966	16 700	2 997	-	3 525	23 221	28 184	19 502	-	3 136	50 821	16 629	18 247	-	1 061	35 938
Bhoutan	2 800	-	-	-	2 800	4 685	-	-	-	4 685	3 138	-	-	-	3 138	2 287	-	-	-	2 287
Cambodge	1 301	16 333	-	1 608	19 242	660	15 966	-	578	17 204	1 264	11 221	-	2 719	15 205	1 641	7 159	-	358	9 158
Chine	12 657	-	-	1 837	14 494	10 670	-	-	864	11 533	9 296	-	-	165	9 462	9 933	-	-	-	9 933
Inde	9 817	434	-	-	10 251	3 098	8	2	-	3 108	8 690	-	-	-	8 690	12 721	266	-	-	12 986
Indonésie	-	11 060	-	-	11 060	-	21 287	-	-	21 287	-	20 911	-	-	20 911	-	103 392	29 001	1 375	133 768
Pôle d'Islamabad	-	57 095	13 720	-	70 815	-	1 691	2 528	-	4 219	-	(136)	(2 667)	-	(2 803)	-	(66)	(0)	-	(67)
Corée, Rép. pop. dém. de	-	101 879	796	60	102 735	-	99 955	611	42	100 608	-	121 416	54	-	121 470	-	55 402	8	0	55 410
Lao, Rép. dém. pop.	2 375	1 116	-	-	3 491	1 953	232	-	-	2 185	2 568	1 723	-	-	4 291	3 849	815	-	-	4 664
Maldives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 096	2 623	-	4 719
Myanmar	-	1 472	-	12	1 484	(0)	1 947	-	(0)	1 946	-	4 611	-	-	4 611	-	9 119	-	-	9 119
Népal	7 971	4 880	-	-	12 851	10 184	5 921	-	-	16 105	12 633	7 867	-	-	20 500	10 920	5 762	228	-	16 910
Pakistan	2 357	7 309	9	-	9 675	15 082	14 817	(0)	-	29 899	8 059	9 251	-	-	17 310	12 748	19 506	17 517	-	49 771
Sri Lanka	2 899	4 865	-	-	7 764	842	6 857	-	-	7 700	2 319	8 505	-	-	10 824	278	53 482	7 035	-	60 795
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	-	10	-	400	-	-	400
Timor-Leste	-	889	66	-	955	-	980	-	-	980	-	2 310	-	-	2 310	-	1 331	-	-	1 331
Autres dépenses régionales	64	10 993	3 538	-	14 595	96	-	6 012	-	6 108	73	-	23	-	96	43	9 893	5 138	-	15 074
TOTAL POUR LA RÉGION	66 370	360 182	21 723	6 040	454 316	63 969	299 235	20 868	5 009	389 080	76 226	326 263	9 012	6 020	417 521	71 048	379 064	63 330	2 794	516 237



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2002-2005
(en milliers de dollars)

	2002					2003					2004					2005				
	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
EUROPE ORIENTALE ET CEI																				
Albanie	-	2 378	-	-	2 378	-	2 949	-	-	2 949	-	3 176	-	-	3 176	-	2 103	-	-	2 103
Arménie	-	3 993	-	-	3 993	-	7 122	-	-	7 122	-	3 455	-	-	3 455	-	2 345	-	-	2 345
Azerbaïdjan	-	3 794	-	-	3 794	-	6 455	-	-	6 455	-	3 940	-	-	3 940	-	5 548	-	-	5 548
Géorgie	-	5 215	225	-	5 440	-	6 782	-	-	6 782	-	4 720	-	-	4 720	-	4 622	-	-	4 622
Kyrgyzistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4
Macédoine, ex-Rép. youg. de	-	43	-	-	43	-	92	-	-	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	-	13 843	-	261	14 104	-	13 494	-	563	14 057	-	12 515	-	-	12 515	-	8 019	-	-	8 019
Serbie-et-Monténégro	-	13 905	-	(126)	13 779	-	3 664	-	-	3 664	-	201	-	-	201	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	40 098	10	-	40 108	-	26 381	-	-	26 381	-	12 436	-	-	12 436	-	13 234	-	-	13 234
Turkménistan	-	-	-	-	-	-	204	-	-	204	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses régionales	-	3 149	-	-	3 149	-	-	-	-	-	-	(33)	-	-	(33)	-	-	-	-	-
TOTAL POUR LA RÉGION	-	86 418	235	134	86 787	-	67 144	-	563	67 706	-	40 411	-	-	40 411	-	35 874	-	-	35 874
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Belize	-	3	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bolivie	5 178	125	-	-	5 303	6 779	16	-	-	6 795	3 865	398	-	-	4 262	3 632	646	-	-	4 279
Colombie	44	1 815	-	-	1 859	600	1 488	-	-	2 088	15	6 712	-	-	6 727	-	11 041	-	-	11 041
Cuba	2 031	212	-	-	2 243	2 548	11	-	-	2 558	3 457	181	-	-	3 638	5 750	1 840	-	-	7 590
République dominicaine	399	498	-	-	897	400	94	-	-	493	185	(3)	-	-	182	19	(0)	-	-	19
Équateur	2 099	32	-	-	2 131	1 590	356	-	-	1 946	93	(1)	-	-	92	-	204	-	-	204
El Salvador	278	2 278	-	-	2 556	1 807	1 988	-	-	3 795	1 395	644	-	-	2 039	705	1 403	-	-	2 107
Guatemala	1 437	4 265	-	-	5 702	2 632	3 900	-	-	6 532	1 349	2 679	-	-	4 028	2 164	6 819	-	-	8 983
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	245	-	-	245
Haiti	5 208	-	-	-	5 208	5 545	2 195	-	-	7 739	6 356	10 364	2 906	-	19 626	7 651	13 520	302	-	21 473
Honduras	1 647	2 517	-	-	4 164	2 895	3 446	-	-	6 341	5 234	2 859	-	-	8 093	1 530	2 110	-	-	3 640
Nicaragua	3 251	1 874	-	-	5 125	3 804	3 733	-	-	7 537	6 274	2 189	-	-	8 462	6 828	2 255	-	-	9 082
Pérou	4 744	11	-	-	4 755	3 317	0	-	-	3 318	1 958	187	-	-	2 145	3 207	1 103	-	-	4 309
Autres dépenses régionales	92	216	-	-	308	4	(3)	-	-	0	30	-	-	-	30	345	-	159	-	504
TOTAL POUR LA RÉGION	26 408	13 845	-	-	40 253	31 920	17 222	-	-	49 142	30 212	26 208	2 906	-	59 326	31 831	41 185	461	-	73 477



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2002-2005
(en milliers de dollars)

	2002					2003					2004					2005				
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	7 499	-	-	7 499	-	11 367	-	-	11 367	-	13 920	-	-	13 920	-	11 330	-	-	11 330
Égypte	4 218	-	-	-	4 218	4 070	-	-	-	4 070	4 202	-	-	-	4 202	4 452	-	-	-	4 452
Iran	-	2 722	-	-	2 722	-	10 937	21	-	10 959	-	1 831	-	-	1 831	-	723	-	-	723
Iraq *	-	2 826	-	28 928	31 754	-	1 022 882	38 358	63 067	1 124 307	-	32 419	5 898	762 490	800 807	-	18 634	374	9 932	28 940
Jordanie	1 748	554	-	-	2 302	1 294	14 193	143	-	15 630	2 238	(514)	-	-	1 725	402	8	-	-	409
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 326	-	2 326
Maroc	1 338	-	-	-	1 338	366	-	-	-	366	-	191	-	-	191	(0)	16	-	-	16
Territoire palestinien	678	12 731	461	-	13 870	133	27 290	1 870	-	29 293	-	28 771	-	-	28 771	-	24 432	-	-	24 432
République arabe syrienne	1 075	993	-	-	2 068	980	6 968	218	-	8 166	3 102	(199)	-	-	2 903	3 900	-	-	-	3 900
Yémen	3 599	763	-	1 644	6 006	8 323	662	-	11	8 995	7 021	500	-	-	7 521	6 988	527	-	-	7 514
Autres dépenses régionales	40	-	-	-	40	62	-	-	0	62	70	(3 806)	(1 163)	-	(4 898)	34	-	-	-	34
TOTAL POUR LA RÉGION	12 696	28 088	461	30 571	71 817	15 228	1 094 299	40 610	63 078	1 213 215	16 633	73 114	4 735	762 490	856 973	15 774	55 670	2 699	9 932	84 076
AUTRES ²	142	-	54	-	39 613	262	-	300	3 197	55 148	7 022	1 350	(1)	17 166	143 654	(5 508)	8 806	45	(17 392)	139 831

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération figurent au-dessous du total de la colonne.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".



ANNEXE V TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2002-2005 (en milliers de dollars)

	2002		2003		2004		2005	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	1 477 483	100,0	3 040 119	100,0	1 926 513	100,0	2 541 776	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	932 308	63,1	1 434 586	47,2	1 407 530	73,1	1 936 349	76,2
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	1 227 541	83,1	2 751 419	90,5	1 828 126	94,9	2 427 089	95,5
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	883 332	59,8	1 450 840	47,7	1 329 073	69,0	1 908 030	75,1
Asie	426 553	28,9	363 203	11,9	402 488	20,9	450 113	17,7
Europe orientale et CEI ³	86 418	5,8	67 144	2,2	40 411	2,1	35 874	1,4
Amérique latine et Caraïbes	40 253	2,7	49 142	1,6	56 420	2,9	73 016	2,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	40 784	2,8	1 109 527	36,5	89 748	4,7	71 445	2,8
DÉVELOPPEMENT:	194 692	100,0	228 678	100,0	256 458	100,0	258 884	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	128 684	66,1	151 163	66,1	166 538	64,9	174 528	67,4
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	186 349	95,7	210 974	92,3	234 621	91,5	247 203	95,5
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	89 076	45,8	117 298	51,3	126 364	49,3	145 739	56,3
Asie	66 372	34,1	63 968	28,0	76 226	29,7	71 048	27,4
Amérique latine et Caraïbes	26 408	13,6	31 919	14,0	30 212	11,8	31 831	12,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12 696	6,5	15 228	6,7	16 633	6,5	15 774	6,1

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.² Classement réel pour chaque année.³ Secours uniquement.

ANNEXE VI: INITIATIVES DE CHANGEMENT

DATE D'ACHÈVEMENT	INITIATIVE	OBJECTIF	OG/OS
Intégrée	Marche mondiale contre la faim	Sensibilisation et mobilisation de fonds pour éliminer la faim chez 300 millions d'enfants.	OG7
Intégrée	Normalisation des programmes d'alimentation scolaire	Décentralisation de la saisie et du traitement des données. Utilisation des résultats des enquêtes comme base de suivi et d'évaluation et base d'établissement de rapports mondiaux. Mise en route dans 60 autres bureaux de pays en 2006-2007 (formation de formateurs).	OG3
Intégrée	Bureau du médiateur	Offrir les services d'une personne impartiale et indépendante pour évaluer de manière informelle les plaintes et les griefs liés au travail.	OG2
Intégrée	Respect des normes minimales de sécurité	Observation à 100 pour cent des normes minimales de sécurité opérationnelle dans tous les lieux d'affectation.	OG5
Intégrée	Intervention intégrée en faveur des réfugiés	Améliorer l'appui fourni aux réfugiés.	OG1
Intégrée	Établissement d'un Bureau conjoint des Nations Unies	Application du concept d'un Bureau conjoint au Cap-Vert à titre de première expérience pilote.	OG1
Intégrée	Sensibilisation au VIH/sida	Avec les fonctionnaires du PAM – Sensibilisation, réduction de la transmission et atténuation de l'impact du VIH/sida.	OG2
Intégrée	Élargissement de la collecte de fonds dans le secteur privé	Augmentation du nombre de sociétés mondiales associées au Programme et élargissement de la base de donateurs privés, renforcement des autres types de collecte de fonds privés, comme campagnes sur Internet et organisations des Amis du PAM.	OG7
Intégrée	Prévisions des contributions	Introduction de prévisions des contributions et amélioration des capacités, des méthodes de travail et de la qualité des services de la Division des finances grâce à la fourniture d'un appui aux responsables des relations avec les donateurs, prévisions stratégiques des contributions futures, amélioration de l'appui aux systèmes.	OG3
Intégrée	Rémunération fondée sur la performance	Introduction d'un exercice pilote de deux ans, de janvier 2006 à décembre 2007.	OG2
Déc. -05	Examen des opérations	Examen d'ensemble du processus de décentralisation, suite donnée aux recommandations.	OG3
Juin-06	Suivi des questions concernant le personnel	Encourager un dialogue constant et constructif entre le personnel et l'administration.	OG2
Déc.-06	Coordination de la formation	Offrir une formation répondant aux besoins, coordonner les programmes pour éviter les lacunes et les chevauchements et garantir un accès équitable des fonctionnaires à la formation.	OG2
Déc.-06	Gestion axée sur les résultats	Mettre en oeuvre l'approche de gestion axée sur les résultats au niveau de l'ensemble de l'Organisation.	OG3
Déc.-06	Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement	Optimisation de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du PAM.	
Déc.-06	Atteindre les groupes cibles d'enfants	Élaboration d'un plan d'action pour combler l'écart entre le nombre d'enfants que le PAM s'est engagé à nourrir et le nombre effectif d'enfants secourus (estimé à 8 millions).	OG3



ANNEXE VI: INITIATIVES DE CHANGEMENT

DATE D'ACHÈVEMENT	INITIATIVE	OBJECTIF	OG/OS
Déc.-06	PASS-it-on	Méthode systématique de gestion des connaissances pour tirer parti des enseignements retirés. Utilisation du site Web pour recenser les pratiques optimales.	OG4
Déc.-06	Projet concernant les agents nationaux	Améliorer les conditions contractuelles des agents sous contrat de louage de services en poste depuis longtemps, encourager la représentation du personnel, appliquer le Règlement de la FAO à tous les agents recrutés sur le plan local et établir un manuel de ressources humaines applicable à tous les agents.	OG2
Déc.-06	Comité permanent interorganisations, réforme des interventions humanitaires	Développement des capacités du PAM en tant qu'institution chef de file concernant les services logistiques d'urgence interorganisations (ODT) et les télécommunications (ADI).	OG1
Déc.-06	Gestion des risques de l'Organisation	1. Établissement d'un cadre de gestion des risques. 2. Intégration d'une approche systématique, efficace et durable de la gestion des risques et des possibilités.	OG6
Déc.-06	Capacités d'intervention en cas d'urgence	Renforcement des capacités du PAM pour lui permettre de faire face en temps opportun à plusieurs situations d'urgence complexes de grande envergure.	OG3
Juil.-07	Renforcement des capacités au niveau des pays et des régions	Mise en oeuvre d'une approche systématique du renforcement des capacités et harmonisation avec les partenaires des Nations Unies.	OS5
Déc.-07	Nouveau modèle opératoire	Harmonisation des trois initiatives (projet sur les pratiques optimales, mise en oeuvre des nouveaux modes opératoires et CMEA).	OG3
	- Projet concernant les pratiques optimales	Amélioration de l'efficacité et du rapport coût-efficacité de la chaîne d'approvisionnement.	
	- Mise en oeuvre des nouveaux modes opératoires	Utilisation optimale des ressources et amélioration des conditions et de la ponctualité des livraisons d'aide alimentaire.	
	- CMEA	Faciliter et accélérer les rapports de S&E; améliorer les rapports normalisés sur les projets et les rapports annuels sur les résultats; présenter des informations exactes sur les résultats et l'impact des opérations; attirer de nouveaux donateurs et partenaires.	
Déc.-07	Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence	Rehausser la crédibilité des évaluations des besoins d'urgence.	OG3
Janv.-08	Normes comptables internationales	Adoption de normes comptables internationales pour améliorer la gouvernance et la gestion.	OG6
Déc.-08	WINGS II	Mettre à niveau les éléments centraux de l'infrastructure informatique du PAM et répondre aux nouveaux besoins des usagers.	OG5



ANNEXE VII

LE PAM ET LE PROCESSUS D'APPELS COMMUNS (PAC)

Le processus d'appels communs est un outil important pour le PAM, qui aide à mobiliser des ressources dans un cadre unifié. En 2005, le PAM a été l'institution dont les appels ont été les plus importants, près de 45 pour cent du total des ressources mobilisées à la suite des appels communs ayant été utilisés pour lui permettre de distribuer des produits alimentaires et de faire face à des besoins non alimentaires.¹²⁷ Environ 70 pour cent du total des besoins du PAM ont été couverts au moyen d'appels communs, soit quelque 15 pour cent de moins qu'en 2004.

Le PAM et les appels communs ¹²⁴ (Produits alimentaires et contributions en espèces)		
Année	PAC: % du PAM	% des besoins du PAM financés par les PAC
2000	57,0	72,5
2001	64,2	69,7
2002 ¹²⁵	58,2	88,3
2003 ¹²⁶	71,0	90,9
2004	51,8	85,0
2005	44,8	70,4

Les produits alimentaires constituent une composante majeure des interventions humanitaires, et le PAM a été le principal destinataire des contributions fournies sous forme de produits à la suite d'appels communs. Les produits alimentaires ont représenté approximativement 40 pour cent du total des ressources mobilisées à la suite d'appels communs en 2005, contre 70 pour cent en 2003, chiffre record.

Principaux pays bénéficiaires, en 2005, des appels globaux, appels éclairs et autres appels communs des Nations Unies (PAC) ¹²⁸		
Pays	PAC: % du PAM	% des besoins du PAM couverts par les PAC
Appel éclair en faveur des victimes du séisme et du tsunami dans l'océan Indien	23,3	100 ¹²⁹
Soudan – Composantes secours humanitaires et redressement du programme de travail de 2005	69,2	64,5
Appel éclair en faveur des victimes du tremblement de terre dans le sud de l'Asie	36,5	64,3
Territoire palestinien occupé	15,5	90,0
Ouganda	55,6	83,4

L'intervention mise sur pied pour secourir les victimes du séisme et du tsunami dans l'océan Indien a été la plus vaste des opérations financées au moyen du PAC en 2005, celui-ci ayant couvert 85 pour cent du total des besoins. Le secteur alimentaire a représenté environ 21 pour cent du total du PAC.

Le PAM a été l'institution qui a lancé l'appel le plus important et aussi celle qui a mobilisé le plus de ressources: le PAM a représenté plus de 23 pour cent

du budget total du PAC, et les contributions des donateurs ont couvert 100 pour cent des besoins du PAM.

¹²⁴ Chiffres des services de surveillance financière du PAC au 18 janvier 2006.

¹²⁵ Afghanistan 2002 (Programme d'assistance immédiate et transitoire pour le peuple afghan).

¹²⁶ Crise en Iraq en 2003.

¹²⁷ WFP/EB.1/2006/4.

¹²⁸ Service de surveillance financière, 27 janvier 2006.

<http://ocha.unog.ch/fts/reports/reports.asp?section=CE&Year=2005>.

¹²⁹ Le chiffre des services de surveillance financière (au 27 janvier 2006) est de 96,0 pour cent; le PAM utilise une valeur de 100 pour cent pour la couverture de ses besoins par le PAC.

ANNEXE VIII

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Dépenses d'administration et d'appui aux programmes
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
APD	Aide publique au développement
BIRD	Banque internationale pour la construction et le développement
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CDC	United States Centers for Disease Control and Prevention
CEI	Communauté des États indépendants
CERF	Fonds central d'intervention pour l'aide d'urgence humanitaire
CII	Compte d'intervention immédiate
CILLS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CMEA	Approche commune de suivi et d'évaluation
COD	coûts opérationnels directs
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ESASU	Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FITTEST	Équipe d'intervention rapide et d'appui pour les technologies de l'information et des télécommunications
GIS	Système d'information géographique
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OD	Département des opérations
ODAP	Sous-Division de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAC	Processus d'appels communs
PFR	Pays à faible revenu
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PG	Priorité de gestion
PMA	Pays les moins avancés
PS	Priorité stratégique

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

S&E	Suivi et évaluation
SENAC	Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence
SNMI	Santé et nutrition maternelles et infantiles
SPLM	Sudan People's Liberation Movement
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM